

CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

COB

Ce document de référence a été déposé auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 6 juin 2002 conformément au règlement 98-01. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse.

PLAN DU DOCUMENT

Chapitre 1

RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES

- 1.1. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE**
- 1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE**
- 1.3. RESPONSABLE DU CONTRÔLE DES COMPTES**
- 1.4. RESPONSABLE DE L'INFORMATION**

Chapitre 2

ÉMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES REPRESENTATIVES DE CREANCES

Chapitre 3

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

- 3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'ÉMETTEUR**
- 3.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL**
- 3.3. RÉPARTITION DU CAPITAL**
- 3.4. MARCHÉ DES TITRES DE CAPITAL DE L'ÉMETTEUR**
- 3.5. DIVIDENDES**

Chapitre 4

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

- 4.1. PRÉSENTATION DE L'ÉMETTEUR**
- 4.2. DEPENDANCE**
- 4.3. LITIGE ET ARBITRAGE**
- 4.4. EFFECTIFS**

Chapitre 5

PATRIMOINE SITUATION FINANCIERE RESULTATS

- 5.1. COMPTES DE L'EMETTEUR**
- 5.2. ENCOURS DE DETTES OBLIGATAIRES A LA DATE DU 30 AVRIL 2002**
- 5.3. PATRIMOINE**

Chapitre 6

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

- 6.1. CONSEIL D'ADMINISTRATION**
- 6.2. ORGANES DE DIRECTION**
- 6.3. ORGANES DE SURVEILLANCE**

Chapitre 7

ÉVOLUTIONS RECENTES ET PERSPECTIVES

- 7.1. EVOLUTIONS RECENTES**
- 7.2. PERSPECTIVES**

ANNEXES

**RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET
RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES**

1.1. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Monsieur Patrice RACT MADOUX, Président du conseil d'administration.

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

A notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats, les perspectives de l'émetteur; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Patrice RACT MADOUX

1.3. RESPONSABLE DU CONTRÔLE DES COMPTES

Jean-Jacques FRANCOIS, Trésorier-payeur général, agent comptable de la CADES
23 bis rue de l'Université 75007 PARIS

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans le présent document. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations présentées.

Jean-Jacques FRANÇOIS

1.4. RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Christophe FRANKEL
Directeur Finances
Tél : 01 55 78 58 04
Christophe.frankel.cades@dial.oleane.com

□

**ÉMISSION DE VALEURS MOBILIERES
REPRESENTATIVES DE CREANCES**

Le présent chapitre fera l'objet d'une note d'opération complémentaire soumise au visa de la Commission des opérations de bourse.

□

**RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL
CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL**

3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'ÉMETTEUR

3.1.0. Dénomination, siège

CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE (CADES)

Siège : 4 bis, boulevard Diderot - 75012 PARIS

3.1.1. et 3.1.2. Forme juridique, principaux textes applicables, statut des contrôleurs légaux et législation de l'émetteur

Établissement public national à caractère administratif, la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE est instituée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 et le décret n° 96-353 du 24 avril 1996. Elle est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre chargé de la sécurité sociale.

La CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE, comme tout établissement public à caractère administratif, est soumise à des règles de gestion budgétaires et comptables de même nature que celles de l'État. Le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique prévoit ainsi que les encaissements et les décaissements sont effectués par un comptable public, sous le contrôle de la Cour des comptes.

L'agent comptable de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE est désigné par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre chargé de la sécurité sociale.

3.1.3. Date de constitution et durée

La CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE a été créée, à compter du 1er janvier 1996, pour une durée de 13 ans et un mois, en application de l'article 1er de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996.

La loi n°97-1164 du 19 décembre 1997 de financement de la sécurité sociale pour 1998 a élargi les missions de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE et en a allongé la durée de cinq ans, soit jusqu'au 31 janvier 2014.

3.1.4. Objet

La CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE a pour objet, conformément aux articles 2 et 4 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 :

- d'apurer sur une durée de 13 années et un mois la dette cumulée du régime général de la sécurité sociale, correspondant au financement des déficits des exercices 1994 et 1995 à hauteur de 120 milliards de francs (18.294 Mrds Euros) et au financement du déficit prévisionnel pour 1996 à hauteur de 17 milliards de francs (2.592 Mrds Euros);
- d'effectuer sur la même période un versement annuel de 12,5 milliards de francs (1.906 Mrds Euros) à l'État, représentatif du remboursement en capital et en intérêt de la reprise de dette de 110 milliards de francs (16.769 Mrds Euros) du régime général de la sécurité sociale par l'État, intervenue en janvier 1994, et auparavant assuré par le Fonds de solidarité vieillesse (FSV) ;
- de verser, au cours de la seule année 1996, 3 milliards de francs (0.457 Mrds Euros) à la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles (CANAM).

En accompagnement d'un plan de redressement des comptes du régime général, la loi n°97-1164 du 19 décembre 1997 de financement de la sécurité sociale pour 1998 a élargi, au 1^{er} janvier 1998, les missions de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE. En application de l'article 31 de la loi susvisée, ces missions ont été étendues :

- au refinancement de la dette cumulée par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) depuis le 1^{er} janvier 1996 au-delà des 17 milliards de francs (2.592 Mrds Euros) déjà pré financés par la CADES au titre de l'exercice 1996. Cette dette cumulée sur les exercices 1996 et 1997 s'élève à 75 milliards de francs (11.434 Mrds Euros);
- au préfinancement du déficit prévisionnel de l'exercice 1998, pour un montant de 12 milliards de francs (1.829 Mrds Euros).

En conséquence, la durée de vie de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE a été allongée de cinq ans, et la perception de la CRDS, a été prolongée du 31 janvier 2009 au 31 janvier 2014. En revanche, le versement annuel à l'Etat, prévu par l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996, n'a pas été prolongé au-delà du 31 décembre 2008.

La loi de finance pour 2001 modifie l'assiette de prélèvement de la CRDS en exonérant les retraités et les chômeurs non imposables. Ces mesures, dont la mise en place se fera progressivement sur trois ans, se sont traduites par une diminution de recettes de 333 millions d'Euros en 2001 et devraient se traduire par une diminution des ressources de 344 mEuros en 2002 et 353 mEuros en 2003. En contrepartie, le versement annuel à l'Etat a été réduit de 53,357 mEuros pour être donc ramené à 1,852 Mrds Euros en 2001.

Les sept versements annuels de 1.852 Mrds Euros prévus de 2002 à 2008 ont été remplacés par la loi de finance pour 2002 par quatre versements annuels de 3 Mrds d'euros de 2002 à 2005.

Les modifications des missions de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ne se sont accompagnées d'aucun changement de statut. Le taux de prélèvement reste inchangé à 0,5%.

3.1.5. Registre et numéro d'inscription :

Sans objet eu égard au statut d'établissement public administratif de l'émetteur.

3.1.6. Documents sociaux

Les documents relatifs à la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE et en particulier les statuts et les comptes peuvent être consultés au siège.

3.1.7. Exercice comptable

L'exercice comptable commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

3.1.8 Répartition statutaire des bénéfices

Sans objet eu égard au statut d'établissement public de l'émetteur.

3.1.9. Assemblée Générale

Compte tenu de sa nature d'établissement public à caractère administratif, la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ne comprend pas d'assemblée générale. Le conseil d'administration délibère sur toute question relative au fonctionnement de l'établissement, et notamment sur son budget et son compte financier. Outre son président, nommé sur proposition conjointe du ministre chargé de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre chargé de la sécurité sociale, le conseil d'administration est composé de trois représentants du ministre chargé de l'économie, des finances et de l'industrie et de deux représentants du ministre chargé de la sécurité sociale. Le conseil d'administration de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE décide du programme d'emprunt, et peut déléguer tout pouvoir à son président pour y procéder, en application de l'article 5-II de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996.

Le programme d'emprunts est soumis à l'approbation du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (art. 5-I de l'ordonnance).

Plusieurs décisions du conseil d'administration de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ne sont exécutoires qu'après approbation expresse des ministères de tutelle : budget, comptes financiers, conventions de gestion... (article 2 du décret n° 96-353 du 24 avril 1996).

Le Gouvernement rend compte chaque année au Parlement, dans un rapport particulier des opérations réalisées par la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE, en application des dispositions de l'article 11 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996. Le dernier rapport se trouve au chapitre IV des annexes au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002.

Le conseil d'administration de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE est assisté par un comité de surveillance, composé de membres du Parlement, des présidents des caisses nationales de sécurité sociale, du secrétaire général permanent de la commission des comptes de la sécurité sociale et de représentants de l'État. Le comité de surveillance émet un avis sur le rapport annuel d'activité de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE et peut être consulté sur toute question par le conseil d'administration.

3.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL

3.3. RÉPARTITION DU CAPITAL

3.4. MARCHÉ DES TITRES DE CAPITAL DE L'ÉMETTEUR

3.5. DIVIDENDES

Sans objet eu égard au statut d'établissement public de l'émetteur.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1. PRÉSENTATION DE L'ÉMETTEUR

4.1.0 Historique

Malgré les mesures prises depuis 1993 pour redresser les comptes de la sécurité sociale, le déficit du régime général s'est élevé à 8.4 Mrds Euros en 1994, 10.3 Mrds Euros en 1995 et 8.1 Mrds Euros en 1996. Les déficits des exercices 1997 et 1998 se sont établis respectivement à 5.2 Mrds euros et 2.5 Mrds Euros. La tendance à l'amélioration s'est poursuivie pour atteindre l'équilibre en 1999 et 2000 à 0,49 et 0,66 Mrds Euros. D'après les dernières analyses disponibles de la commission des comptes de la sécurité sociale, le résultat du régime général devrait être un déficit de 1,02 Mrds d'Euros en 2001, après prise en compte de l'annulation de créances pour 2,29 Mrds Euros. La perspective de référence pour 2002 est un excédent de 0.94 Mrds Euros.

Parallèlement à la mise en œuvre de mesures structurelles et de mesures de rééquilibrage du régime général de sécurité sociale proposées par le Gouvernement, la sauvegarde de la protection sociale rendait indispensable d'apurer les déficits accumulés en 1994 et 1995, pour un montant alors estimé de 18.294 Mrds Euros.

De plus, et malgré l'effort réalisé au titre de l'année 1996, le régime ne pouvait être rééquilibré en une seule année. C'est pourquoi le Gouvernement a proposé d'apurer simultanément le déficit prévisionnel du régime général pour 1996, dans la limite de 2.592 Mrds Euros.

A cette fin, par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 a été créé la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE.

Malgré ces mesures, le gouvernement a constaté que le redressement des comptes de la sécurité sociale n'avait pu être achevé à la fin de l'exercice 1997.

En accompagnement d'un plan de redressement permettant le retour à l'équilibre des comptes du régime général dès 1999, la loi n°97-1164 du 19 décembre 1997 de financement de la sécurité sociale pour 1998 a élargi, au 1^{er} janvier 1998, les missions de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE. En application de l'article 31 de la loi susvisée, ces missions ont été étendues :

- au refinancement de la dette cumulée par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) depuis le 1^{er} janvier 1996 au-delà des 2.592 Mrds Euros déjà pré financés par la CADES au titre de l'exercice 1996. Cette dette cumulée sur les exercices 1996 et 1997 s'élève à 11.434 Mrds Euros;
- au préfinancement du déficit prévisionnel de l'exercice 1998, pour un montant de 1.829 Mrds Euros.

En conséquence, la durée de vie de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE a été allongée de cinq ans, et la perception de la CRDS a été prolongée du 31 janvier 2009 au 31 janvier 2014. En revanche, le versement annuel à l'Etat, prévu par l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996, n'a pas été prolongé au-delà du 31 décembre 2008.

La loi de finance pour 2001 modifie l'assiette de prélèvement de la CRDS en exonérant les retraités et les chômeurs non imposables. Ces mesures, dont la mise en place se fera progressivement sur trois ans, se sont traduites par une diminution des ressources de 333 mEuros en 2001 et devraient se traduire par une diminution des ressources de 344 mEuros en 2002 et 353mEuros en 2003. En contrepartie, le versement annuel à l'Etat a été réduit de 53,357 mEuros pour être donc ramené à 1,852 Mrds Euros en 2001.

Les sept versements annuels de 1.852 Mrds Euros prévus de 2002 à 2008 ont été remplacés par la loi de finance pour 2002 par quatre versements annuels de 3 Mrds d'Euros de 2002 à 2005.

Les modifications des missions de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ne se sont accompagnées d'aucun changement de statut. Le taux de prélèvement reste inchangé à 0,5%.

L'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996, complétée par le décret n° 96-353 du 24 avril 1996, précise les règles d'organisation et de fonctionnement de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE.

4.1.1 Description des activités de l'émetteur

Les missions de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE, telles qu'elles résultent des articles 2 et 4 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996, consistent essentiellement à :

a) apurer la dette d'un montant de 20.886 Mrds Euros de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale à l'égard de la Caisse des dépôts et consignations constatée au 31 décembre 1995, correspondant au financement des déficits accumulés au 31 décembre 1995 par le régime général de sécurité sociale et à celui de son déficit prévisionnel de l'exercice 1996. Cette dette a été transférée à la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE à compter du 1er janvier 1996 ;

b) verser au cours de l'année 1996, dans la limite totale de 0.457 Mrds Euros, au profit de la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles visée à l'article L.611-1 du code de la sécurité sociale :

- dans la limite de 0.152 Mrds Euros, un apport destiné à apurer en tout ou partie le report à nouveau négatif au 31 décembre 1995 ;
- pour le reliquat, une recette exceptionnelle concourant au financement du déficit prévisionnel de l'exercice 1996, compte non tenu de la recette visée au 3° de l'article L.612-1 du code de la sécurité sociale ;
- c) verser chaque année au budget général de l'État, de l'année 1996 à l'année 2008, une somme de 1.906 Mrds Euros.
- d) Dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 et en accompagnement d'un plan de redressement permettant le retour à l'équilibre des comptes du régime général dès 1999, les missions de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ont été étendues, au 1^{er} janvier 1998 :
 - au refinancement de la dette cumulée par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) depuis le 1^{er} janvier 1996 au-delà des 2.592 Mrds Euros déjà pré financés par la CADES au titre de l'exercice 1996. Cette dette cumulée sur les exercices 1996 et 1997 s'élève à 11.434 Mrds Euros;
 - au préfinancement du déficit prévisionnel de l'exercice 1998, pour un montant de 1.829 Mrds Euros.

En conséquence, la durée de vie de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE a été allongée de cinq ans, et la perception de la CRDS a été prolongée du 31 janvier 2009 au 31 janvier 2014.

POUR REMPLIR SES MISSIONS :

- La CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE bénéficie des ressources définitives nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Ses ressources sont constituées essentiellement de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), impôt à assiette large portant sur toutes les catégories de revenus de l'activité et du capital et constituée à hauteur de 90% des revenus d'activité et de remplacement qui sont prélevés à la source. La CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE bénéficiera également des produits de cession d'une partie du patrimoine immobilier des caisses nationales de sécurité sociale.

Le produit brut de la CRDS a été de 3.2 Mrds Euros en 1996, de 3.9 Mrds Euros en 1997, de 4.1 Mrds Euros en 1998, de 4.4 Mrds Euros en 1999, de 4.5 Mrds Euros en 2000 et de 4.6 Mrds Euros en 2001;

Le produit net de provisions sur créances (110,6 millions d'Euros) et de frais de perception de la CRDS (34.1 millions d'Euros) s'établit à 4.5 Mrds Euros ; il s'établissait à 4.3 Mrds Euros en 2001. A assiette constante, la CRDS doit croître à un rythme proche de celui du revenu des ménages dont la progression à long terme peut être supposée analogue à celle du PIB.

La loi de finance pour 2001 modifie l'assiette de prélèvement de la CRDS en exonérant les retraités et les chômeurs non imposables. Ces mesures, dont la mise en place se fera progressivement sur trois ans, se sont traduites par une diminution des ressources de 333 mEuros en 2001 et devraient se traduire par une diminution des ressources de 344 mEuros en 2002 et 353 mEuros en 2003.

En contrepartie, le versement annuel à l'Etat a été réduit de 53,357 mEuros pour être donc ramené à 1,852 Mrds Euros en 2001. Les sept versements annuels de 1.852 Mrds Euros prévus de 2002 à 2008 ont été remplacés par la loi de finance pour 2002 par quatre versements annuels de 3 Milliards d'Euros de 2002 à 2005.

Le produit de la CRDS doit permettre à la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE de satisfaire à ses engagements financiers: si la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE, au vu de ses prévisions de recettes et de dépenses, ne pouvait faire face à ses engagements, le Gouvernement soumettrait au Parlement les mesures nécessaires pour assurer le paiement du principal et des intérêts de la dette aux dates prévues (art. 7-II de l'ordonnance).

- La CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE est habilitée, en application de l'article 5 de l'ordonnance, à contracter des emprunts.

Elle peut notamment à cet effet, dès sa création, faire appel public à l'épargne et émettre tout titre négociable représentatif d'un droit de créance.

La CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE est habilitée par la loi n° 91-716 du 26 juillet 1991, modifiée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996, à émettre des titres de créances négociables.

En application des dispositions de l'article 12 du décret n° 96-353 du 24 avril 1996, la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE peut procéder à toutes opérations de marché à terme dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 5 de l'ordonnance n° 96-50 susvisée ; elle peut notamment mener des opérations d'achat ou de vente sur des marchés à terme, procéder à des opérations de change, conclure des contrats d'échange ou d'options de taux d'intérêt, et procéder à des opérations de pensions sur titres d'État ou sur les titres qu'elle a émis. Elle peut procéder à des opérations de rachat ou d'échanges d'emprunt.

- S'agissant des dépenses, les versements à l'État de 1.852 Mrds Euros par an, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 qui a été modifiée par la loi de finance pour 2001, ont été remplacés par la loi de finance pour 2002 par quatre versements annuels de 3 Milliards d'Euros de 2002 à 2005. A ces versements s'est ajouté, sur la seule année 1996, un versement de 0.457 Mrds Euros à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles (CANAM).

- Par ailleurs, la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE est soumise au contrôle financier de l'Etat, en application de l'article 6 du décret du 24 avril 1996.

S'agissant des opérations de gestion administrative, l'arrêté du 29 octobre 1996 précise que la CADES est soumise à un contrôleur financier nommé et relevant de l'autorité du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Cette mission est exercée par le service du contrôle des dépenses engagées du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

S'agissant des opérations de marché, l'arrêté du 22 mai 1998 précise que « le conseil d'administration de la CADES fixe les règles de contrôle interne applicables aux opérations définies à l'article 12 du décret du 24 avril 1996 susvisé. Il définit les principes, règles, limites et autorisations applicables à ces opérations dans le cadre du règlement n°97-02 du 21 février 1997 du comité de la réglementation bancaire et financière relatif au contrôle interne des établissements de crédit, adapté en tant que de besoin aux spécificités de l'établissement. ». Le dispositif de contrôle interne à la CADES repose sur trois éléments : un cahier des limites approuvé par le conseil d'administration et qui couvre l'ensemble des risques de taux, de change, de liquidité et de contrepartie encourus par la CADES au titre de ses opérations de marché. En second lieu, les opérations effectuées par la CADES font l'objet d'un reporting quotidien au président du conseil d'administration. Enfin, un reporting mensuel est adressé aux membres du conseil d'administration, qui récapitule à la fois les opérations de la période et la position de la CADES au regard des limites décidées par le conseil. Par ailleurs, les opérations de marché de la CADES font l'objet d'un contrôle externe a posteriori par un organisme d'audit et de contrôle indépendant, qui rapporte au conseil avec fréquence trimestrielle. Ce contrôle externe porte sur la conformité des opérations aux limites décidées par le conseil dans le cadre de l'arrêté du 22 mai 1998 susmentionné.

4.1.2 Recettes et dépenses de la CADES

Les recettes de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE sont définies à l'article 9 du décret n° 96-353 du 24 avril 1996. Elles comprennent :

- le produit des emprunts contractés en application de l'article 5 de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996 ;
- le produit des contributions exceptionnelles de remboursement de la dette sociale mentionnée au chapitre II de l'ordonnance susmentionnée; ce produit est versé à l'émetteur dans les conditions fixées par le décret susmentionné:
 - a) par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale,
- s'agissant du produit correspondant à la contribution sur les revenus d'activité et de remplacement mentionnés aux articles L. 136-2 à L. 136-4 du code de la sécurité sociale, à l'exception des revenus de source étrangère perçus par les personnes physiques désignées à l'article L.136-1 du même code, à compter du 1er février 1996 et jusqu'au 31 janvier 2014 et soumis en France à l'impôt sur le revenu ;
 - b) par l'État,
- s'agissant du produit correspondant à la contribution perçue à compter de 1996 et assise sur les revenus du patrimoine définis au I de l'article L.136-6 du code de la sécurité sociale perçus par les personnes physiques désignées à l'article L.136-1 du même code,
- s'agissant du produit des placements désignés au I de l'article L136-7 du même code,
- des ventes de métaux précieux, bijoux, d'objets d'art, de collection et d'antiquité soumis à la taxe prévue par les articles 150 V bis et 150V quater du code général des impôts;
- des jeux exploités par la Française des jeux, les sommes engagées au pari mutuel, les jeux de casinos.
- les produits liés à la gestion et à la cession du patrimoine immobilier des caisses nationales conformément aux dispositions de l'article 9 de l'ordonnance susmentionnée;
- le produit des remboursements des créances hospitalières sur les États étrangers visés au II de l'article 6 de l'ordonnance susmentionnée et à l'article 14 du décret n° 96-353 du 24 avril 1996;
- les produits des opérations de trésorerie visées à l'article 12 du décret susmentionné.

Les ressources visées à l'article 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 sont affectées prioritairement au service et à l'amortissement de la dette sociale contractée par la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE, en application de l'article 7-I de l'ordonnance.

Si les prévisions de recettes et de dépenses annuelles de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE sur la durée restant à courir de la période pour laquelle elle a été créée font apparaître qu'elle ne serait pas en mesure de faire face à l'ensemble de ses engagements, le Gouvernement soumet au Parlement les mesures nécessaires pour assurer le paiement du principal et des intérêts aux dates prévues. Les dépenses de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE sont définies à l'article 10 du décret n° 96-353 du 24 avril 1996, et comprennent:

- le remboursement à la Caisse des dépôts et consignations de la dette de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale constatée au 31 décembre 1995, en application du I de l'article 4 de l'ordonnance susmentionnée;
- les remboursements des emprunts contractés en application des dispositions de l'article 5 de l'ordonnance susmentionnée;
- les versements à l'État, d'un montant annuel de 3 Mrds Euros, visés au III de l'article 4 de l'ordonnance susmentionnée modifiée par les lois de financement de la sécurité sociale pour 2001 et pour 2002;
- les versements au régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles prévus au II de l'article 4 de l'ordonnance susmentionnée;
- les frais de gestion administrative et financière de la caisse;
- les frais d'assiette et de recouvrement des contributions exceptionnelles de remboursement de la dette sociale visés à l'article 8 de l'ordonnance susmentionnée;
- les frais liés à la gestion et à la cession du patrimoine visés à l'article 9 de l'ordonnance susmentionnée.

4.1.3 Données chiffrées au 31 décembre 2001

L'analyse des comptes fait apparaître les principaux éléments suivants :

- le produit de la CRDS s'est élevé à 4.598 Mrds d'Euros, en hausse de 2,2% par rapport à l'exercice précédent.
- le total du bilan clos au 31 décembre 2001 s'élève à 4,39 Mrds d'Euros. L'endettement brut se monte à 33,6 Mrds d'Euros, contre 34,4 Mrds Euros au 31 décembre 2000. Il est essentiellement composé de dettes envers les établissements de crédit, de dettes représentées par un titre ainsi que des comptes de régularisation et d'autres passifs. Il s'explique par les facteurs principaux suivants :
 - la CADES a continué à consolider la dette qu'elle a émise depuis 1996; c'est ainsi que l'encours total des émissions obligataires atteint 27.53 Mrds Euros, auquel il faut ajouter 1,93 Mrds Euros de dettes envers les établissements de crédit (sous forme de placements privés, montant inchangé par rapport à 1999) ;
 - le montant de l'endettement à court terme est resté stable à 4,5 Mrds Euros.
- La situation nette négative de la CADES se situe à 29,2 Milliards d'Euros.

Le compte de résultat se caractérise par les éléments suivants :

- le produit net de la CRDS atteint 4.598 Mrds d'Euros (Cf Supra.) ;
 - les produits et charges d'exploitation bancaire, d'un montant net de -1.56 Mrds Euros, sont liés aux int érêts et charges sur les opérations financières réalisées par la CADES au titre de son activité de gestion de dette ;
 - les autres charges d'exploitation s'élèvent à 2.72 Mrds d'Euros. Elles sont composées essentiellement du versement annuel à l'Etat de 1.8 Mrds d'Euros, prévu par l'ordonnance du 24 janvier 1996 créant la CADES.
- Le résultat positif de l'exercice s'élève à 1.17 Mrds d'Euros, contre 1.14 Mrds Euros au 31 décembre 2000. Son augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par la croissance des recettes de CRDS, alors que les charges financières et d'exploitation sont restées stables.

Il convient de souligner que le résultat intermédiaire de la CADES n'a, comme les années précédentes, qu'une signification relative au regard de la mission exclusive confiée à la CADES : éteindre sur la durée prévue par l'ordonnance la dette qui lui a été transférée.

4.1.4 Patrimoine

L'émetteur a été créé sans patrimoine propre au départ. (Cf. toutefois 5.3)

4.2. DEPENDANCE

L'émetteur n'a d'autre dépendance que celle liée à son statut et à ses missions particulières conférées par le législateur.

4.3. LITIGE ET ARBITRAGE

Néant

4.4. EFFECTIFS

Outre le président du conseil d'administration et l'agent comptable, les effectifs de la CADES sont composés aujourd'hui de 9 personnes.

PATRIMOINE
SITUATION FINANCIERE
RESULTATS

5.1 COMPTES DE L'EMETTEUR

En application de l'article 7 du décret n° 96-353 du 24 avril 1996, les opérations de recettes et de dépenses de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE sont constatées dans les écritures tenues par l'agent comptable selon les normes du plan comptable particulier de l'établissement public établi en conformité avec le plan comptable type des établissements publics à caractère administratif.

Dans la mesure où ce plan de comptes, directement inspiré du plan comptable général, est peu adapté à l'activité particulière de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE, le Conseil d'administration du 11 octobre 1996 a décidé d'adopter le plan comptable des établissements de crédit.

Ce cadre comptable particulier, proposé par un cabinet d'audit, le cabinet BDA Deloitte Touche, a été validé par l'ordonnateur et par l'agent comptable et la Direction de la comptabilité publique avant approbation définitive par le Conseil national de la comptabilité.

L'article 2 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 prévoit que le conseil d'administration de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE adopte chaque année le budget et le compte financier de l'établissement. L'article 11 du décret n° 96-353 du 24 avril 1996 précise que le budget, pour chaque année, de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE est arrêté par son conseil d'administration avant le 30 novembre de chaque année.

Le Conseil d'administration du 25 avril 2002 a arrêté les comptes relatifs à l'exercice au 31 décembre 2001.

5.1.1 COMPTES AU 31 DECEMBRE 1999

BILAN

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|---|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| ACTIF | | | |
| Caisse, banques centrales, CCP (note 1) | 406 223,12 | 2 664 648,99 | 65 605 925,40 |
| Effets publics et valeurs assimilées | | | |
| Créances sur les établissements de crédit (note 1) | | | |
| . à vue | 127 422,87 | 835 839,23 | 3 401 125,81 |
| . à terme | 897 900 093,10 | 5 889 838 513,70 | 477 183 456,07 |
| Créances sur la clientèle | | | |
| . Autres concours à la clientèle | | | |
| Obligations et autres titres à revenus fixes | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | | | |
| Immobilisations incorporelles (note 2) | 17 765,22 | 116 532,20 | 356 417,54 |
| Immobilisations corporelles (note 2) | 158 947,78 | 1 042 629,09 | 1 346 423,82 |
| Autres actifs (note 3) | 71 268 853,58 | 467 493 033,88 | 1 067 606 349,77 |
| Comptes de régularisation (note 4) | 2 026 357 967,96 | 13 292 036 935,90 | 7 777 352 032,53 |
| TOTAL ACTIF | 2 996 237 273,63 | 19 654 028 132,99 | 9 392 851 730,94 |
| PASSIF | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit (note 5) | | | |
| . à vue | 2,02 | 13,25 | 10,18 |
| . à terme | 1 950 860 873,50 | 12 796 808 459,98 | 12 797 335 007,46 |
| Comptes créditeurs de la clientèle - Autres dettes | | | |
| . à vue | | | |
| . à terme | | | |
| Dettes représentées par un titre (note 6) | | | |
| . Titres de créances négociables | 3 641 698 022,83 | 23 887 973 099,62 | 51 731 381 675,51 |
| . Emprunts obligataires | 27 342 261 204,10 | 179 353 476 326,58 | 154 817 758 703,27 |
| . Autres dettes représentées par un titre | | | |
| Autres passifs (note 7) | 1 338 582 165,13 | 8 780 523 412,91 | 244 954 001,97 |
| Comptes de régularisation (note 8) | 435 238 853,06 | 2 854 979 723,37 | 4 871 087 035,33 |
| Sous total endettement | 34 708 641 120,64 | 227 673 761 035,71 | 224 462 516 433,72 |
| Report à nouveau | -32 787 159 021,52 | -215 069 664 702,78 | -218 602 535 425,27 |
| Résultat | 1 074 755 174,51 | 7 049 931 800,06 | 3 532 870 722,49 |
| Situation nette | -31 712 403 847,01 | -208 019 732 902,72 | -215 069 664 702,78 |
| TOTAL PASSIF | 2 996 237 273,63 | 19 654 028 132,99 | 9 392 851 730,94 |

COMPTE DE RESULTAT

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|--|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | -1 524 091 502,93 | -9 997 384 899,88 | -10 406 103 707,30 |
| Intérêts et produits assimilés (note 9) | 111 642 493,73 | 732 326 752,59 | 1 344 893 638,07 |
| . Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 92 303 305,24 | 605 469 991,95 | 1 239 874 467,17 |
| . Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | | | 2,76 |
| . Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe | | | 105 019 168,14 |
| . Autres intérêts et produits assimilés | 19 339 188,49 | 126 856 760,64 | |
| Intérêts et charges assimilées (note 10) | -1 744 295 015,58 | -11 441 825 255,35 | -12 263 092 478,61 |
| . Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | -94 028 990,20 | -616 789 743,25 | -1 332 954 478,58 |
| . Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | | | |
| . Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe | -1 650 266 025,38 | -10 825 035 512,10 | -10 930 138 000,03 |
| . Autres intérêts et charges assimilées | | | |
| Commissions (charges) (note 10) | -46 221 955,56 | -303 196 153,03 | -284 042 716,83 |
| Gains sur opérations financières (note 11) | 154 782 974,48 | 1 015 309 755,91 | 796 137 850,07 |
| . Solde en bénéfice des opérations sur titres de transaction | | | |
| . Solde en bénéfice des opérations sur titres de placement | | | |
| . Solde en bénéfice des opérations de change | 418 796,81 | 2 747 126,99 | 4 331 477,46 |
| . Solde en bénéfice des opérations sur instruments financiers | 154 364 177,67 | 1 012 562 628,92 | 791 806 372,61 |
| Pertes sur opérations financières (note 11) | 0,00 | 0,00 | |
| . Solde en perte des opérations sur titres de transaction | | | |
| . Solde en perte des opérations sur titres de placement | | | |
| . Solde en perte des opérations de change | | | |
| . Solde en perte des opérations sur instruments financiers | | | |
| AUTRES PRODUITS ET CHARGES ORDINAIRES | 2 598 846 677,44 | 17 047 316 699,94 | 13 938 974 429,79 |
| Autres produits d'exploitation : | 4 632 048 999,44 | 30 384 249 655,26 | 26 649 247 991,05 |
| . autres produits d'exploitation bancaire | 15 137,46 | 99 295,22 | 29 199,62 |
| . autres produits d'exploitation non bancaire | | | |
| . CRDS (note 12) | 4 403 314 601,42 | 28 883 850 360,04 | 26 649 218 791,43 |
| . Vente d'immeubles (note 12) | 228 719 260,56 | 1 500 300 000,00 | 0,00 |
| . autres | | | |
| Charges générales d'exploitation (note 13) | -2 057 801,27 | -13 498 291,48 | -18 373 880,39 |
| . Frais de personnel | -540 325,97 | -3 544 306,02 | -3 555 591,82 |
| . Autres frais administratifs | -1 517 475,30 | -9 953 985,46 | -14 818 288,57 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation sur immobilisations incorporelles et corporelles | -96 282,61 | -631 572,52 | -590 671,19 |
| Autres charges d'exploitation | -1 938 256 170,02 | -12 714 127 025,17 | -12 691 309 009,68 |
| . Autres charges d'exploitation bancaire | -53 205,38 | -349 004,42 | -397 061,59 |
| . Autres charges d'exploitation non bancaire (note 14) | | | |
| - versement à l'Etat | -1 905 612 715,47 | -12 500 000 000,00 | -12 500 000 000,00 |
| - Frais sur recettes RDS | -30 344 087,94 | -199 044 168,93 | -189 552 564,66 |
| - Frais sur ventes d'immeubles | -2 195 877,73 | -14 404 013,68 | |
| - Autres | -50 283,50 | -329 838,14 | -1 359 383,43 |
| Charge nette aux provisions pour créances douteuses (note 12) | -92 792 068,10 | -608 676 066,15 | |
| RESULTAT ORDINAIRE | 1 074 755 174,51 | 7 049 931 800,06 | 3 532 870 722,49 |
| Produits exceptionnels | | | |
| Charges exceptionnelles | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 1 074 755 174,51 | 7 049 931 800,06 | 3 532 870 722,49 |

HORS - BILAN

| Notes 15 à 17 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 | |
|---|-------------------|--------------------|--------------------|
| ENGAGEMENTS DONNES | en euros | en francs | en francs |
| Engagements de financement . Engagements en faveur d'établissements de crédit . Engagements en faveur de la clientèle . versement annuel à l'Etat (article 4 de l'Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996) (note 17) | 17 150 514 439,21 | 112 500 000 000,00 | 125 000 000 000,00 |
| Engagements de garantie . Engagements d'ordre d'établissements de crédit . Engagements d'ordre de la clientèle | | | |
| Engagements sur titres . Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise . Autres engagements donnés | | | |
| ENGAGEMENTS RECUS | | | |
| Engagements de financement . Engagements reçus d'établissements de crédit (note 17) | 686 020 577,57 | 4 500 000 000,00 | 16 000 000 000,00 |
| Engagements de garantie . Engagements reçus d'établissements de crédit | | | |
| Engagements sur titres . Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise . Autres engagements reçus | | | |

ANNEXE AUX COMPTES 1999 DE LA CADES

D) FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1 - Seul émetteur français autorisé à convertir en euros sa dette domestique selon les modalités et le calendrier du Trésor français, la CADES a converti en euros, dès le 4 janvier 1999, une partie importante de sa dette (105 milliards de francs soit environ 16 milliards d'euros). Environ les trois quarts de la dette obligataire de la CADES sont ainsi libellés en euros, confirmant sa position d'acteur de référence de ce marché.

Ce fort engagement sur le marché de l'euro est conforté par la tenue d'une comptabilité en euros depuis le 1^{er} janvier 1999.

2 - Conformément aux textes constitutifs de la CADES, la partie du patrimoine privé à usage locatif des caisses nationales du régime général de la sécurité sociale et de l'ACOSS non vendue à la date du 31/12/99 sera transférée à titre gratuit à la CADES en date du 01/01/2000. Une convention de gestion a été signée avec la CNAVTS (cf. point 2 du II).

II) PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les principes comptables adoptés par la CADES répondent à une double logique :

Etant donné l'activité de nature financière de la CADES, les comptes annuels sont établis en conformité avec les dispositions comptables applicables aux établissements de crédit et institutions financières, ainsi qu'avec les principes comptables généralement admis en France ; il est fait notamment application du respect du principe de séparation des exercices et du principe de prudence.

Ils sont conformes au règlement n° 91.01 édité par le Comité de la Réglementation Bancaire du 16 janvier 1991, relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit, qui transpose en droit français la directive européenne du 8 décembre 1996 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers.

Ces comptes sont ensuite agrégés pour être conformes au plan comptable des établissements publics à caractère administratif, selon les prescriptions de l'instruction M 9-1, en vue de la production à la Cour des Comptes.

Par avis n° 99-04, l'assemblée plénière du Conseil National de la Comptabilité, réunie le 18 mars 1999, a approuvé le plan comptable de la CADES.

Il est important de souligner la signification relative du compte de résultat de la CADES, compte tenu des spécificités de sa mission dont l'objet exclusif est d'éteindre une dette sur sa durée de vie.

Parallèlement à l'examen et à l'arrêt des comptes, le conseil d'administration de la CADES s'assure régulièrement que l'équilibre financier de la Caisse sur sa durée de vie est bien assuré par les prévisions actualisées d'encaissement de la CRDS, en fonction de l'évolution de l'échéancier d'amortissement de la dette comptabilisée au passif du bilan et des charges de la dette.

1 - Contribution au remboursement de la dette sociale

Une ressource explicitement affectée à la CADES

La contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) constituée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 a été explicitement créée comme ressource de la CADES : « Le produit des contributions constituées par le chapitre II de la présente ordonnance pour le remboursement de la dette sociale est affecté à la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale » (article 6 de l'ordonnance).

Une ressource à assiette large

Les revenus assujettis à la CRDS sont multiples. On peut distinguer :

- D'une part, les revenus d'activité et de remplacement : revenus salariaux, indemnités de licenciement et de retraites sous certaines conditions, pensions de retraite et d'invalidité, indemnités journalières de maladie ou de maternité, aides personnalisées au logement, allocations familiales, aide à l'emploi pour la garde des jeunes enfants...
- D'autre part, les revenus issus du patrimoine, les revenus des placements, de la vente de métaux précieux et de bijoux, les revenus issus des jeux.

Les contributions assises sur les revenus d'activité et de remplacement sont quotidiennement reversées par l'ACOSS (Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale) à la CADES au fur et à mesure de leur collecte.

Les contributions assises sur les autres revenus sont centralisées par les services financiers de l'Etat (recettes des impôts, trésoreries, recettes des douanes) avant d'être reversées à la CADES.

Des frais de recouvrement à la charge de la CADES

Comme le prévoit l'article 8 de l'ordonnance du 24 janvier 1996, les frais d'assiette et de recouvrement sont à la charge de la CADES. Ils sont définis forfaitairement par arrêté conjoint du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre chargé de la Sécurité Sociale.

Le montant des contributions versées par les organismes collecteurs subit un prélèvement égal à 0,5%.

La part de CRDS sur les revenus du patrimoine perçue par voie de rôle par le réseau du Trésor Public est versée à la CADES sur la base des rôles émis et non des recouvrements effectués. En contrepartie, les sommes versées font l'objet d'un prélèvement de 4,1% constitué des frais d'assiette et de recouvrement (0,5%) ainsi que des frais de dégrèvement et de non valeur prévus à l'article 1641 du Code général des impôts (3,60%).

Les montants effectivement encaissés par la CADES au titre de la CRDS sont retracés en « Autres produits d'exploitation non bancaires » au compte de résultat.

Les frais d'assiette et de recouvrement sont comptabilisés dans le compte « Autres charges d'exploitation non bancaires ».

Principe des droits constatés

En conformité avec le plan comptable des établissements de crédit et le décret du 23 mai 1996 modifiant le Code de la sécurité sociale qui fixe le principe de la mise en œuvre des droits constatés pour les organismes du régime général de sécurité sociale, la CADES applique ce mode de comptabilisation.

Sont ainsi rattachés à l'exercice les montants de CRDS encaissés par les organismes collecteurs au titre de cet exercice indépendamment de leur date d'encaissement effectif.

Afin de pouvoir comptabiliser ces produits à recevoir, la CADES reçoit des organismes de recouvrement une notification des montants rattachables à l'exercice et non encore encaissés.

Pour la première fois en 1999, l'ACOSS a fourni à la CADES des informations qui lui ont permis d'inscrire dans ses comptes des créances correspondant à des restes à recouvrer dus par des cotisants au titre des années antérieures et de l'année en cours. Afin de couvrir le risque de non recouvrement de ces créances, une provision est comptabilisée sur la base du taux de recouvrement par l'ACOSS et en fonction de l'antériorité de la créance. Les frais de recouvrement de 0,5% sur la créance (nette de provisions) sont également provisionnés.

2 - Patrimoine privé à usage locatif

L'ordonnance n° 96-50 du 24/01/96 instituant la CADES lui a affecté, en plus de la CRDS, le produit de « la vente du patrimoine privé à usage locatif des caisses nationales du régime général de la sécurité sociale et de l'ACOSS, à l'exclusion des locaux affectés à un usage administratif ».

« La partie de ce patrimoine qui ne sera pas vendue à la date du 31/12/1999 sera transférée à la CADES ainsi que les droits et obligations qui y sont rattachés... Pour la gestion ou la vente de ce patrimoine, la CADES peut faire appel à tous services ou organismes habilités à cet effet. La cession intégrale de ce patrimoine devra intervenir au plus tard au 31/12/2008 » (article 9).

Par arrêté du 27 décembre 1999, la partie du patrimoine non vendue sera transférée à titre gratuit à la CADES en date du 1^{er} janvier 2000. S'agissant de biens destinés à la revente, ceux-ci seront enregistrés au débit d'un compte de stock « immeubles destinés à la revente » par le crédit d'une subdivision du compte de capital dénommée « dotation en immeubles ».

Dans l'attente de leur vente par la CADES, une convention de gestion a été signée avec la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés.

3 - Opérations en devises

Les opérations en devises font l'objet d'une comptabilisation multi-devises et sont traitées conformément aux principes suivants :

- Les opérations affectant les comptes de bilan et de hors bilan en devises sont réévaluées en euros au cours en vigueur à la date d'arrêté
- Les produits et les charges libellées en devises sont converties en euros au cours en vigueur, lors de leur inscription au compte de résultat
- Les pertes et les gains de change latents ou définitifs sont enregistrés au compte de résultat, au sein des charges ou produits d'exploitation bancaire.

4 - Pensions livrées sur titres

Des titres de première catégorie font l'objet de prises en pension dans le cadre du placement de la trésorerie disponible.

Les titres pris en pension sont présentés en créances sur établissements de crédit ou en créances sur la clientèle, en fonction de la nature des contreparties avec lesquelles la CADES conclut les opérations.

5 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont inscrites en comptabilité selon la méthode des coûts historiques. Elles sont amorties sur leur durée d'utilisation économique.

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de matériels de bureau et de matériels informatiques.

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels.

6 - Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires émis par la CADES figurent au passif du bilan pour leur montant nominal, augmenté des dettes rattachées.

Les emprunts obligataires en devises sont convertis en euros au cours comptant en date d'arrêté.

Les primes d'émission constituent des charges à répartir, enregistrées comme telles dans les comptes de régularisation, à l'actif du bilan. Elles sont amorties sur la durée des emprunts, par imputation aux comptes de charges d'exploitation bancaire.

Les primes d'émission négatives sont présentées au sein des produits constatés d'avance. Elles sont amorties sur la durée des emprunts, par imputation aux comptes de produits d'exploitation bancaire.

Les frais d'émission des emprunts obligataires sont enregistrés en totalité au compte de résultat dès l'émission de la dette, en commissions.

Pour l'emprunt indexé sur l'inflation (CADESi), une prime de remboursement est comptabilisée en date d'arrêté sur la base de l'inflation constatée. Les intérêts courus sont comptabilisés sur la base de l'inflation anticipée à la date du coupon le plus proche.

7 - Provision pour risques et charges

La CADES ne constate pas de provision pour risques à caractère général. Le cas échéant, elle constate des provisions affectées à des risques déterminés, en conformité avec les principes comptables en vigueur.

8 - Contrats d'échange de taux ou de devises

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors bilan pour la valeur nominale des contrats.

Les contrats d'échange de taux sont conclus en conformité avec la politique de gestion du risque définie par le Conseil d'Administration.

Les contrats d'échange de devises entrent exclusivement dans le cadre de la couverture du risque de change de la CADES.

Ces contrats sont traités comptablement selon les règles et méthodes applicables aux opérations de couverture affectée : la prise en compte des résultats est symétrique à celle de l'élément couvert.

9 - Fiscalité

La CADES n'est assujettie ni aux impôts commerciaux (impôts sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée, taxe professionnelle) ni à la taxe d'apprentissage. Le seul impôt auquel elle est soumise est la taxe sur les salaires.

10 – Gestion du risque de contrepartie

La CADES n'est susceptible d'être exposée au risque de contrepartie que sur deux types d'opérations : les opérations de placement et les opérations sur instruments de hors bilan.

Dans les deux cas, elle a signé avec toutes ses contreparties des conventions de marché prévoyant des appels de marge.

La CADES place ses liquidités sous forme de pensions livrées. En échange du prêt consenti à la contrepartie, la CADES reçoit en pleine propriété pour la durée de la pension un titre d'Etat (OAT, BTAN, BTF) ou garanti par l'Etat. Il est à noter que les pensions sont exclusivement négociées avec des SVT, IVT ou des contreparties ayant au minimum une notation AA.

En outre, elle a mis en place des appels de marge quotidiens qui permettent de lui apporter une sécurité supplémentaire en cas de forte variation des cours des titres reçus en garantie.

Afin de gérer son risque de taux et de change, la CADES a négocié un certain nombre d'instruments financiers (achat à terme de devises, swaps de taux, swaps de devises). Aucune conclusion d'opération ne peut avoir lieu tant que la contrepartie n'a pas signé de convention de marché à terme. Chaque convention prévoit des appels de marge hebdomadaires – pour les contreparties les moins bien notées – ou mensuels.

Grâce aux seuils de déclenchement des appels de marge moins élevés pour les contreparties les moins bien notées, la CADES a toujours été totalement couverte en cas de défaillance de ses contreparties.

SITUATION BILANTIELLE SYNTHETIQUE AU 31/12/1999

| | en millions d'euros | en millions de francs |
|--|---------------------|-----------------------|
| REPORT A NOUVEAU DEBITEUR au 01/01/1999 | 32 787 | 215 070 |
| EXCEDENT AU 31/12/1999 | (1 075) | (7 050) |
| DETTE RESTANT A REMBOURSER au 31/12/1999 | 31 712 | 208 020 |
| Représentée par : | | |
| - des passifs externes contractés : | | |
| .dettes financières à court terme | 5 231 | 34 317 |
| .dettes financières à long terme | 27 703 | 181 721 |
| .comptes de régularisation passif et divers | 1 774 | 11 636 |
| - déduction faite des actifs détenus : | | |
| .placements financiers auprès des établissements de crédit | 898 | 5 893 |
| .comptes de régularisation actif et divers | 2 098 | 13 761 |

COMPTE DE RESULTAT RESUME AU 31/12/1999

| | en millions d'euros | en millions de francs |
|---|---------------------|-----------------------|
| PRODUITS DE LA CRDS | 4 403,3 | 28 883,9 |
| PRODUITS DE LA VENTE D'IMMEUBLES | 228,7 | 1 500,3 |
| Charges d'intérêts | (1 744,3) | (11 441,8) |
| Commissions | (46,2) | (303,2) |
| Produits d'intérêts | 266,4 | 1 747,6 |
| RESULTAT FINANCIER | (1 524,1) | (9 997,4) |
| Frais de recouvrement de la CRDS | (30,3) | (199,0) |
| Frais sur ventes d'immeubles | (2,2) | (14,4) |
| Charges générales | (2,2) | (14,8) |
| Frais généraux d'exploitation | (34,7) | (228,2) |
| EXCEDENT D'EXPLOITATION | 3 073,2 | 20 158,6 |
| Charge nette aux provisions | (92,8) | (608,7) |
| Versement à l'Etat | (1 905,6) | (12 500,0) |
| EXCEDENT | 1 074,8 | 7 049,9 |

ENDETTEMENT NET EN VALEUR DE REMBOURSEMENT

| Hors intérêts au 31/12/99 | | | |
|---|-------------------|--------------------|--------------------|
| En fonction de la durée de vie résiduelle | | | |
| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
| | en K€ | en KF | en KF |
| < 1 an | 4 763 018 | 31 243 349 | 49 805 067 |
| Titres de créances négociables | 2 185 865 | 14 338 332 | 46 998 031 |
| Emprunts obligataires | 2 141 919 | 14 050 068 | 4 183 660 |
| Placements privés | 0 | 0 | 0 |
| Dettes envers l'Etat (1) | 762 245 | 5 000 000 | 0 |
| Opérations de trésorerie | -896 982 | -5 883 817 | -546 041 |
| Appels de marge | 569 971 | 3 738 766 | -830 583 |
| de 1 à 5 ans | 10 514 906 | 68 973 260 | 56 067 642 |
| Titres de créances négociables | 1 009 125 | 6 619 424 | 3 668 125 |
| Emprunts obligataires | 9 505 781 | 62 353 836 | 52 399 517 |
| > 5 ans | 16 653 286 | 109 238 392 | 108 224 422 |
| Titres de créances négociables | 192 818 | 1 264 800 | 1 264 800 |
| Emprunts obligataires (2) | 14 568 688 | 95 564 329 | 94 572 920 |
| Placements privés (3) | 1 891 780 | 12 409 263 | 12 386 702 |
| ENDETTEMENT NET EN VALEUR DE REMBOURSEMENT | 31 931 210 | 209 455 001 | 214 097 131 |

(1) Afin de retracer plus fidèlement l'endettement net de la CADES au 31/12/99, les 5 milliards de francs dus à l'Etat et réglés en début d'année 2000 ont été reclassés en endettement

(2) Au 31/12/99, l'indexation du nominal de l'emprunt indexé sur l'inflation (CADESI) fait apparaître une prime de remboursement de 7,83 M€. A la date d'échéance (25/07/13), cette prime s'élèverait à 483 M€ compte tenu des données de marché fin 1999.

(3) Ces placements privés en mark allemand à échéance 2008 et 2009 comprennent une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année (cf. note 5).

Note 1 : Les opérations de trésorerie et interbancaires

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|---|-----------------------|-------------------------|-----------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| BANQUES CENTRALES, CCP | 406 223,12 | 2 664 648,99 | 65 605 925,40 |
| Banques centrales | 406 223,12 | 2 664 648,99 | 65 605 925,40 |
| CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | 898 027 515,97 | 5 890 674 352,93 | 480 584 581,88 |
| A vue | 127 422,87 | 835 839,23 | 3 401 125,81 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 127 422,87 | 835 839,23 | 3 401 125,81 |
| Titres reçus en pension livrée à vue | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A terme | 897 900 093,10 | 5 889 838 513,70 | 477 183 456,07 |
| Titres reçus en pension livrée à terme (< 3 mois) | 896 448 460,96 | 5 880 316 431,06 | 477 034 120,00 |
| <i>. dont pensions sur Bons du trésor</i> | <i>535 401 683,36</i> | <i>3 512 004 820,12</i> | <i>98 008 489,00</i> |
| <i>. dont pensions sur obligations</i> | <i>279 042 698,60</i> | <i>1 830 400 114,46</i> | <i>379 025 631,00</i> |
| <i>. dont pensions sur titres propres</i> | <i>82 004 079,00</i> | <i>537 911 496,48</i> | <i>0,00</i> |
| Créances rattachées | 1 451 632,14 | 9 522 082,64 | 149 336,07 |
| TOTAL | 898 433 739,09 | 5 893 339 001,92 | 546 190 507,28 |

Note 2 : Les immobilisations incorporelles et corporelles

| | Au 31/12/99 | | | | | | Au 31/12/98 |
|--------------------------------------|-------------------------------|------------------|----------|-----------------------|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | en euros | | | | | | en euros |
| | Valeur brute Début d'exercice | Acquisitions | Cessions | Valeur brute 31/12/99 | Amortissements et Provisions | Valeur nette 31/12/99 | Valeur nette 31/12/98 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 144 241,09 | 1 046,88 | | 145 287,97 | 127 522,75 | 17 765,22 | 54 335,50 |
| Logiciels | 144 241,09 | 1 046,88 | | 145 287,97 | 127 522,75 | 17 765,22 | 54 335,50 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 287 551,79 | 12 352,24 | | 299 904,03 | 140 956,25 | 158 947,78 | 205 260,99 |
| Matériels divers | 287 551,79 | 12 352,24 | | 299 904,03 | 140 956,25 | 158 947,78 | 205 260,99 |
| TOTAL | 431 792,88 | 13 399,12 | | 445 192,00 | 268 479,00 | 176 713,00 | 259 596,49 |

Soit une valeur nette au 31/12/99 de 1 159 161,29 FRF

Note 3 : Les autres actifs

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|---|------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| INSTRUMENTS CONDITIONNELS ACHETÉS | | | |
| Instruments de taux d'intérêts | | | |
| Instruments de cours de change | | | |
| Autres instruments conditionnels | | | |
| Provision pour dépréciation des instruments conditionnels achetés | | | |
| Valeur nette des instruments conditionnels achetés | | | |
| DEBITEURS DIVERS | | | |
| Dépôts de garantie versés | 4 211 374,77 | 27 624 807,60 | 1 067 606 349,77 |
| <i>Dépôts de garantie versés</i> | <i>4 200 000,00</i> | <i>27 550 194,00</i> | <i>1 065 182 653,86</i> |
| <i>Créances rattachées</i> | <i>11 374,77</i> | <i>74 613,60</i> | <i>2 423 695,91</i> |
| <i>Créances sur cotisations de CRDS non versées à recouvrer par l'ACOSS</i> | <i>67 057 478,81</i> | <i>439 868 226,28</i> | |
| <i>Créance brute</i> | <i>159 849 546,91</i> | <i>1 048 544 292,43</i> | |
| <i>Provisions</i> | <i>(92 792 068,10)</i> | <i>(608 676 066,15)</i> | |
| Autres débiteurs divers sur opérations financières | | | |
| Autres débiteurs divers sur frais de fonctionnement | | | |
| Autres débiteurs divers | | | |
| TOTAL | 71 268 853,58 | 467 493 033,88 | 1 067 606 349,77 |

Note 4 : Les comptes de régularisation actif

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|---|-------------------------|--------------------------|-------------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| PRODUITS A RECEVOIR | 818 265 577,18 | 5 367 470 332,12 | 5 608 528 034,36 |
| Sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt | 73 186 718,69 | 480 073 404,34 | 352 212 412,12 |
| Sur opérations à terme de devises | 138 606 318,49 | 909 197 848,59 | 2 048 606 120,39 |
| Sur recettes RDS (article 6 Ordonnance n° 96-50) | 447 773 113,05 | 2 937 199 079,19 | 3 207 709 501,85 |
| Sur vente d'immeubles (article 9 Ordonnance n° 96-50) | 158 699 426,95 | 1 041 000 000,00 | |
| Autres produits à recevoir | | | |
| PERTES POTENTIELLES & PERTES A ETALER SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME | 8 724 350,40 | 57 227 987,15 | 238 446 989,40 |
| CHARGES A REPARTIR | 159 395 087,65 | 1 045 563 235,12 | 844 580 576,71 |
| Primes d'émission des emprunts obligataires et EMTN | 159 395 087,65 | 1 045 563 235,12 | 844 580 576,71 |
| Autres charges à répartir | | | |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 26 977 933,84 | 176 963 645,50 | 555 463 397,39 |
| Charges constatées d'avance sur frais de fonctionnement | 31 028,73 | 203 535,13 | 192 219,79 |
| Intérêts précomptés sur TCN émis | 26 946 905,11 | 176 760 110,37 | 555 271 177,60 |
| Autres charges constatées d'avance | | | |
| AUTRES COMPTES DE REGULARISATION | 1 012 995 018,89 | 6 644 811 736,01 | 530 333 034,67 |
| TOTAL | 2 026 357 967,96 | 13 292 036 935,90 | 7 777 352 032,53 |

Note 5 : Les opérations de trésorerie et interbancaires

| en euros | Au 31/12/1999 | | | | Total | Au 31/12/1998 |
|---|----------------------|-------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | < 3 mois | > 3 mois < 1an | > 1 an < 5 ans | > 5 ans | | Total |
| BANQUES CENTRALES | | | | | 0 | 0 |
| DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 58 953 944,27 | 126 970,82 | | 1 891 779 960,43 | 1 950 860 875,52 | 1 950 941 146,60 |
| A vue | | | | | | |
| Comptes ordinaires créditeurs | 2,02 | | | | 2,02 | 1,52 |
| A terme | | | | | | |
| Comptes et emprunts à terme (1) | | 0,00 | | 1 891 779 960,43 | 1 891 779 960,43 | 1 891 777 204,91 |
| Dettes rattachées | 58 953 942,25 | 126 970,82 | | 59 080 913,07 | 59 080 913,07 | 59 163 940,17 |
| TOTAL | 58 953 944,27 | 126 970,82 | | 1 891 779 960,43 | 1 950 860 875,52 | 1 950 941 146,60 |

Soit un total des dettes envers les établissements de crédit au 31/12/1999 de **12 796 808 473,23 FRF**

(1) Placements privés en devises :

- 1 milliard de marks allemands à taux progressif (4,47 % du 29/12/97 au 29/12/2000 puis 5,885 % jusqu'au 29/12/2008) cette émission comprend une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année
- 700 millions de marks allemands à taux progressif (4,18 % du 09/01/98 au 09/01/2001 puis 5,715 % jusqu'au 09/01/2009) cette émission comprend une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année
- 500 millions de marks allemands à taux progressif (4,18 % du 07/01/98 au 07/01/2001 puis 5,72% jusqu'au 07/01/2009) cette émission comprend une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année
- 1 milliard de marks allemands à taux progressif (4,47 % du 05/01/98 au 05/01/2001 puis 5,885 % jusqu'au 05/01/2009) cette émission comprend une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année
- 500 millions de marks allemands à taux progressif (4,47 % du 05/01/98 au 05/01/2001 puis 5,885% jusqu'au 05/01/2009) cette émission comprend une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année

Les achats à terme initialement mis en place afin de couvrir ces placements privés en marks allemands ont été annulés en 1999 suite à l'instauration de l'euro

Note 6 : Les dettes représentées par un titre

| | Au 31/12/1999 | | | | | Au 31/12/1998 | |
|---|---------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| | En milliers d'euros | | | | | en KF | |
| | <= 3 mois | > 3 mois <= 1an | > 1 an <= 5 ans | > 5 ans | Total | Total | Total |
| TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES | | | | | 3 641 698 | 23 887 973 | 51 731 382 |
| Billets de trésorerie émis devises "in" | 1 087 900 | 130 000 | | | 1 217 900 | 7 988 900 | 8 973 896 |
| Billets de trésorerie émis devises "out" | | | | | 0 | 0 | 1 686 630 |
| BMTN | | | | | 0 | 0 | 675 000 |
| EMTN émis en devises "in" (1) | | 50 000 | 270 000 | 76 161 | 396 161 | 2 598 646 | 2 466 669 |
| EMTN émis en devises "out" (1) | | | 844 295 | 177 452 | 1 021 747 | 6 702 218 | 3 690 284 |
| Papiers commerciaux émis en devises "in" | | 100 000 | | | 100 000 | 655 957 | 11 786 382 |
| Papiers commerciaux émis en devises "out" | 465 857 | 407 127 | | | 872 984 | 5 726 402 | 22 381 013 |
| Dettes rattachées | 24 020 | 8 886 | | | 32 906 | 215 850 | 71 508 |
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES | | | | | 27 342 261 | 179 353 476 | 154 817 759 |
| Emprunts obligataires émis en devises "in" (2) | | 1 524 490 | 6 534 481 | 13 967 926 | 22 026 897 | 144 486 972 | 119 521 613 |
| Emprunts obligataires émis en devises "out" (3) | | 879 977 | 3 297 770 | 643 397 | 4 821 144 | 31 624 632 | 31 026 297 |
| Dettes rattachées | 91 328 | 402 892 | | | 494 220 | 3 241 872 | 4 269 849 |
| AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE | | | | | | | |
| TOTAL | 1 669 105 | 3 503 372 | 10 946 546 | 14 864 936 | 30 983 959 | 203 241 449 | 206 549 141 |

(1) 9 EMTN dont l'un de 10 milliards de yens japonais à taux progressif (1% du 29/06/98 au 29/06/2001 puis 2,322% jusqu'au 29/06/2008) cette émission comprend une option de remboursement anticipé au pair au gré de la CADES au terme de la troisième année

(2) l'endettement obligataire en devises "in" est représenté par :

(a) des emprunts émis antérieurement au 01/01/99 et redénominés en euros :

- une émission 5,5 % à échéance 25 avril 2002 pour un volume de 2 875 035 977 Eur.
- une émission 6,25 % à échéance 25 octobre 2007 pour un volume de 2 610 384 484 Eur.
- une émission 6 % à échéance 25 juillet 2005 pour un volume de 2 332 317 488 Eur.
- une émission 4 % à échéance 12 octobre 2000 pour un volume de 1 524 490 147 Eur.
- une émission à taux progressif (5,18 % du 16/04/1997 au 16/04/2003 puis 7 % jusqu'au 16/04/2008) pour un volume de 99 091 860 Eur. cette émission comprend une option de remboursement au pair au gré de l'émetteur au terme de la sixième année
- une émission euro-fongible 5,125 % à échéance 25 octobre 2008 pour un volume de 4 044 497 106 Eur.
- une émission eurofongible 5,25 % à échéance 25 octobre 2012 pour un volume de 2 438 526 739 Eur.
- une émission 4,71% à échéance 11 mai 2008 pour un volume de 304 900 000 Eur.
- une émission 4,6% à échéance 15 juillet 2010 pour un volume de 228 675 000 Eur.

(b) des emprunts émis antérieurement au 01/01/99 non redénominés en euros :

- une émission à taux progressif (4,63 % du 17/12/1997 au 17/12/2001 puis 5,94 % jusqu'au 17/12/2008) pour un volume de 2 635 MF cette émission comprend une option de rachat au pair au gré de l'emprunteur au terme de la quatrième année
- une émission en florins néerlandais 6,375 % à échéance 29 juillet 2004 pour un volume de 2 555 millions

(c) des emprunts émis en euros en 1999 :

- une émission 3,375% à échéance 12 juillet 2004 pour un volume de 2,5 milliards d'euros
- une émission à échéance 2013 indexée sur l'inflation pour un volume de 1,508 milliard d'euros (dont 8 millions de prime de remboursement)

(3) l'endettement obligataire en devises "out" est représenté par :

- une émission en dollars américains à taux variable à échéance 10 décembre 2001 pour un volume de 2 milliards
- une émission en dollars américains 6,5 % à échéance 11 mars 2002 pour un volume de 1 milliard
- une émission en yens avec remboursement en dollars américains 5,2 % à échéance 27 avril 2000 pour un volume de 90,4 milliards de yens
- une émission en francs suisses 2,5 % à échéance 17 mars 2003 pour un volume de 500 millions
- une émission en livres anglaises 6,25 % à échéance 5 mars 2008 pour un volume de 400 millions

Note 6 bis : Opérations en euros et en devises avant et après opérations de couverture

| (en millions) | Dettes initiales | | Opérations de couverture (1) | | Dettes finales | |
|---------------------------|------------------|---------------------------|------------------------------|---------------------------|----------------|---------------|
| | en devises | en euros | en devises | en euros | en devises | en euros |
| Dettes en euros | | 25 633 | | 5 863 | | 31 496 |
| Dettes en devises | | contre valeur au 31/12/99 | | contre valeur au 31/12/99 | | |
| CHF | 500 | 312 | -500 | -312 | 0 | 0 |
| GBP | 600 | 965 | -600 | -965 | 0 | 0 |
| JPY | 100 400 | 977 | -100 400 | -977 | 0 | 0 |
| USD | 4 482 | 4 462 | -4 482 | -4 462 | 0 | 0 |
| Sous-total devises | | 6 716 | | -6 716 | | 0 |
| Total général | | 32 349 | | -853 | | 31 496 |

(1) currency swaps et swaps cambistes

Ventilation de la dette en euros et en devises avant et après opérations de couverture

| | Dette initiale | | | | Incidences des couvertures | | Dette finale | | | | |
|----------------------------|----------------|---------------|---------------|-----------|----------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|-----------|--|
| | en devises | en euros | total | % | en devises | en euros | en devises | en euros | total | % | |
| Taux fixe | | | | | | | | | | | |
| Euro-MTN | 1 022 | 396 | 1 418 | | -1 022 | -346 | 0 | 50 | 50 | | |
| Emprunts obligataires | 2 830 | 22 027 | 24 857 | | -2 830 | -22 | 0 | 22 005 | 22 005 | | |
| Placements privés | | 1 892 | 1 892 | | | | 0 | 1 892 | 1 892 | | |
| Swaps de macro couverture | | | | | | 1 601 | 0 | 1 601 | 1 601 | | |
| Total taux fixe | 3 852 | 24 315 | 28 167 | 87 | -3 852 | 1 233 | 0 | 25 548 | 25 548 | 81 | |
| Taux variable | | | | | | | | | | | |
| BT + ECP (2) | 873 | 1 318 | 2 191 | | -55 | | 0 | 2 136 | 2 136 | | |
| Euro-MTN | | | 0 | | 860 | 342 | 0 | 1 202 | 1 202 | | |
| Emprunts obligataires | 1 991 | | 1 991 | | -913 | 3 133 | 0 | 4 211 | 4 211 | | |
| Swaps de macro couverture | | | | | | -1 601 | 0 | -1 601 | -1 601 | | |
| Total taux variable | 2 864 | 1 318 | 4 182 | 13 | -108 | 1 874 | 0 | 5 948 | 5 948 | 19 | |
| Total général | 6 716 | 25 633 | 32 349 | | -853 | | 0 | 31 496 | 31 496 | | |

(2) les billets de trésorerie et papiers commerciaux sont classés en taux variable car ils sont émis à court terme ce qui implique un renouvellement régulier de la dette. Un swap de taux de micro-couverture de 30 millions d'euros a été mis en place sur l'un des billets de trésorerie.

Note 7 : Les autres passifs

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|---|-------------------------|-------------------------|-----------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| DEPOTS DE GARANTIE REÇUS | 575 576 304,49 | 3 775 533 059,64 | 235 221 278,03 |
| Dépôts de garantie reçus | 574 171 267,71 | 3 766 316 622,53 | 234 600 000,00 |
| Dettes rattachées | 1 405 036,78 | 9 216 437,11 | 621 278,03 |
| AUTRES CREDITEURS SUR OPERATIONS FINANCIERES | 657 132,89 | 4 310 509,19 | 7 480 475,00 |
| AUTRES CREDITEURS SUR OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT | 762 348 727,75 | 5 000 679 844,08 | 2 252 248,94 |
| Versement à l'Etat à effectuer (1) | 762 245 086,19 | 5 000 000 000,00 | 0,00 |
| Dettes fiscales | 48 898,94 | 320 756,03 | 314 097,00 |
| Dettes sociales | 45 490,48 | 298 397,99 | 0,00 |
| Fournisseurs | 9 192,68 | 60 300,03 | 1 401 878,00 |
| Autres créiteurs divers | 59,46 | 390,03 | 536 273,94 |
| TOTAL | 1 338 582 165,13 | 8 780 523 412,91 | 244 954 001,97 |

Note 8 : Les comptes de régularisation passif

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|---|-----------------------|-------------------------|-------------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| CHARGES A PAYER | 124 462 894,48 | 816 423 068,76 | 2 082 851 184,87 |
| Sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts | 51 535 635,65 | 338 051 609,54 | 375 991 145,43 |
| Sur opérations à terme de devises | 68 261 351,47 | 447 765 113,26 | 1 683 761 146,71 |
| Commissions à payer sur opérations de marché | 130 883,66 | 858 540,53 | 851 209,16 |
| Charges à payer sur frais de fonctionnement | 386 945,02 | 2 538 192,95 | 1 853 103,92 |
| Frais à payer sur recettes RDS | 2 638 793,26 | 17 309 349,11 | 20 354 809,79 |
| Frais à payer sur ventes d'immeubles | 1 398 046,69 | 9 170 585,13 | |
| Autres charges à payer | 111 238,73 | 729 678,24 | 39 769,86 |
| GAINS POTENTIELS & GAINS A ETALER SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME | 207 106 961,47 | 1 358 532 611,25 | 1 644 818 148,59 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 99 594 664,14 | 653 298 171,05 | 575 904 148,27 |
| Primes d'émission des emprunts obligataires | 99 594 664,14 | 653 298 171,05 | 575 904 148,27 |
| Autres produits constatés d'avance | | | |
| AUTRES COMPTES DE REGULARISATION | 4 074 332,97 | 26 725 872,31 | 567 513 553,60 |
| TOTAL | 435 238 853,06 | 2 854 979 723,37 | 4 871 087 035,33 |

(1) Le versement annuel prévu par les textes est de 12,5 milliards de francs jusqu'en 2008.

Sur l'exercice 1999, des versements ont été effectués pour 7,5 milliards de francs ; les 5 milliards restant dus ont été réglés en début d'exercice 2000.

Note 9: Les produits de trésorerie

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|--|-----------------------|-----------------------|-------------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 92 303 305,24 | 605 469 991,95 | 1 239 874 467,17 |
| Intérêts sur opérations à vue | | | |
| Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs | 22 407,05 | 146 980,61 | 392 040,85 |
| Intérêts sur prêts | | | |
| Intérêts sur titres reçus en pension livrée | 35 743,02 | 234 458,84 | 390 751,00 |
| Intérêts sur opérations à terme | | | |
| Intérêts sur prêts en francs | | | |
| Intérêts sur prêts en devises | | | |
| Intérêts sur titres reçus en pension livrée | 40 561 665,22 | 266 067 082,33 | 446 325 013,83 |
| Autres intérêts | 51 683 489,95 | 339 021 470,17 | 792 766 661,49 |
| INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 0,00 | 0,00 | 2,76 |
| Intérêts sur titres de placement et d'investissement | | | |
| Autres intérêts sur opérations sur titres | 0,00 | 0,00 | 2,76 |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 19 339 188,49 | 126 856 760,64 | 105 019 168,14 |
| TOTAL | 111 642 493,73 | 732 326 752,59 | 1 344 893 638,07 |

Note 10: Le coût de l'endettement

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|--|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 94 028 990,20 | 616 789 743,25 | 1 332 954 478,58 |
| Intérêts sur dettes à vue | | | |
| Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs | 21 979,99 | 144 179,28 | 206 563,10 |
| Intérêts sur emprunts au jour le jour | | | |
| Intérêts sur titres donnés en pension livrée | 23 989,61 | 157 361,53 | 7 356,00 |
| Intérêts sur dettes à terme | | | |
| Intérêts sur emprunt CDC (transfert de dette) | 0,00 | 0,00 | 45 921 951,11 |
| Intérêts sur emprunt syndiqué | 0,00 | 0,00 | 61 529 193,04 |
| Intérêts sur titres donnés en pension livrée | 25 044,53 | 164 281,35 | 2 047,00 |
| Intérêts sur placements privés | 82 783 354,65 | 543 023 209,66 | 1 135 675 250,00 |
| Autres intérêts et charges assimilées | 11 174 621,42 | 73 300 711,43 | 89 612 118,33 |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 1 650 266 025,38 | 10 825 035 512,10 | 10 930 138 000,03 |
| Charges sur dettes constituées par des titres | | | |
| Intérêts sur titres de créances négociables émis en devises "in" | 55 554 493,26 | 364 413 587,35 | 906 000 248,30 |
| Intérêts sur titres de créances négociables émis en devises "out" | 175 308 086,29 | 1 149 945 663,59 | 2 104 910 402,62 |
| Intérêts sur emprunts obligataires en devises "in" | 1 085 911 642,45 | 7 123 113 432,46 | 6 008 607 396,36 |
| Intérêts sur emprunts obligataires en devises "out" | 289 592 349,64 | 1 899 601 288,93 | 1 799 297 645,26 |
| Autres charges sur dettes constituées par titres | 43 750 164,28 | 286 982 265,11 | 111 184 771,33 |
| Autres intérêts et charges assimilées | 149 289,46 | 979 274,66 | 137 536,16 |
| COMMISSIONS | 46 221 955,56 | 303 196 153,03 | 284 042 716,83 |
| Commissions sur emprunts à terme auprès d'établissements de crédit | 404 959,13 | 2 656 357,76 | 9 932 911,08 |
| Commissions sur titres de créances négociables émis | 2 461 021,00 | 16 143 239,52 | 31 048 292,32 |
| Commissions sur emprunts obligataires | 43 207 895,90 | 283 425 217,71 | 237 711 670,79 |
| Autres commissions sur opérations sur titres | 148 079,53 | 971 338,04 | 5 349 842,64 |
| Autres commissions | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | 1 790 516 971,14 | 11 745 021 408,38 | 12 547 135 195,44 |

Note 11 : Résultat sur opérations financières

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|--|-----------------------|-------------------------|-----------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| SOLDE DES OPERATIONS DE CHANGE | 418 796,81 | 2 747 126,99 | 4 331 477,46 |
| Emprunt en florins non couvert | 0,00 | 0,00 | -1 647 937,50 |
| Autres opérations de change | 418 796,81 | 2 747 126,99 | 5 979 414,96 |
| SOLDE DES OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS | 154 364 177,67 | 1 012 562 628,92 | 791 806 372,61 |
| Intérêts et soultes sur swaps de devises | 165 284 995,65 | 1 084 198 498,92 | 869 037 715,39 |
| Intérêts sur swaps de taux | -10 920 817,98 | -71 635 870,00 | -77 231 342,78 |
| . Micro-couverture | -26 094,61 | -171 169,42 | -29 729 843,27 |
| . Macro-couverture | -10 894 723,37 | -71 464 700,58 | -47 501 499,51 |
| TOTAL | 154 782 974,48 | 1 015 309 755,91 | 796 137 850,07 |

Note 12 : Les recettes nettes affectées à la CADES par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|---|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| RECETTES CRDS NETTES | 4 280 178 445,38 | 28 076 130 124,96 | 26 459 666 226,77 |
| Recettes CRDS ACOSS (sur traitements et salaires) | 3 697 694 979,02 | 24 255 289 053,53 | 22 993 114 010,62 |
| Recettes CRDS sur patrimoine | 241 266 302,95 | 1 582 603 202,84 | 1 499 941 823,84 |
| Recettes CRDS sur produits de placement (1) | 192 113 978,35 | 1 260 185 088,97 | 1 456 021 164,41 |
| Recettes CRDS sur ventes de bijoux et métaux précieux | 3 295 377,14 | 21 616 257,03 | 14 769 486,57 |
| Recettes CRDS sur gains aux jeux | 78 750 329,11 | 516 568 296,32 | 495 819 741,33 |
| Créances nettes sur CRDS ACOSS (2) | 67 057 478,81 | 439 868 226,27 | 0,00 |
| exercice en cours | 38 064 837,84 | 249 688 968,35 | |
| exercices précédents | 121 784 709,07 | 798 855 324,07 | |
| provisions | (92 792 068,10) | (608 676 066,15) | |
| VENTE DU PATRIMOINE... (3) | 226 523 382,83 | 1 485 895 986,32 | 0,00 |
| TOTAL | 4 506 701 828,21 | 29 562 026 111,28 | 26 459 666 226,77 |

(1) L'amélioration des délais de remontée de CRDS et des informations plus précises obtenues en 1999 permettent de rattacher correctement les sommes perçues sur les exercices 1996 à 1999.

Retraités, les montants de CRDS auraient été de 304 MF en 1996, 1104 MF en 1997 et 1124 MF en 1998.

(2) Pour la première fois en 1999, l'ACOSS a fourni des informations qui ont permis à la CADES d'inscrire dans ses comptes des créances pour un montant de 1048,5 millions de francs. Celles-ci sont imputables pour 249,7 MF à l'exercice 1999 et pour 798,8 MF aux exercices précédents. Afin de couvrir le risque de non recouvrement de ces créances, une provision de 606,5 MF a été comptabilisée sur la base des informations fournies par l'ACOSS (fonction des taux constatés de recouvrement et de l'antériorité de la créance).

Une provision de 2,2 MF a également été comptabilisée afin de couvrir les frais de recouvrement.

(3) Suivant l'article 9 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996,

Les caisses nationales du régime général et l'ACOSS vendront dans un délai de quatre ans leur patrimoine privé à usage locatif à l'exclusion du patrimoine à usage administratif ;

Le produit des cessions sera affecté à la CADES ;

La partie du patrimoine qui ne sera pas vendue à la date du 31/12/1999 sera transférée à la CADES ainsi que les droits et obligations qui y sont attachés.

Le produit de la vente d'immeubles par les caisses au titre de l'exercice 1999 s'élève à 1485,9 MF nets de frais dont 454,1 MF encaissés au cours de l'exercice.

Par arrêté du 27 décembre, les immeubles non vendus ont été transférés à la CADES en date du 01/01/00. Ces immeubles seront intégrés dans les comptes à cette même date.

A la date de présentation des comptes, la CADES est en attente de l'évaluation exhaustive des immeubles transférés.

Note 13 : Les charges générales d'exploitation

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|--|---------------------|----------------------|----------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| FRAIS DE PERSONNEL | 540 325,97 | 3 544 306,02 | 3 555 591,82 |
| Salaires et traitements | 406 809,98 | 2 668 498,54 | 2 676 039,33 |
| Charges sociales | 133 515,99 | 875 807,48 | 879 552,49 |
| AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS | 1 517 475,30 | 9 953 985,46 | 14 818 288,57 |
| Impôts et taxes | 49 937,16 | 327 566,30 | 316 287,10 |
| Services extérieurs | 1 467 538,14 | 9 626 419,16 | 14 502 001,47 |
| dont rémunération du personnel mis à disposition | 40 361,54 | 264 754,35 | 469 009,73 |
| TOTAL | 2 057 801,27 | 13 498 291,48 | 18 373 880,39 |

Note 14 : Les autres charges d'exploitation non bancaire

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|---|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| FRAIS SUR RECETTES RDS | 30 344 087,94 | 199 044 168,93 | 189 552 564,66 |
| FRAIS SUR VENTES D'IMMEUBLES | 2 195 877,73 | 14 404 013,68 | |
| VERSEMENTS EFFECTUES CONFORMEMENT AUX DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE LA CADES | 1 905 612 715,47 | 12 500 000 000,00 | 12 500 000 000,00 |
| Versement à l'Etat | 1 905 612 715,47 | 12 500 000 000,00 | 12 500 000 000,00 |
| AUTRES ELEMENTS | 50 283,50 | 329 838,14 | 1 359 383,44 |
| TOTAL | 1 938 202 964,64 | 12 713 778 020,75 | 12 690 911 948,10 |

Note 15 : Les opérations en devises

| | Au 31/12/1999 | | | | Au 31/12/1998 | |
|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------------------|-------------------------|
| | en euros | | en francs | | en francs | |
| | Devises à recevoir | Devises à livrer | Devises à recevoir | Devises à livrer | Devises à recevoir | Devises à livrer |
| OPERATIONS A TERME | 7 767 597 293,96 | 725 343 468,05 | 50 952 098 151,55 | 4 757 941 252,72 | 120 660 593 901,78 | 4 096 712 097,86 |
| Opérations de couverture négociées de gré à gré | | | | | | |
| Change à terme contre Eur. | | | | | | |
| < 1 an | 1 752 960 910,14 | 725 343 468,05 | 11 498 669 797,33 | 4 757 941 252,72 | 53 023 458 317,50 | 4 096 712 097,86 |
| de 1 à 5 ans | 1 752 960 910,14 | 725 343 468,05 | 11 498 669 797,33 | 4 757 941 252,72 | 37 212 333 860,00 | 0,00 |
| > 5 ans | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 345 906 857,50 | 4 096 712 098,00 |
| Swaps de devises contre Eur. | | | | | | |
| < 1 an | 5 289 292 915,77 | | 34 695 487 131,50 | | 63 540 423 486,42 | |
| de 1 à 5 ans | 0,00 | | 0,00 | | 4 824 870 000,00 | |
| > 5 ans | 4 392 282 942,06 | | 28 811 487 418,25 | | 20 506 425 000,00 | |
| Swaps devises contre devises | | | | | | |
| < 1 an | 897 009 973,71 | | 5 883 999 713,25 | | 38 209 128 486,42 | |
| de 1 à 5 ans | 725 343 468,05 | | 4 757 941 252,72 | | 4 096 712 097,86 | |
| > 5 ans | 725 343 468,05 | | 4 757 941 252,72 | | 0,00 | |
| Autres opérations négociées de gré à gré | | | | | | |
| Change à terme | | | | | | |
| | | | | | | |
| OPERATIONS AU COMPTANT | | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| Opérations de gré à gré | | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |

Note 16 : Les marchés à terme d'instruments financiers

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|--|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | en euros | en francs | francs |
| INSTRUMENTS DE TAUX D'INTERET | | | |
| Marchés organisés et assimilés | | | |
| Opérations fermes de couverture | | | |
| Autres opérations fermes | | | |
| Opérations conditionnelles de couverture | | | |
| Autres opérations conditionnelles | | | |
| Gré à gré | 7 143 827 690,00 | 46 860 437 800,49 | 40 281 010 171,00 |
| Opérations fermes de couverture | | | |
| . Echanges de taux en francs ou euros | 6 832 102 564,00 | 44 815 655 015,73 | 38 239 632 206,00 |
| . Micro-couverture | 4 913 006 388,00 | 32 227 209 312,53 | 22 455 068 256,00 |
| < 1 | 647 428 926,00 | 4 246 855 360,12 | 3 675 000 000,00 |
| an | | | |
| de 1 à 5 ans | 3 632 910 602,00 | 23 830 331 397,56 | 15 280 068 256,00 |
| > 5 ans | 632 666 860,00 | 4 150 022 554,85 | 3 500 000 000,00 |
| . Macro Couverture (*) | 1 919 096 176,00 | 12 588 445 703,20 | 15 784 563 950,00 |
| < 1 | | | |
| an | | | |
| de 1 à 5 ans | 150 000 000,00 | 983 935 500,00 | |
| > 5 ans | 1 769 096 176,00 | 11 604 510 203,20 | 15 784 563 950,00 |
| . Echanges de taux en devises | 311 725 126,00 | 2 044 782 784,76 | 2 041 377 965,00 |
| < 1 an | | | |
| de 1 à 5 ans | 311 725 126,00 | 2 044 782 784,76 | 2 041 377 965,00 |
| > 5 ans | | | |
| . FRA | | | |
| . Autres | | | |
| Autres opérations fermes | | | |
| Opérations conditionnelles de couverture | | | |
| Autres opérations conditionnelles | | | |
| AUTRES INSTRUMENTS | | | |
| Instrument de cours de change | | | |
| . Marchés organisés et assimilés | | | |
| . Gré à gré | | | |
| Autres instruments | | | |
| . Marchés organisés et assimilés | | | |
| . Gré à gré | | | |

(*) y compris des contrats d'échange de taux d'intérêt indexés sur l'inflation pour un montant nominal de 318 381 K€ en 1999 et 43 381 K€ en 1998

Note 17 : Les autres engagements hors bilan

| | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 |
|--------------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| | en euros | en francs | en francs |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | | |
| Engagements reçus | | | |
| D'établissements de crédit : | | | |
| . Emprunt syndiqué multidevises | 686 020 577,57 | 4 500 000 000,00 | 16 000 000 000,00 |
| . Emprunt relais | | | |
| . Autres engagements de financement | | | |
| De la clientèle | | | |
| Engagements donnés | | | |
| En faveur d'établissements de crédit | | | |
| En faveur de la clientèle | | | |
| Versement à l'Etat | 17 150 514 439,21 | 112 500 000 000,00 | 125 000 000 000,00 |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE | | | |
| Engagements donnés | | | |
| En faveur d'établissements de crédit | | | |
| En faveur de la clientèle | | | |
| Engagements reçus | | | |
| En faveur d'établissements de crédit | | | |
| En faveur de la clientèle | | | |
| ENGAGEMENTS SUR TITRES | | | |
| Titres à recevoir | | | |
| Titres à livrer | | | |
| AUTRES ENGAGEMENTS | | | |
| Engagements donnés | | | |
| Valeurs affectées en garantie | | | |
| d'opérations sur marchés à terme | | | |
| Engagements de retraite | | | |
| Autres | | | |
| Engagements reçus | | | |
| Valeurs reçues en garantie | | | |
| sur marchés à terme | | | |
| Autres | | | |

5.1.2 COMPTES AU 31 DECEMBRE 2000

BILAN

| en millions d'euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | | |
| Caisse, banques centrales, CCP (note 1) | 0,69 | 0,40 | 10,00 |
| Effets publics et valeurs assimilées | | | |
| Créances sur les établissements de crédit (note 1) | | | |
| . à vue | 0,06 | 0,13 | 0,52 |
| . à terme | 1 834,00 | 897,90 | 72,75 |
| Créances sur la clientèle | | | |
| . Autres concours à la clientèle | | | |
| Obligations et autres titres à revenus fixes | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | | | |
| Immobilisations incorporelles (note 2) | 0,01 | 0,02 | 0,05 |
| Immobilisations corporelles (note 2) | 0,12 | 0,16 | 0,20 |
| Stock d'immeubles (note 13 bis) | 178,33 | 0,00 | 0,00 |
| Autres actifs (note 3) | 159,58 | 71,27 | 162,76 |
| Comptes de régularisation (note 4) | 1 881,36 | 2 026,36 | 1 185,65 |
| TOTAL ACTIF | 4 054,15 | 2 996,24 | 1 431,93 |
| PASSIF | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit (note 5) | | | |
| . à vue | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| . à terme | 1 950,94 | 1 950,86 | 1 950,94 |
| Comptes créditeurs de la clientèle - Autres dettes | | | |
| . à vue | | | |
| . à terme | | | |
| Dettes représentées par un titre (note 6) | | | |
| . Titres de créances négociables | 4 742,30 | 3 641,70 | 7 886,40 |
| . Emprunts obligataires | 26 434,64 | 27 342,26 | 23 601,82 |
| . Autres dettes représentées par un titre | | | |
| Autres passifs (note 7) | 656,49 | 1 338,58 | 37,34 |
| Comptes de régularisation (note 8) | 662,28 | 435,24 | 742,59 |
| Sous total endettement | 34 446,65 | 34 708,64 | 34 219,09 |
| Provisions pour risque et charges (note 13 bis) | 0,03 | 0,00 | 0,00 |
| Dotation en immeubles | 181,22 | | |
| Report à nouveau | - 31 712,40 | - 32 787,16 | - 33 325,74 |
| Résultat | 1 138,65 | 1 074,76 | 538,58 |
| Situation nette | - 30 392,53 | - 31 712,40 | - 32 787,16 |
| TOTAL PASSIF | 4 054,15 | 2 996,24 | 1 431,93 |

COMPTE DE RESULTAT

| en millions d'euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| | PRODUIT NET BANCAIRE | - 1 461,64 | - 1 524,13 |
| Intérêts et produits assimilés (note 9) | 141,37 | 111,64 | 205,03 |
| . Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 120,64 | 92,30 | 189,02 |
| . Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | | | |
| . Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe | | | |
| . Autres intérêts et produits assimilés | 20,73 | 19,34 | 16,01 |
| Intérêts et charges assimilées (note 10) | - 1814,65 | - 1 744,30 | - 1 869,50 |
| . Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | - 115,87 | - 94,03 | - 203,21 |
| . Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | | | |
| . Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe | - 1698,78 | - 1 650,27 | - 1 666,29 |
| . Autres intérêts et charges assimilées | | | |
| Commissions (charges) (note 10) | - 7,43 | - 46,22 | - 43,30 |
| Gains sur opérations financières (note 11) | 219,83 | 154,78 | 121,37 |
| . Solde en bénéfice des opérations sur titres de transaction | | | |
| . Solde en bénéfice des opérations sur titres de placement | | | |
| . Solde en bénéfice des opérations de change | 0,00 | 0,42 | 0,66 |
| . Solde en bénéfice des opérations sur instruments financiers | 219,83 | 154,36 | 120,71 |
| Pertes sur opérations financières (note 11) | - 0,87 | 0,00 | 0,00 |
| . Solde en perte des opérations sur titres de transaction | | | |
| . Solde en perte des opérations sur titres de placement | | | |
| . Solde en perte des opérations de change | - 0,87 | 0,00 | 0,00 |
| . Solde en perte des opérations sur instruments financiers | | | |
| Autres produits d'exploitation bancaire: | 0,13 | 0,02 | 0,00 |
| Autres charges d'exploitation bancaire: | - 0,02 | - 0,05 | - 0,06 |
| AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION | 2 600,29 | 2 598,89 | 2 125,04 |
| Charges générales d'exploitation (note 13) | - 2,00 | - 2,06 | - 2,80 |
| . Frais de personnel | - 0,58 | - 0,54 | - 0,54 |
| . Autres frais administratifs | - 1,42 | - 1,52 | - 2,26 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation sur immobilisations incorporelles et corporelles | - 0,07 | - 0,10 | - 0,09 |
| Autres produits d'exploitation: | 4 549,89 | 4 632,03 | 4 062,65 |
| . CRDS (note 12)I | 4 534,28 | 4 403,31 | 4 062,65 |
| . Produits immobiliers (note 13 bis) | 15,61 | 228,72 | 0,00 |
| Autres charges d'exploitation | - 1947,53 | - 2 030,99 | - 1 934,72 |
| - versement à l'Etat (note 14) | - 1905,61 | - 1905,61 | - 1905,61 |
| - Frais sur recettes CRDS (note 14) | - 32,81 | - 30,34 | - 28,90 |
| - Dotation aux provisions sur créances CRDS (note 12) | - 0,02 | - 92,79 | 0,00 |
| - Charges immobilières (note 13 bis) | - 9,09 | - 2,20 | 0,00 |
| - Autres | 0,00 | - 0,05 | - 0,21 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 1 138,65 | 1 074,76 | 538,58 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 1 138,65 | 1 074,76 | 538,58 |
| Produits exceptionnels | | | |
| Charges exceptionnelles | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 1 138,65 | 1 074,76 | 538,58 |

HORS - BILAN

| | Notes 15 à 17 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| ENGAGEMENTS DONNES | | | | |
| Engagements de financement . Engagements en faveur d'établissements de crédit . Engagements en faveur de la clientèle . versement annuel à l'Etat (article 4 de l'Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996) (note 17) | | 15 244,90 | 17 150,51 | 19 056,13 |
| Engagements de garantie . Engagements d'ordre d'établissements de crédit . Engagements d'ordre de la clientèle | | | | |
| Engagements sur titres . Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise . Autres engagements donnés | | | | |
| ENGAGEMENTS RECUS | | | | |
| Engagements de financement . Engagements reçus d'établissements de crédit (note 17) | | 533,57 | 686,024 | 2 439,18 |
| Engagements de garantie . Engagements reçus d'établissements de crédit | | | | |
| Engagements sur titres . Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise . Autres engagements reçus | | | | |

ANNEXE AUX COMPTES 2000 DE LA CADES

D) FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1. L'intégration du patrimoine immobilier

Par arrêté du 27 décembre 1999, le patrimoine non vendu des Caisses de sécurité sociale a été transféré à la CADES en date du 01/01/2000. Ce patrimoine a été enregistré à l'actif du bilan dans un compte de stock – immeubles destinés à la revente.

Ce schéma comptable a été validé par le Conseil National de la Comptabilité. (avis 99-04, assemblée plénière du 18 mars 1999)

Dans l'attente de la cession totale du stock, la gestion de ces immeubles a été confiée à la Caisse Nationale Vieillesse des Travailleurs Salariés (CNAVTS) par le biais d'une convention. Les comptes 2000 retracent la réalisation du budget immobilier ; une note annexe spécifique a été créée à cet effet.

2. Des produits financiers nouveaux

Au cours de l'année 2000, 9 EMTN « zéro coupon » ont été émis aussi bien en devises « out » (livre sterling, yen japonais et dollar de Hong Kong) qu'en euros. Un schéma spécifique a été élaboré afin de traduire comptablement cette particularité. Les opérations en devises sur EMTN ont fait l'objet d'une couverture systématique neutralisant de ce fait le risque de change.

3. Des comptes adaptés aux nouvelles normes de présentation

La mise en œuvre de nouvelles directives édictées par le Comité de réglementation comptable s'est matérialisée dans les états de synthèse par les modifications suivantes :

- Inscription en millions d'euros des éléments chiffrés des bilan, compte de résultats et hors-bilan ;
- Reclassement au sein du compte de résultats des opérations spécifiques à la CADES ;
- Création des trois soldes intermédiaires de gestion obligatoires au compte de résultat.

II) LES PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les principes comptables adoptés par la CADES répondent à une double logique :

Etant donné l'activité de nature financière de la CADES, les comptes annuels sont établis en conformité avec les dispositions comptables applicables aux établissements de crédit et institutions financières, ainsi qu'avec les principes comptables généralement admis en France ; il est fait notamment application du respect du principe de séparation des exercices et du principe de prudence.

Ils sont conformes au règlement n° 91.01 édicté par le Comité de la Réglementation Bancaire du 16 janvier 1991, relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit, que transpose en droit français la directive européenne du 8 décembre 1996 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers.

Ces comptes sont ensuite agrégés pour être conformes au plan comptable des établissements publics à caractère administratif, selon les prescriptions de l'instruction M 9-1, en vue de la production à la Cour des Comptes.

Par avis n° 99-04, l'assemblée plénière du Conseil National de la Comptabilité, réunie le 18 mars 1999, a approuvé le plan comptable de la CADES.

Il est important de souligner la signification relative du compte de résultat de la CADES, compte tenu des spécificités de sa mission dont l'objet exclusif est d'éteindre une dette sur sa durée de vie.

Parallèlement à l'examen et à l'arrêté des comptes, le conseil d'administration de la CADES s'assure régulièrement que l'équilibre financier de la Caisse sur sa durée de vie est bien assuré par les prévisions actualisées d'encaissement de la CRDS, en fonction de l'évolution de l'échéancier d'amortissement de la dette comptabilisée au passif du bilan et des charges de la dette.

1 - Contribution au remboursement de la dette sociale

Une ressource explicitement affectée à la CADES

La contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) constituée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 a été explicitement créée comme ressource de la CADES : « Le produit des contributions constituées par le chapitre II de la présente ordonnance pour le remboursement de la dette sociale est affecté à la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale » (article 6 de l'ordonnance).

Une ressource à assiette large

Les revenus assujettis à la CRDS sont multiples. On peut distinguer :

- D'une part, les revenus d'activité et de remplacement: revenus salariaux, indemnités de licenciement et de retraites sous certaines conditions, pensions de retraite et d'invalidité, indemnités journalières de maladie ou de maternité, aides personnalisées au logement, allocations familiales, aide à l'emploi pour la garde des jeunes enfants...
- D'autre part, les revenus issus du patrimoine, les revenus des placements, de la vente de métaux précieux et de bijoux, les revenus issus des jeux.

Les contributions assises sur les revenus d'activité et de remplacement sont quotidiennement reversées par l'ACOSS (Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale) à la CADES au fur et à mesure de leur collecte.

Les contributions assises sur les autres revenus sont centralisées par les services financiers de l'Etat (recettes des impôts, trésoreries, recettes des douanes) avant d'être reversées à la CADES.

Des frais de recouvrement à la charge de la CADES

Comme le prévoit l'article 8 de l'ordonnance du 24 janvier 1996, les frais d'assiette et de recouvrement sont à la charge de la CADES. Ils sont définis forfaitairement par arrêté conjoint du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre chargé de la Sécurité Sociale.

Le montant des contributions versées par les organismes collecteurs subit un prélèvement égal à 0,5%.

La part de CRDS sur les revenus du patrimoine perçue par voie de rôle par le réseau du Trésor Public est versée à la CADES sur la base des rôles émis et non des recouvrements effectués. En contrepartie, les sommes versées font l'objet d'un prélèvement de 4,1% constitué des frais d'assiette et de recouvrement (0,5%) ainsi que des frais de dégrèvement et de non valeur prévus à l'article 1641 du Code général des impôts (3,60%).

Les montants effectivement encaissés par la CADES au titre de la CRDS sont retracés en « Autres produits d'exploitation » au compte de résultat.

Les frais d'assiette et de recouvrement sont comptabilisés dans le compte « Autres charges d'exploitation ».

Principe des droits constatés

En conformité avec le plan comptable des établissements de crédit et le décret du 23 mai 1996 modifiant le Code de la sécurité sociale qui fixe le principe de la mise en œuvre des droits constatés pour les organismes du régime général de sécurité sociale, la CADES applique ce mode de comptabilisation.

Sont ainsi rattachés à l'exercice les montants de CRDS encaissés par les organismes collecteurs au titre de cet exercice indépendamment de leur date d'encaissement effectif.

Afin de pouvoir comptabiliser ces produits à recevoir, la CADES reçoit des organismes de recouvrement une notification des montants rattachables à l'exercice et non encore encaissés.

2 - Patrimoine privé à usage locatif

L'ordonnance n° 96-50 du 24/01/96 instituant la CADES lui a affecté, en plus de la CRDS, le produit de « la vente du patrimoine privé à usage locatif des caisses nationales du régime général de la sécurité sociale et de l'ACOSS, à l'exclusion des locaux affectés à un usage administratif ». « La partie de ce patrimoine qui ne sera pas vendue à la date du 31/12/1999 sera transférée à la CADES ainsi que les droits et obligations qui y sont rattachés...Pour la gestion ou la vente de ce patrimoine, la CADES peut faire appel à tous services ou organismes habilités à cet effet. La cession intégrale de ce patrimoine devra intervenir au plus tard au 31/12/2008 » (article 9).

La première opération de vente d'immeuble est intervenue en 1997 pour un montant net de 14 millions d'euros et a fait l'objet d'une comptabilisation dans les « autres produits d'exploitation non bancaire » au compte de résultat. D'autres ventes sont intervenues en 1999 pour un montant net de 226,5 millions d'euros.

Par arrêté du 27 décembre 1999, la partie non vendue du patrimoine immobilier privé à usage locatif de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés a été transférée à titre gratuit à la CADES au 01/01/2000.

S'agissant de biens destinés à la revente, ceux-ci sont enregistrés au débit d'un compte de stock « immeubles destinés à la revente » par le crédit d'une subdivision du compte de capital dénommée « dotation en immeubles ». Par décision du Conseil d'administration du 13/07/2000, la valorisation du service des domaines a été retenue. Annuellement et ceci à compter de 2001, une évaluation des immeubles inscrits en stock sera effectuée par le service des domaines. Cette évaluation permettra à la CADES, le cas échéant de provisionner dans ses comptes les moins-values latentes constatées.

En outre, dans l'attente de la cession de ces immeubles, une convention de gestion du patrimoine a été signée avec la CNAVTS. La CNAVTS effectue tous les actes nécessaires à l'administration des immeubles dans le respect de la politique immobilière définie par la CADES. Elle paie les dépenses, encaisse les loyers et assure le suivi du contentieux. L'agent Comptable de la CADES est chargé de la tenue de la comptabilité des opérations. Les opérations de charges et produits sont enregistrées par la CADES au vu des situations mensuelles de réalisation du budget remises et certifiées par la CNAVTS.

3 - Opérations en devises

Les opérations en devises font l'objet d'une comptabilisation multi-devises et sont traitées conformément aux principes suivants :

- Les opérations affectant les comptes de bilan et de hors-bilan en devises sont réévaluées en euros au cours en vigueur à la date d'arrêté ;
- Les produits et les charges libellées en devises sont converties en euros au cours en vigueur, lors de leur inscription au compte de résultat ;
- Les pertes et les gains de change latents ou définitifs sont enregistrés au compte de résultat, au sein des charges ou produits d'exploitation bancaire.

4 - Pensions livrées sur titres

Des titres de première catégorie font l'objet de prises en pension dans le cadre du placement de la trésorerie disponible.

Les titres pris en pension sont présentés en créances sur établissements de crédit ou en créances sur la clientèle, en fonction de la nature des contreparties avec lesquelles la CADES conclut les opérations.

5 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont inscrites en comptabilité selon la méthode des coûts historiques. Elles sont amorties sur leur durée d'utilisation économique.

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de matériels de bureau et de matériels informatiques.
Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels.

6 - Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires émis par la CADES figurent au passif du bilan pour leur montant nominal, augmenté des dettes rattachées.

Les emprunts obligataires en devises sont convertis en euros au cours comptant en date d'arrêté.

Les primes d'émission constituent des charges à répartir, enregistrées comme telles dans les comptes de régularisation, à l'actif du bilan. Elles sont amorties sur la durée des emprunts, par imputation aux comptes de charges d'exploitation bancaire.

Les primes d'émission négatives sont présentées au sein des produits constatés d'avance. Elles sont amorties sur la durée des emprunts, par imputation aux comptes de produits d'exploitation bancaire.

Les frais d'émission des emprunts obligataires sont enregistrés en totalité au compte de résultat dès l'émission de la dette, en "commissions".

7 - Provision pour risques et charges

La CADES ne constate pas de provision pour risques à caractère général. Le cas échéant, elle constate des provisions affectées à des risques déterminés, en conformité avec les principes comptables en vigueur.

8 - Contrats d'échange de taux ou de devises

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

Les contrats d'échange de taux sont conclus en conformité avec la politique de gestion du risque définie par le Conseil d'Administration.

Les contrats d'échange de devises entrent exclusivement dans le cadre de la couverture du risque de change de la CADES.

Ces contrats sont traités comptablement selon les règles et méthodes applicables aux opérations de couverture affectée : la prise en compte des résultats est symétrique à celle de l'élément couvert.

9 - Fiscalité

La CADES n'est assujettie ni aux impôts commerciaux (impôts sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée, taxe professionnelle) ni à la taxe d'apprentissage. Le seul impôt auquel elle est soumise est la taxe sur les salaires. En outre, les cessions des immeubles transmis par les caisses de sécurité sociale ne donneront lieu à aucune plus-value imposable à l'impôt sur les sociétés.

10 – Gestion du risque de contrepartie

La CADES n'est susceptible d'être exposée au risque de contrepartie que sur deux types d'opérations : les opérations de placement et les opérations sur instruments de hors bilan.

Dans les deux cas, elle a signé avec toutes ses contreparties des conventions de marché prévoyant des appels de marge.

La CADES place ses liquidités sous forme de pensions livrées. En échange du prêt consenti à la contrepartie, la CADES reçoit en pleine propriété pour la durée de la pension un titre d'Etat (OAT, BTAN, BTF) ou garanti par l'Etat. Il est à noter que les pensions sont exclusivement négociées avec des SVT, CVT ou des contreparties ayant au minimum une notation AA.

En outre, elle a mis en place des appels de marge quotidiens qui permettent de lui apporter une sécurité supplémentaire en cas de forte variation des cours des titres reçus en garantie.

Afin de gérer son risque de taux et de change, la CADES a négocié un certain nombre d'instruments financiers (achats à terme de devises, swaps de taux, swaps de devises). Aucune conclusion d'opération ne peut avoir lieu tant que la contrepartie n'a pas signé de convention de marché à terme. Chaque convention prévoit des appels de marge hebdomadaires – pour les contreparties les moins bien notées – ou mensuels.

Grâce aux seuils de déclenchement des appels de marge moins élevés pour les contreparties les moins bien notées, la CADES est toujours couverte en cas de défaillance d'une de ses contreparties.

Suite à l'adoption par le Comité de réglementation comptable d'un nouveau règlement relatif à la présentation des documents de synthèse des établissements de crédit le 4 juillet 2000 (cf. avis 00-07 du Conseil national de la comptabilité) et afin d'améliorer la lisibilité des comptes de la CADES en tenant compte de ses spécificités, la présentation des comptes a été modifiée. Ces changements sont de nature formelle. Portant sur les exercices 1998, 1999 et 2000, les retraitements ont consisté à :

- inclure les trois soldes intermédiaires de gestion obligatoires au compte de résultat : le produit net bancaire, le résultat brut d'exploitation et le résultat d'exploitation
- effectuer des retraitements mineurs dans le compte de résultat :
 - reclasser les autres produits et charges d'exploitation au niveau du produit net bancaire,
 - rassembler dans les postes produits immobiliers et charges immobilières toutes les opérations spécifiques à la gestion du patrimoine immobilier
- inscrire en million d'euros les éléments chiffrés du bilan, du compte de résultat et du hors-bilan.

LE BILAN

Le bilan de clôture de l'exercice 2000 s'élève à 4 054 M€, présente un endettement de 34 447 M€ et une situation nette à -30 293 M€

L'ACTIF

Note 1 : les opérations de trésorerie et interbancaires

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|---|--------------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| BANQUES CENTRALES, CCP | <u>693 457 33</u> | <u>406 223 12</u> | <u>10 001 558 85</u> |
| Banques centrales | 693 457,33 | 406 223,12 | 10 001 558,85 |
| CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | <u>1 834 064 903 83</u> | <u>898 027 515 97</u> | <u>73 264 647 21</u> |
| A vue | 62 691,72 | 127 422,87 | 518 498,29 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 62 691,72 | 127 422,87 | 518 498,29 |
| Titres reçus en pension livrée à vue | | | |
| Créances rattachées | | | |
| A terme | 1 834 002 212,11 | 897 900 093,10 | 72 746 148,92 |
| Titres reçus en pension livrée à terme (< 3 mois) | | | |
| . dont pensions sur Bons du trésor | 535 138 409,97 | 535 401 683,36 | 14 941 297,83 |
| . dont pensions sur obligations | 1 295 188 215,02 | 279 042 698,60 | 57 782 084,95 |
| . dont pensions sur titres propres | | 82 004 079,00 | |
| Créances rattachées | 3 675 587,12 | 1 451 632,14 | 22 766,14 |
| TOTAL | 1 834 758 361,16 | 898 433 739,09 | 83 266 206,06 |

Le total des créances sur les établissements de crédit se décompose en 0,7 M€ de disponibilités sur les comptes ouverts au nom de la CADES et 1 834 M€ de titres reçus en pension livrée à terme (dont 3,7 M€ de créances rattachées).

Note 2 : Les immobilisations incorporelles et corporelles

| en euros | Au 31/12/00 | | | | Au 31/12/99 | | Au 31/12/98 | |
|--|-------------------------------------|---------------|----------|-----------------------------|------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| | Valeur brute Début d'exercice | Acquisitions | Cessions | Valeur brute 31/12/00 | Amortissements et Provisions | Valeur nette 31/12/00 | Valeur nette 31/12/99 | Valeur nette 31/12/98 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 145 288 | 0 | 0 | 145 288 | 140 122 | 5 166 | 17 765 | 54 336 |
| Logiciels | 145 288 | 0 | 0 | 145 288 | 140 122 | 5 166 | 17 765 | 54 336 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 299 904 | 16 879 | 0 | 316 783 | 202 346 | 114 437 | 158 948 | 205 261 |
| Matériels divers | 299 904 | 16 879 | 0 | 316 783 | 202 346 | 114 437 | 158 948 | 205 261 |
| TOTAL | 445 192 | 16 879 | 0 | 462 071 | 342 468 | 119 603 | 176 713 | 259 597 |

Les comptes d'immobilisations incorporelles et corporelles traduisent, après amortissement, la valorisation des logiciels et matériels acquis par la CADES (119,6 K€).

Note 3: Les autres actifs

Les autres actifs (159,6 M€) correspondent :

- aux dépôts de garantie versés dans le cadre des contrats de marché à terme mis en place afin de couvrir le risque de contrepartie pour 89,2 M€
- aux créances sur cotisations de CRDS non versées à recouvrer par l'ACOSS pour 70,3 M€ (soit une créance brute de 163,1 M€ diminuée d'une provision de 92,8 MF) – cf note 12.

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| INSTRUMENTS CONDITIONNELS ACHETES | | | |
| Instruments de taux d'intérêts | | | |
| Instruments de cours de change | | | |
| Autres instruments conditionnels | | | |
| Provision pour dépréciation des instruments conditionnels achetés | | | |
| Valeur nette des instruments conditionnels achetés | | | |
| DEBITEURS DIVERS | 159 583 931,53 | 71 268 853,58 | 162 755 538,82 |
| Dépôts de garantie versés | 89 242 211,15 | 4 211 374,77 | 162 755 538,82 |
| Dépôts de garantie versés | 89 206 146,00 | 4 200 000,00 | 162 386 048,76 |
| Créances rattachées | 36 065,15 | 11 374,77 | 369 490,06 |
| Créances sur cotisations de CRDS non versées à recouvrer par l'ACOSS | 70 338 625,31 | 67 057 478,81 | |
| Créance brute | 163 147 181,58 | 159 849 546,91 | |
| Provisions | (92 808 556,27) | (92 792 068,10) | |
| Autres débiteurs divers sur opérations financières | | | |
| Autres débiteurs divers sur frais de fonctionnement | | | |
| Autres débiteurs divers | 3 095,07 | | |
| TOTAL | 159 583 931,53 | 71 268 853,58 | 162 755 538,82 |

Note 4: les comptes de régularisation actif

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| PRODUITS A RECEVOIR | 779 261 983,73 | 818 265 577,18 | 855 014 586,99 |
| Sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt | 88 466 515,96 | 73 186 718,69 | 53 694 436,09 |
| Sur opérations à terme de devises | 157 371 684,41 | 138 606 318,49 | 312 307 989,76 |
| Sur recettes RDS (article 6 Ordonnance n° 96-50) | 533 423 783,36 | 447 773 113,05 | 489 012 161,14 |
| Sur vente d'immeubles (article 9 Ordonnance n° 96-50) | | 158 699 426,95 | |
| Autres produits à recevoir | | | |
| PERTES POTENTIELLES & PERTES A ETALER SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME | 5 665 521,43 | 8 724 350,40 | 36 351 009,20 |
| CHARGES A REPARTIR | 175 392 798,94 | 159 395 087,65 | 128 755 478,90 |
| Primes d'émission des emprunts obligataires et EMTN | 175 392 798,94 | 159 395 087,65 | 128 755 478,90 |
| Autres charges à répartir | | | |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 49 687 542,47 | 26 977 933,84 | 84 679 849,04 |
| Charges constatées d'avance sur frais de fonctionnement | 31 880,02 | 31 028,73 | 29 303,71 |
| Intérêts précomptés sur TCN émis | 49 655 662,45 | 26 946 905,11 | 84 650 545,33 |
| Autres charges constatées d'avance | | | |
| AUTRES COMPTES DE REGULARISATION | 871 352 390,08 | 1 012 995 018,89 | 80 848 749,94 |
| TOTAL | 1 881 360 236,65 | 2 026 357 967,96 | 1 185 649 674,07 |

Les comptes de régularisation actif (1 881,4 M€) recensent les opérations influençant le résultat indépendamment de leur dénouement en trésorerie. Il s'agit notamment :

- des produits à recevoir pour 779,3 M€ (dont 553,4 M€ sur la CRDS et 245,9 M€ sur les opérations à terme de taux ou de devises),
- des soultes sur instruments financiers à terme à étaler pour 5,7 M€,
- des primes d'émission des emprunts obligataires pour 175,4 M€,
- des intérêts précomptés sur titres de créances négociables émis pour 177 M€,
- des comptes d'ajustement en devises pour 870,1 M€ (comptes techniques permettant le passage au résultat de la réévaluation des comptes de hors-bilan).

LE PASSIF

Le passif distingue la situation nette de la CADES des autres éléments de passif.

La situation nette, composée du report à nouveau, du résultat de l'exercice et de la dotation en immeubles s'élève à -30 392,5 M€. Elle correspond à la dette transférée à la CADES (-34 148,5 M€) diminuée des résultats cumulés de l'établissement (3 574,8 M€ depuis 1996) et de la dotation en immeubles du 01/01/2000 (181,2 M€).

L'endettement, qui s'élève globalement à 34 446,65 M€, est essentiellement composé de dettes envers les établissements de crédit (1 950,94 M€), de dettes représentées par un titre (31 177 M€) ainsi que des comptes de régularisation (662 M€) et d'autres passifs (656 M€).

Note 5 : Les opérations de trésorerie et interbancaires

| en euros | Au 31/12/2000 | | | | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 | |
|---|----------------------|-------------------|-----------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | <= 3 mois | > 3 mois <= 1 an | > 1 an <= 5 ans | > 5 ans | Total | Total | Total |
| BANQUES CENTRALES | | | | | 0 | 0 | 0 |
| DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 58 995 641,00 | 167 164,04 | | 1 891 779 960,43 | 1 950 942 765,47 | 1 950 860 875,52 | 1 950 941 146,60 |
| A vue | | | | | | | |
| Comptes ordinaires créditeurs | 142,07 | | | | 142,07 | 2,02 | 1,52 |
| A terme | | | | | | | |
| Comptes et emprunts à terme (1) | | | | 1 891 779 960,43 | 1 891 779 960,43 | 1 891 779 960,43 | 1 891 777 204,91 |
| Dettes rattachées | 58 995 498,93 | 167 164,04 | | | 59 162 662,97 | 59 080 913,07 | 59 163 940,17 |
| TOTAL | 58 995 641,00 | 167 164,04 | | 1 891 779 960,43 | 1 950 942 765,47 | 1 950 860 875,52 | 1 950 941 146,60 |

Les dettes envers les établissements de crédit correspondent à des placements privés d'une valeur de 3,7 milliards de marks allemands. Il s'agit de :

- 1 milliard de marks allemands à taux progressif (4,47 % du 29/12/97 au 29/12/2000 puis 5,885 % jusqu'au 29/12/2008) cette émission comprenait une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année
 - 700 millions de marks allemands à taux progressif (4,18 % du 09/01/98 au 09/01/2001 puis 5,715 % jusqu'au 09/01/2009) cette émission comprenait une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année
 - 500 millions de marks allemands à taux progressif (4,18 % du 07/01/98 au 07/01/2001 puis 5,72% jusqu'au 07/01/2009) cette émission comprenait une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année
 - 1 milliard de marks allemands à taux progressif (4,47 % du 05/01/98 au 05/01/2001 puis 5,885 % jusqu'au 05/01/2009) cette émission comprenait une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année
 - 500 millions de marks allemands à taux progressif (4,47 % du 05/01/98 au 05/01/2001 puis 5,885% jusqu'au 05/01/2009) cette émission comprenait une option de rachat au pair au gré de l'investisseur au terme de la troisième année
- Il est à noter que les contreparties n'ont pas exercé les options de rachats.

Note 6 : les dettes représentées par un titre

| en milliers d'euros | Au 31/12/00 | | | | Au 31/12/99 | Au 31/12/98 | |
|--|----------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | <= 3 mois | > 3 mois <= 1 an | > 1 an <= 5 ans | > 5 ans | Total | Total | Total |
| TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES | 588 228 | 1 831 958 | 1 659 157 | 662 954 | 4 742 297 | 3 641 698 | 7 886 398 |
| Billets de trésorerie émis en euros | 155 000 | | | | 155 000 | 1 217 900 | 1 368 062 |
| BMTN émis en euro | | | | 27 970 | 27 970 | 0 | 102 903 |
| EMTN émis en devises "in" | 193 068 | | 270 000 | 426 161 | 889 229 | 396 161 | 376 041 |
| EMTN émis en devises "out" | 62 257 | 78 636 | 1 389 157 | 208 074 | 1 738 124 | 1 021 747 | 562 580 |
| Papiers commerciaux émis en devises "in" | | 200 000 | | | 200 000 | 100 000 | 1 796 823 |
| Papiers commerciaux émis en devises "out" | 161 204 | 1 508 280 | | | 1 669 484 | 872 984 | 3 411 963 |
| Autres TCN émis en devises | | | | | | | 257 125 |
| Dettes rattachées | 16 699 | 45 042 | | 749 | 62 490 | 32 906 | 10 901 |
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES | 112 752 | 2 537 776 | 10 127 713 | 13 656 398 | 26 434 639 | 27 342 261 | 23 601 815 |
| Emprunts obligataires émis en devises "in" | | | 8 724 766 | 12 839 221 | 21 563 987 | 22 026 897 | 18 220 952 |
| Emprunts obligataires émis en devises "out" | | 2 149 382 | 1 402 947 | 817 177 | 4 369 506 | 4 821 144 | 4 729 928 |
| Dettes rattachées | 112 752 | 388 394 | | | 501 146 | 494 220 | 650 935 |
| AUTRES DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE | | | | | | | |
| TOTAL | 700 980 | 4 369 734 | 11 786 870 | 14 319 352 | 31 176 936 | 30 983 959 | 31 488 213 |

Composition de l'endettement

L'endettement sous forme de titres se décompose de la manière suivante :

- Titres de créances négociables pour 4 747 M€ (les 17 EMTN classés dans ce poste pour un montant 2 627 M€ sont assimilables à des obligations et feront l'objet d'un retraitement dans les prochains comptes)
- Emprunts obligataires pour 26 434 M€ ; l'endettement obligataire est composé de :

1. l'endettement obligataire en devises "in" :

- des emprunts émis antérieurement au 01/01/99 et convertis en euros

- une émission 5,5 % à échéance 25 avril 2002 pour un volume de 2 874 258 489 EUR
- une émission 6,25 % à échéance 25 octobre 2007 pour un volume de 2 610 384 484 EUR
- une émission 6 % à échéance 25 juillet 2005 pour un volume de 2 332 317 488 EUR
- une émission à taux progressif (5,18 % du 16/04/1997 au 16/04/2003 puis 7 % jusqu'au 16/04/2008) pour un volume de 99 091 860 EUR ; cette émission comprend une option de remboursement au pair au gré de l'émetteur au terme de la sixième année
- une émission euro-fongible 5,125 % à échéance 25 octobre 2008 pour un volume de 4 044 497 106 EUR
- une émission euro-fongible 5,25 % à échéance 25 octobre 2012 pour un volume de 2 438 526 739 EUR
- une émission 4,71% à échéance 11 mai 2008 pour un volume de 304 900 000 EUR
- une émission 4,6% à échéance 15 juillet 2010 pour un volume de 228 675 000 EUR

- des emprunts émis antérieurement au 01/01/99 non redénomés :

- une émission à taux progressif (4,63 % du 17/12/1997 au 17/12/2001 puis 5,94 % jusqu'au 17/12/2008) pour un volume de 2 635 MF ; cette émission comprend une option de rachat au pair au gré de l'emprunteur au terme de la quatrième année
- une émission en florins néerlandais 6,375 % à échéance 29 juillet 2004 pour un volume de 2 243 795 000 NLG

- des emprunts émis en euros en 1999 :

- une émission 3,375% à échéance 12 juillet 2004 pour un volume de 2,5 milliards d'euros
- une émission à échéance 2013 indexée sur l'inflation pour un volume de 2,048 milliards d'euros (dont 48,5 millions de prime de remboursement)

- des emprunts émis en euros en 2000 :

- une émission à échéance 2006 indexée sur l'inflation pour un volume de 663 millions d'euros (dont 13 millions de prime de remboursement)

2. l'endettement obligataire en devises "out" :

- une émission en dollars américains à taux variable à échéance 10 décembre 2001 pour un volume de 2 milliards
- une émission en dollars américains 6,5 % à échéance 11 mars 2002 pour un volume de 1 milliard
- une émission en francs suisses 2,5 % à échéance 17 mars 2003 pour un volume de 500 millions
- une émission en livres anglaises 6,25 % à échéance 5 mars 2008 pour un volume de 510 millions

Analyse

L'endettement à moins d'un an ressort à 5 071 M€ et celui à plus de 5 ans à 14 319 M€ contre respectivement 5 172 M€ et 14 865 M€ en 1999. L'endettement à échéance entre 1 an et 5 ans est passé de 10 947 M€ en 1999 à 11 786 M€ cette année.

Après la politique de restructuration de sa dette en 1999 (substitution de la dette à court terme par de la dette à moyen terme), La structure de la dette de la CADES est stable en 2000 :

| <u>Endettement</u> | <u>2000</u> | <u>1999</u> | <u>1998</u> |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| <u>A court terme (< 1an)</u> | <u>16,3%</u> | <u>16,7%</u> | <u>24,5%</u> |
| <u>A moyen terme</u> | <u>37,8%</u> | <u>35,3%</u> | <u>27,7%</u> |
| <u>A long terme (> 5 ans)</u> | <u>45,9%</u> | <u>48,0%</u> | <u>47,8%</u> |

Compte tenu du niveau des émissions d'EMTN et de papier commercial en devises, la part de la dette émise en devise progresse en 2000 :

| <u>Endettement</u> | <u>2000</u> | <u>1999</u> | <u>1998</u> |
|---------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <u>En devises</u> | <u>24,9%</u> | <u>21,6%</u> | <u>29,7%</u> |
| <u>En Euro</u> | <u>75,1%</u> | <u>78,4%</u> | <u>70,3%</u> |

Note 6 bis : Opérations en euros et en devises avant et après opérations de couverture

Cette note présente l'incidence des opérations de couverture sur la dette initiale ainsi que la structure taux variable taux fixe avant et après couverture.

| en millions d'euros | Dette initiale | | Opérations de couverture | | Dette finale | |
|---------------------------|----------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------------|---------------|
| | en devises | en euros | en devises | en euros | en devises | en euros |
| Dette en euros | | 24 727 | | 7 295 | | 32 022 |
| Dette en devises | | contrevaleur au 31/12/00 | | contrevaleur au 31/12/00 | | |
| CHF | 500 | 328 | -500 | -328 | 0 | 0 |
| GBP | 754 | 1 208 | -754 | -1 208 | 0 | 0 |
| HKD | 874 | 121 | -874 | -121 | 0 | 0 |
| JPY | 10 000 | 122 | -10 000 | -122 | 0 | 0 |
| USD | 5 581 | 5 998 | -5 581 | -5 998 | 0 | 0 |
| Sous-total devises | | 7 777 | | -7 777 | | 0 |
| Total général | | 32 504 | | -482 | | 32 022 |

Le premier tableau retrace la dette nominale initiale suivant qu'elle ait été émise en euro (devises « in ») ou en devises « out ». Toutes les opérations en devises étant couvertes, la CADES est finalement endettée uniquement en euros. Ces couvertures ont permis de neutraliser l'impact des variations des taux de change sur la dette de la CADES. Cet impact se chiffre à 482 M€ en 2000.

| en millions d'euros | Dette initiale | | | | Incidence des couvertures | | Dette finale | | | |
|----------------------------|----------------|---------------|---------------|-----------|---------------------------|---------------|--------------|---------------|---------------|-----------|
| | en devises | en euros | total | % | en devises | en euros | en devises | en euros | total | % |
| Taux fixe | | | | | | | | | | |
| Euro-MTN | 1 739 | 917 | 2 656 | | -1 739 | -917 | 0 | 0 | 0 | |
| Emprunts obligataires | 2 220 | 21 563 | 23 783 | | 1 112 | -3 132 | 0 | 21 763 | 21 763 | |
| Placements privés | | 1 892 | 1 892 | | | | 0 | 1 892 | 1 892 | |
| Swaps de macro couverture | | | | | | 152 | 0 | 152 | 152 | |
| Total taux fixe | 3 959 | 24 372 | 28 331 | 87 | -627 | -3 897 | 0 | 23 807 | 23 807 | 74 |
| Taux variable | | | | | | | | | | |
| BT + ECP | 1 669 | 355 | 2 024 | | 108 | 920 | 0 | 2 132 | 2 132 | |
| Euro-MTN | | | 0 | | 1 542 | | 0 | 2 462 | 2 462 | |
| Emprunts obligataires | 2 149 | | 2 149 | | -1 508 | 3 132 | 0 | 3 773 | 3 773 | |
| Swaps de macro couverture | | | | | | -152 | 0 | -152 | -152 | |
| Total taux variable | 3 818 | 355 | 4 173 | 13 | 142 | 3 900 | 0 | 8 215 | 8 215 | 26 |
| Total général | 7 777 | 24 727 | 32 504 | | -482 | | 0 | 32 022 | 32 022 | |

Le deuxième tableau indique la ventilation de l'endettement entre taux fixe et taux variable. 87% de l'endettement est émis à taux fixe. Les opérations de couverture modifient cette répartition initiale de sorte qu'au final, la CADES se retrouve endettée en taux fixe à hauteur de 74% (contre 81% en 1999) et à taux variable à hauteur de 26% (contre 19% en 1999).

Note 7 : les autres passifs

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|---|-----------------------|-------------------------|----------------------|
| DEPOTS DE GARANTIE RECUS | 655 947 288,40 | 575 576 304,49 | 35 859 252,67 |
| Dépôts de garantie reçus | 653 586 629,63 | 574 171 267,71 | 35 764 539,44 |
| Dettes rattachées | 2 360 658,77 | 1 405 036,78 | 94 713,23 |
| AUTRES CREDITEURS SUR OPERATIONS FINANCIERES | 448 812,66 | 657 132,89 | 1 140 391,06 |
| AUTRES CREDITEURS SUR OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT | 94 994,77 | 762 348 727,75 | 343 353,14 |
| Versement à l'Etat à effectuer | | 762 245 086,19 | |
| Dettes fiscales | | 48 898,94 | 47 883,78 |
| Dettes sociales | 50 108,09 | 45 490,48 | 0,00 |
| Fournisseurs | 40 823,05 | 9 192,68 | 213 714,92 |
| Autres créditeurs divers | 4 063,63 | 59,46 | 81 754,44 |
| TOTAL | 656 491 095,83 | 1 338 582 165,13 | 37 342 996,87 |

Les autres passifs (656,5 M€) correspondent :

- aux dépôts de garantie versés dans le cadre des contrats de marché à terme mis en place afin de couvrir le risque de contrepartie (655,9 M €),
- aux commissions dues (0,5 M€)
- aux dettes de fonctionnement (0,1 M€).

Note 8 : les comptes de régularisation passif

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| CHARGES A PAYER | 142 500 922,20 | 124 462 894,48 | 317 528 616,19 |
| Sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts | 63 676 710,40 | 51 535 635,65 | 57 319 480,61 |
| Sur opérations à terme de devises | 75 183 885,18 | 68 261 351,47 | 256 687 732,08 |
| Commissions à payer sur opérations de marché | 162 771,83 | 130 883,66 | 129 766,00 |
| Charges à payer sur frais de fonctionnement | 335 162,17 | 386 945,02 | 282 503,87 |
| Frais à payer sur recettes RDS | 3 026 292,43 | 2 638 793,26 | 3 103 070,75 |
| Frais à payer sur ventes d'immeubles | | 1 398 046,69 | |
| Autres charges à payer | 116 100,19 | 111 238,73 | 6 062,88 |
| GAINS POTENTIELS & GAINS A ETALER SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME | 442 859 192,62 | 207 106 961,47 | 250 750 910,29 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 76 909 021,01 | 99 594 664,14 | 87 796 021,43 |
| Primes d'émission des emprunts obligataires | 76 909 021,01 | 99 594 664,14 | 87 796 021,43 |
| Autres produits constatés d'avance | | | |
| AUTRES COMPTES DE REGULARISATION | 9 950,98 | 4 074 332,97 | 86 516 883,51 |
| TOTAL | 662 279 086,81 | 435 238 853,06 | 742 592 431,42 |

S'élevant à 662,3 M €, les comptes de régularisation passif recensent les opérations influençant le résultat indépendamment de leur dénouement en trésorerie. Il s'agit notamment :

des charges à payer sur swaps de taux (63,7 M€), sur RDS (3 M€), sur la jambe euros des swaps de devises (75,2 M€) et sur divers frais (0,6 M€),
des soultes à étaler sur swaps de devises (442,8 M€),
des produits constatés d'avance sur les primes d'émission sur emprunts obligataires (76,9 M €)

LE COMPTE DE RESULTAT

Il distingue le produit net bancaire des autres produits et charges d'exploitation pour faire apparaître le résultat de l'exercice.

Produit net bancaire - 1 461,6 M€
Autres produits et charges d'exploitation +2 600,3 M€
Résultat brut d'exploitation = résultat de l'exercice +1 138,7 M€

Il convient de rappeler que l'unique mission de la CADES est d'apurer la dette qui lui a été transférée. Le résultat dégagé ne correspond en aucune manière à un excédent de trésorerie. Il signifie simplement que la CADES rembourse ses dettes.

Le produit net bancaire

Il s'agit du résultat de l'exploitation bancaire, qui rapproche le coût de l'endettement, les produits de trésorerie et le solde des opérations financières.

Note 9: les produits de trésorerie

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 120 639 264,88 | 92 303 305,24 | 189 017 644,02 |
| Intérêts sur opérations à vue | | | |
| Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs | 945,77 | 22 407,05 | 59 766,24 |
| Intérêts sur prêts | | | |
| Intérêts sur titres reçus en pension livrée | 89 120,98 | 35 743,02 | 59 569,61 |
| Intérêts sur opérations à terme | | | |
| Intérêts sur prêts en francs | | | |
| Intérêts sur prêts en devises | | | |
| Intérêts sur titres reçus en pension livrée | 96 557 400,16 | 40 561 665,22 | 68 041 809,73 |
| Autres intérêts | 23 991 797,97 | 51 683 489,95 | 120 856 498,44 |
| INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 0,00 | 0,00 | 0,42 |
| Intérêts sur titres de placement et d'investissement | | | |
| Autres intérêts sur opérations sur titres | | | 0,42 |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 20 730 605,35 | 19 339 188,49 | 16 010 068,97 |
| TOTAL | 141 369 870,23 | 111 642 493,73 | 205 027 713,41 |

Ces produits correspondent :

Aux revenus tirés du placement de la trésorerie excédentaire de la CADES sur prises en pension livrée de titres (96,7 M €),
A l'amortissement des primes d'émission des emprunts émis (20,7 M €),
Au dépôt sur achats à terme (24 M €).

Note 10: le coût de l'endettement

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 115 869 151,80 | 94 028 990,20 | 203 207 600,28 |
| Intérêts sur dettes à vue | | | |
| Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs | 0,01 | 21 979,99 | 31 490,34 |
| Intérêts sur emprunts au jour le jour | | | |
| Intérêts sur titres donnés en pension livrée | 40 406,00 | 23 989,61 | 1 121,41 |
| Intérêts sur dettes à terme | | | |
| Intérêts sur emprunt CDC (transfert de dette) | | | 7 000 756,32 |
| Intérêts sur emprunt syndiqué | | | 9 380 065,01 |
| Intérêts sur titres donnés en pension livrée | 303 286,64 | 25 044,53 | 312,06 |
| Intérêts sur placements privés | 82 823 461,39 | 82 783 354,65 | 173 132 575,76 |
| Autres intérêts et charges assimilés | 32 701 997,76 | 11 174 621,42 | 13 661 279,38 |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 1 698 775 949,83 | 1 650 266 025,38 | 1 666 288 796,37 |
| Charges sur dettes constituées par des titres | | | |
| Intérêts sur titres de créances négociables émis en devises "in" | 63 488 320,80 | 55 554 493,26 | 138 118 847,47 |
| Intérêts sur titres de créances négociables émis en devises "out" | 143 025 729,97 | 175 308 086,29 | 320 891 522,25 |
| Intérêts sur emprunts obligataires en devises "in" | 1 052 489 388,03 | 1 085 911 642,45 | 916 006 292,54 |
| Intérêts sur emprunts obligataires en devises "out" | 353 817 413,24 | 289 592 349,64 | 274 301 157,74 |
| Autres charges sur dettes constituées par titres | 85 945 036,08 | 43 750 164,28 | 16 950 009,12 |
| Autres intérêts et charges assimilées | 10 061,71 | 149 289,46 | 20 967,25 |
| COMMISSIONS | 7 427 949,92 | 46 221 955,56 | 43 302 033,03 |
| Commissions sur emprunts à terme auprès d'établissements de crédit | 139 928,90 | 404 959,13 | 1 514 262,53 |
| Commissions sur titres de créances négociables émis | 3 078 819,26 | 2 461 021,00 | 4 733 281,65 |
| Commissions sur emprunts obligataires | 3 936 049,97 | 43 207 895,90 | 36 238 910,60 |
| Autres commissions sur opérations sur titres | 270 926,79 | 148 079,53 | 815 578,25 |
| Autres commissions | 2 225,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | 1 822 073 051,55 | 1 790 516 971,14 | 1 912 798 429,68 |

Le coût de l'endettement se décompose en :

- 1 698,8 M€ de charges sur dettes.
- 115,9 M€ d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (intérêts sur placements privés et sur appels de marge),
- 7,4 M€ de commissions (46,2 M€ en 1999),

Il reste stable (+1,8%), la baisse des commissions compensant pratiquement la hausse modérée des intérêts payés par la CADES en 2000.

Note 11 : résultat sur opérations financières

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| SOLDE DES OPERATIONS DE CHANGE | -866 721,91 | 418 796,81 | 660 329,48 |
| Emprunt en florins non couvert | | | -251 226,45 |
| Autres opérations de change | -866 721,91 | 418 796,81 | 911 555,93 |
| SOLDE DES OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS | 219 825 866,22 | 154 364 177,67 | 120 710 103,35 |
| Intérêts et soultes sur swaps de devises | 146 626 126,64 | 165 284 995,65 | 132 483 945,66 |
| Intérêts sur swaps de taux | 73 199 739,58 | -10 920 817,98 | -11 773 842,31 |
| . Micro-couverture | -17 670 016,10 | -26 094,61 | -4 532 285,39 |
| . Macro-couverture | 90 869 755,68 | -10 894 723,37 | -7 241 556,92 |
| TOTAL | 218 959 144,31 | 154 782 974,48 | 121 370 432,83 |

Les swaps de devises et de taux mis en place ont dégagé un résultat positif de 218,9 M€. Ce résultat se décompose comme suit :

- 146,6 M€ pour les intérêts et soultes sur swap de devises
- 73,2 M€ pour les swaps de taux dont :
 - 90,9 M€ pour les swaps de macro-couverture
 - 17,7 M€ pour les swaps de micro couverture
- -0,9 M€ de perte technique de change qui s'explique par le traitement comptable de l'emprunt Samourai échu au mois d'avril 2000.

Les autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation recensent principalement d'une part, les produits et charges spécifiques institués par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 (CRDS, vente de patrimoine immobilier et versement à l'Etat) et d'autre part, les charges générales d'exploitation et les dotations aux amortissements pour dépréciation des immobilisations.

Note 12 : les recettes nettes affectées à la CADES par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996

Cette note indique les recettes affectées à la CADES par les articles 6 et 9 de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996.

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| RECETTES CRDS NETTES (article 6) | 4 501 458 508,00 | 4 280 178 445,38 | 4 033 750 112,70 |
| Recettes CRDS ACOSS (sur traitements et salaires) | 3 919 039 754,24 | 3 697 694 979,02 | 3 505 277 634,15 |
| Recettes CRDS sur patrimoine | 272 280 766,64 | 241 266 302,95 | 228 664 656,96 |
| Recettes CRDS sur produits de placement | 209 744 551,42 | 192 113 978,35 | 221 968 995,59 |
| Recettes CRDS sur ventes de bijoux et métaux précieux | 3 363 563,74 | 3 295 377,14 | 2 251 593,71 |
| Recettes CRDS sur gains aux jeux | 93 748 725,46 | 78 750 329,11 | 75 587 232,29 |
| Variation des créances nettes sur CRDS ACOSS | 3 281 146,50 | 67 057 478,81 | |
| exercice en cours | 3 297 634,67 | 38 064 837,84 | |
| exercices précédents | | 121 784 709,07 | |
| provisions | (16 488,17) | (92 792 068,10) | |
| VENTE DU PATRIMOINE IMMOBILIER AVANT TRANSFERT DE PROPRIETE (article 9) | 0,00 | 226 523 382,83 | 0,00 |
| TOTAL | 4 501 458 508,00 | 4 506 701 828,21 | 4 033 750 112,70 |

Article 6 :

- Le montant de la CRDS, nette des frais de recouvrement et des provisions, s'élève à 4 501 M€, en hausse de 5,25% par rapport à 1999.
- La CRDS sur les salaires et traitements (circuit de l'ACOSS) représente 87,1 % du montant global. La CRDS recouvrée par le réseau du Trésor est principalement prélevée sur le capital (patrimoine par voie de rôle pour 272 M€ et produits de placements pour 209 M€) ainsi que les jeux (93 M€).
- Ces chiffres confortent les prévisions initiales qui tablaient sur des recettes nettes de CRDS de 4 381 M€ pour 2000
- Les encaissements sur l'année 2000 s'élèvent à 4 413 M€, en hausse de 3,74% par rapport à 1999.
- Les produits à recevoir inscrits dans les comptes 2000 représentent 11,8 % du montant global des recettes de CRDS inscrits. Ce taux était de 10,6% en 1999.
- En 1999, l'ACOSS avait fourni des informations permettant à la CADES d'inscrire dans ses comptes des créances pour un montant de 159,8 M€. Afin de couvrir le risque de non recouvrement de ces créances, une provision de 92,7 M€ avait été comptabilisée sur la base d'informations fournies par l'ACOSS. (la provision est déterminée en fonction des taux de recouvrement constatés et de la constatation de l'antériorité de la créance). En 2000, des informations actualisées ont permis l'inscription d'une créance supplémentaire de 3,2 M€. Une provision de 16,4 K€ a été enregistrée afin de couvrir les frais de recouvrement. En revanche, par principe de prudence la CADES n'a pas effectué la reprise de provision d'un montant de 10,5 M€ indiquée par l'ACOSS.
- La CRDS sur les revenus du patrimoine est collectée par voie de rôle. Le montant annuel est communiqué à la CADES par la Direction Générale des Impôts. Elle est en hausse de 12,85 %. La CRDS collectée sur les produits de placements, sur les ventes de bijoux et de métaux précieux ainsi que sur les gains aux jeux connaissent une augmentation respective de 9%, 2% et 19%.

Ventilation au 31/12/2000

Brut

Frais

Net

| | Brut | Frais | Net |
|---|-------------------------|----------------------|-------------------------|
| Total des recettes au titre de l'article 6 | 4 534 280 897,46 | 32 822 389,46 | 4 501 458 508,00 |
| Recettes CRDS ACOSS (sur traitements et salaires) | 3 938 662 877,47 | 19 623 123,23 | 3 919 039 754,24 |
| Recettes CRDS sur patrimoine | 283 921 550,20 | 11 640 783,56 | 272 280 766,64 |
| Recettes CRDS sur produits de placement | 210 798 544,27 | 1 053 992,85 | 209 744 551,42 |
| Recettes CRDS sur ventes de bijoux et métaux précieux | 3 380 466,19 | 16 902,45 | 3 363 563,74 |
| Recettes CRDS sur gains aux jeux | 94 219 824,66 | 471 099,20 | 93 748 725,46 |
| Variation des créances nettes sur CRDS ACOSS | 3 297 634,67 | 16 488,17 | 3 281 146,50 |

Article 9 :

Suivant l'article 9 de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996.

- Les caisses nationales du régime général et l'ACOSS vendront dans un délai de quatre ans leur patrimoine privé à usage locatif à l'exclusion du patrimoine à usage administratif ;
- Le produit des cessions sera affecté à la CADES ;
- La partie du patrimoine qui ne sera pas vendue à la date du 31/12/1999, sera transférée à la CADES ainsi que les droits et obligations qui y sont attachés.

Par arrêté du 27 décembre 1999, les immeubles non vendus ont été transférés à la CADES en date du 01/01/2000. L'intégration dans les comptes de la CADES ainsi que le suivi des opérations de gestion font l'objet d'une note spécifique. (Note 13 bis)

Note 13 : les charges générales d'exploitation

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| FRAIS DE PERSONNEL | 576 561,86 | 540 325,97 | 542 046,48 |
| Salaires et traitements | 434 176,36 | 406 809,98 | 407 959,57 |
| Charges sociales | 142 385,50 | 133 515,99 | 134 086,91 |
| AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS | 1 422 521,72 | 1 517 475,30 | 2 259 033,53 |
| Impôts et taxes | 51 015,43 | 49 937,16 | 48 217,66 |
| Services extérieurs | 1 371 506,29 | 1 467 538,14 | 2 210 815,87 |
| dont rémunération du personnel mis à disposition | 0,00 | 40 361,54 | 71 500,07 |
| TOTAL | 1 999 083,58 | 2 057 801,27 | 2 801 080,01 |

Les charges générales d'exploitation (2 M€) correspondent à la consommation du budget administratif hors immobilisations et amortissements (cf note 2). Les dépenses 2000 sur section administrative sont quasiment identiques à celles de 1999). Le rythme de croisière adopté en 1999 s'est confirmé en 2000.

Etude des différents postes du budget de gestion administrative

- Le chapitre 613 relatif aux locations de bureaux et de parking représente 9,3 % de l'exécution budgétaire totale.
- Les postes « Publicité et communication » ainsi que « Rémunérations d'intermédiaires et honoraires » représentent comme en 1999 un tiers de l'exécution budgétaire. Le chapitre 628 « Charges externes », soit 18% de l'exécution budgétaire est représentatif des dépenses d'abonnements informatiques tels que Reuter et est stable par rapport à 1999.
- La situation du personnel de la CADES est retracée budgétairement aux postes 641 et 645. Les charges de personnels affectés à l'activité de la CADES (salaires, charges salariales et patronales) s'élèvent à 576 K€ soit un quart des dépenses. Les dépenses de personnel liées à l'activité de gestion immobilière sont retracées note 13 bis.
- Les autres postes (déplacements, frais postaux et achats de fournitures) représentent 15 % de l'exécution budgétaire.

Note 13Bis : Note relative au patrimoine immobilier et à sa gestion

Cette note spécifique présente d'une part, le patrimoine immobilier inscrit en stock et d'autre part la synthèse des charges et produits liés aux opérations de gestion immobilière.

1 - Patrimoine immobilier en stock

| | Stock au 01/01/2000 | Cessions | Stock au 31/12/2000 |
|---------------------------------|------------------------|--------------|------------------------|
| Nombre d'immeubles | 36 | 1 | 35 |
| Valeur nette comptable en euros | 181 225 293,73 | 2 896 531,33 | 178 328 762,40 |

2 - Autres charges et produits d'exploitation liés aux opérations de cession immobilière en euros

| | Au 31/12/2000 |
|---------------------|---------------|
| Produits de cession | 3 277 653,87 |
| Frais de vente | - |
| Variation de stock | 2 896 531,33 |

3 - Autres charges et produits d'exploitation liés aux opérations de gestion immobilière en euros

| | Au 31/12/2000 |
|--|---------------|
| Produits des loyers | 12 329 483,28 |
| Charges de personnel | 640 276,66 |
| Services extérieurs | 4 334 980,85 |
| Impôts | 1 191 523,71 |
| Sous Total : | 6 166 781,22 |
| Dotations aux provisions pour risque et charge | 30 489,80 |
| Total : | 6 197 271,02 |

Au 01/01/2000, par arrêté du 27 décembre 1999, la partie non vendue du patrimoine privé de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés (CNAVTS) a été transférée à titre gratuit à la CADES. Ce patrimoine composé de 36 immeubles a été inscrit en compte de stock -immeubles destinés à la revente. Au cours de l'année 2000, un immeuble situé à Lille a été vendu pour un montant de 3,3 M€.

Dans l'attente de la cession totale du stock, une convention de gestion a été signée avec la CNAVTS. La CNAVTS recouvre les loyers et paie les dépenses liées à la gestion immobilière pour le compte de la CADES. En outre, la CADES a inscrit dès 2000 une provision pour risque et charges pour impayés. De l'analyse des résultats liés à la gestion immobilière, il ressort un excédent de 6,2 M€.

Note 14 : les autres charges d'exploitation non bancaire

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Versement à l'Etat | 1 905 612 715,46 | 1 905 612 715,47 | 1 905 612 715,47 |
| Frais sur recettes CRDS | 32 805 901,29 | 30 344 087,94 | 28 897 102,20 |
| Dotations aux provisions sur créances CRDS | 16 488,17 | 92 792 068,10 | 0,00 |
| Frais sur ventes d'immeubles | 0,00 | 2 195 877,73 | 0,00 |
| Autres éléments | 0,00 | 50 283,50 | 207 236,67 |
| TOTAL | 1 938 435 104,92 | 2 030 995 032,74 | 1 934 717 054,34 |

Le versement à l'Etat prévu par l'article 4 de l'ordonnance a été effectué à hauteur de 1 905 millions d'euros en 2000.

Les frais sur recettes de CRDS s'élèvent à 32,8 M€ et représentent 0,7% des recettes brutes.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 a réduit l'assiette de calcul de la CRDS. La moindre recette occasionnée par la politique sociale du gouvernement est toutefois en partie compensée par la minoration du versement que la CADES effectue au profit de l'Etat. Ainsi ce versement s'établira à hauteur de 1 852 millions d'euros tel que prévu dans la loi de finance pour 2001.

LE HORS-BILAN

Le hors-bilan publiable présente les engagements selon leur sens «donnés» ou «reçus» (engagements de financements, de garantie, sur titres). Cependant, certains engagements ne sont pas pris en compte. Il en va ainsi des engagements relatifs aux opérations en devises et sur instruments financiers à terme. Ces engagements constituent des informations données dans les notes 15 à 16.

Note 15 : les opérations en devises

| en euros | Au 31/12/2000 | | Au 31/12/1999 | | Au 31/12/1998 | |
|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| | Devises à recevoir | Devises à livrer | Devises à recevoir | Devises à livrer | Devises à recevoir | Devises à livrer |
| OPERATIONS A TERME | 8 108 958 621 | - | 7 767 597 294 | 725 343 468 | 18 394 588 959 | 624 539 733 |
| Opérations de couverture négociées de gré à gré | | | | | | |
| Change à terme contre EUR | 1 669 483 863 | - | 1 752 960 910 | 725 343 468 | 8 083 374 111 | 624 539 733 |
| < 1 an | 1 669 483 863 | | 1 752 960 910 | 725 343 468 | 5 672 983 726 | |
| de 1 à 5 ans | | | | | 1 729 672 350 | 624 539 733 |
| > 5 ans | | | | | 680 718 035 | |
| Swaps de devises contre EUR | 6 439 474 758 | - | 5 289 292 916 | | 9 686 675 115 | |
| < 1 an | 2 295 727 942 | | | 0 | 735 546 690 | |
| de 1 à 5 ans | 3 042 334 126 | | 4 392 282 942 | | 3 126 184 338 | |
| > 5 ans | 1 101 412 690 | | 897 009 974 | | 5 824 944 087 | |
| Opérations devises contre devises | - | - | 725 343 468 | | 624 539 733 | |
| < 1 an | | | 725 343 468 | | 0 | |
| de 1 à 5 ans | | | | 0 | 624 539 733 | |
| > 5 ans | | | | | | |
| Autres opérations négociées de gré à gré | | | | | | |
| Change à terme | - | - | | | | |
| OPERATIONS AU COMPTANT | | | | | | |
| Opérations négociées de gré à gré | - | - | | | | |

Le change à terme contre euros correspond aux achats à terme mis en place pour la couverture des papiers commerciaux. Il n'y a pas de devises à livrer en 2000 puisque l'emprunt Samourai en yens est échu en avril 2000.

L'augmentation du niveau des swaps de devises contre euros s'explique par la mise en place de couverture sur les émissions d'EMTN en devise et de l'assimilation sur l'emprunt obligataire en GBP au cours de l'exercice 2000.

Suite au remboursement en dollars américains de l'emprunt Samourai, il n'y a plus d'opération devise contre devise.

En 1999, la mise en place de l'euro a conduit la CADES à annuler des swaps de devises initialement négociés pour couvrir des emprunts en devises devenues «in». C'est la raison principale pour laquelle le montant des swaps de devises a été pratiquement divisé par deux entre 1998 et 1999.

Note 16 : les marchés à terme d'instruments financiers

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| INSTRUMENTS DE TAUX D'INTERET | | | |
| Marchés organisés et assimilés | | | |
| Opérations fermes de couverture | | | |
| Autres opérations fermes | | | |
| Opérations conditionnelles de couverture | | | |
| Autres opérations conditionnelles | | | |
| Gré à gré | 5 832 864 449,06 | 7 143 827 690,00 | 6 140 800 413,90 |
| Opérations fermes de couverture | | | |
| . Echanges de taux en euros | 5 504 378 367,13 | 6 832 102 564,00 | 5 829 594 349,32 |
| . Micro-couverture | 4 843 547 855,37 | 4 913 006 388,00 | 3 423 253 087,63 |
| < 1 an | 1 812 910 602,37 | 647 428 926,00 | 560 250 138,35 |
| de 1 à 5 ans | 2 020 000 000,00 | 3 632 910 602,00 | 2 329 431 388,95 |
| > 5 ans | 1 010 637 253,00 | 632 666 860,00 | 533 571 560,33 |
| . Macro-couverture (*) | 660 830 511,76 | 1 919 096 176,00 | 2 406 341 261,70 |
| < 1 an | | | |
| de 1 à 5 ans | 210 000 000,00 | 150 000 000,00 | |
| > 5 ans | 450 830 511,76 | 1 769 096 176,00 | 2 406 341 261,70 |
| . Echanges de taux en devises | 328 486 081,93 | 311 725 126,00 | 311 206 064,57 |
| < 1 an | | | |
| de 1 à 5 ans | 328 486 081,93 | 311 725 126,00 | 311 206 064,57 |
| > 5 ans | | | |
| . FRA | | | |
| . Autres | | | |
| Autres opérations fermes | | | |
| Opérations conditionnelles de couverture | | | |
| Autres opérations conditionnelles | | | |
| AUTRES INSTRUMENTS | | | |
| Instruments de cours de change | | | |
| . Marchés organisés et assimilés | | | |
| . Gré à gré | | | |
| Autres instruments | | | |
| . Marchés organisés et assimilés | | | |
| . Gré à gré | | | |

(*) y compris des contrats d'échange de taux d'intérêt indexés sur l'inflation pour un montant nominal de 508 381 milliers d'euros au 31/12/2000, 318 381 milliers d'euros au 31/12/1999

Concernant les swaps de taux mis en place par la CADES :

- Au titre de micro couverture, les montants restent stable à 4,8 Mds€
- Au titre de macro couverture, il reste principalement en portefeuille les swaps indexés sur l'inflation (508 M € sur 660 M€ au total)

Note 17 : les autres engagements hors-bilan

| en euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | | |
| Engagements reçus | | | |
| D'établissements de crédit : | | | |
| . Emprunt syndiqué multidevises | 533 571 560,33 | 686 020 577,57 | 2 439 184 275,80 |
| . Emprunt relais | | | |
| . Autres engagements de financement De la clientèle | | | |
| Engagements donnés | | | |
| En faveur d'établissements de crédit | | | |
| En faveur de la clientèle | | | |
| Versement à l'Etat | 15 244 901 723,74 | 17 150 514 439,21 | 19 056 127 154,68 |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE | | | |
| Engagements donnés | | | |
| En faveur d'établissements de crédit | | | |
| En faveur de la clientèle | | | |
| Engagements reçus | | | |
| En faveur d'établissements de crédit | | | |
| En faveur de la clientèle | | | |
| ENGAGEMENTS SUR TITRES | | | |
| Titres à recevoir | | | |
| Titres à livrer | | | |
| AUTRES ENGAGEMENTS | | | |
| Engagements donnés | | | |
| Valeurs affectées en garantie | | | |
| d'opérations sur marchés à terme | | | |
| Engagements de retraite | | | |
| Autres | | | |
| Engagements reçus | | | |
| Valeurs reçues en garantie | | | |
| sur marchés à terme | | | |
| Autres | | | |

Les autres engagements de financement reçus représentent le droit de tirage sur le crédit syndiqué multidevises négocié auprès d'un pool de banques (533,6 M€). La CADES devait verser 1,9 Mds€ par an à l'Etat jusqu'en 2008, cet engagement donné représente 15,2 Mds€ au 31/12/2000. Afin de compenser une partie de l'impact des récentes dispositions législatives prise en matière d'assiette de la CRDS, cet engagement devra diminuer dès l'année 2001.

SITUATION BILANTIELLE SYNTHETIQUE AU 31/12/2000

| | en millions d'euros |
|--|---------------------|
| REPORT A NOUVEAU DEBITEUR au 01/01/2000 | 31 712 |
| EXCEDENT AU 31/12/2000 | (1 139) |
| DOTATION EN IMMEUBLES | (181) |
| DETTE RESTANT A REMBOURSER au 31/12/2000 | 30 392 |
| Représentée par : | |
| - <u>des passifs</u> externes contractés : | |
| .dettes financières à court terme | 5 130 |
| .dettes financières à long terme | 27 998 |
| .comptes de régularisation passif et divers | 1 318 |
| - <u>déduction faite des actifs détenus</u> : | |
| .placements financiers auprès des établissements de crédit | 1 834 |
| .comptes de régularisation actif et divers | 2 220 |

COMPTE DE RESULTAT RESUME AU 31/12/2000

| | en millions d'euros |
|----------------------------------|---------------------|
| PRODUIT DE LA CRDS | 4 534,3 |
| REVENU NET DES IMMEUBLES | 6,5 |
| Charges d'intérêts | (1 814,6) |
| Commissions | (7,4) |
| Produits d'intérêts | 360,4 |
| RESULTAT FINANCIER | (1 461,6) |
| Frais de recouvrement de la CRDS | (32,8) |
| Charges générales | (2,1) |
| Frais généraux d'exploitation | (34,9) |
| EXCEDENT D'EXPLOITATION | 3 044,3 |
| Versement à l'Etat | (1 905,6) |
| EXCEDENT AU 31/12/2000 | 1 138,7 |

ENDETTEMENT NET EN VALEUR DE REMBOURSEMENT

| Hors intérêts courus non échus | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| En fonction de la durée de vie résiduelle | | | |
| en milliers d'euros | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 | Au 31/12/1998 |
| < 1 an | 3 112 543 | 4 763 018 | 7 592 734 |
| Titres de créances négociables | 2 470 438 | 2 185 865 | 7 164 804 |
| Emprunts obligataires | 1 908 051 | 2 141 919 | 637 795 |
| Placements privés | 0 | 0 | 0 |
| Appels de marge | 564 380 | 569 971 | - 126 622 |
| Opérations de trésorerie | - 1830 327 | -896 982 | - 83 243 |
| Dettes envers l'Etat | 0 | 762 245 | 0 |
| de 1 à 5 ans | 11 534 172 | 10 514 906 | 8 547 457 |
| Titres de créances négociables | 1 524 802 | 1 009 125 | 559 202 |
| Emprunts obligataires | 10 009 371 | 9 505 781 | 7 988 255 |
| > 5 ans | 16 109 302 | 16 653 286 | 16 498 708 |
| Titres de créances négociables | 598 788 | 192 818 | 192 818 |
| Emprunts obligataires | 13 618 734 | 14 568 688 | 14 417 549 |
| Placements privés | 1 891 780 | 1 891 780 | 1 888 341 |
| ENDETTEMENT NET EN VALEUR DE REMBOURSEMENT | 30 756 017 | 31 931 210 | 32 638 899 |

5.1.3 COMPTES AU 31 DECEMBRE 2001

BILAN

| en millions d'euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | | |
| Caisse, banques centrales, CCP (note 1) | 3,24 | 0,69 | 0,40 |
| Effets publics et valeurs assimilées | | | |
| Créances sur les établissements de crédit (note 1) | | | |
| . à vue | 0,06 | 0,06 | 0,13 |
| . à terme | 2 536,63 | 1 834,00 | 897,90 |
| Créances sur la clientèle | | | |
| . Autres concours à la clientèle | | | |
| Obligations et autres titres à revenus fixes | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | | | |
| Immobilisations incorporelles (note 2) | 0,04 | 0,01 | 0,02 |
| Immobilisations corporelles (note 2) | 0,06 | 0,12 | 0,16 |
| Stock d'immeubles (note 13 bis) | 178,33 | 178,33 | 0,00 |
| Autres actifs (note 3) | 50,56 | 159,58 | 71,27 |
| Comptes de régularisation (note 4) | 1 621,39 | 1 881,36 | 2 026,36 |
| TOTAL ACTIF | 4 390,31 | 4 054,15 | 2 996,24 |
| PASSIF | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit (note 5) | | | |
| . à vue | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| . à terme | 2 071,12 | 1 950,94 | 1 950,86 |
| Comptes créditeurs de la clientèle - Autres dettes | | | |
| . à vue | | | |
| . à terme | | | |
| Dettes représentées par un titre (note 6) | | | |
| . Titres de créances négociables | 245,39 | 4 742,30 | 3 641,70 |
| . Emprunts obligataires | 30 356,82 | 26 434,64 | 27 342,26 |
| . Autres dettes représentées par un titre | | | |
| Autres passifs (note 7) | 512,48 | 656,49 | 1 338,58 |
| Comptes de régularisation (note 8) | 428,40 | 662,28 | 435,24 |
| Sous total endettement | 33 614,21 | 34 446,65 | 34 708,64 |
| Provisions pour risque et charge (notes 11, 13bis) | 0,22 | 0,03 | 0,00 |
| Dotation en immeubles | 181,22 | 181,22 | |
| Report à nouveau | - 30 573,75 | - 31 712,40 | - 32 787,16 |
| Résultat | 1 168,41 | 1 138,65 | 1 074,76 |
| Situation nette | - 29 224,12 | - 30 392,53 | - 31 712,40 |
| TOTAL PASSIF | 4 390,31 | 4 054,15 | 2 996,24 |

COMPTE DE RESULTAT

| en millions d'euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| | PRODUIT NET BANCAIRE | - 1 559,97 | - 1 461,64 |
| Intérêts et produits assimilés (note 9) | 153,88 | 141,37 | 111,64 |
| . Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 129,75 | 120,64 | 92,30 |
| . Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | | | |
| . Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe | | | |
| . Autres intérêts et produits assimilés | 24,13 | 20,73 | 19,34 |
| Intérêts et charges assimilées (note 10) | - 1786,81 | - 1814,65 | -1 744,30 |
| . Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | - 144,38 | - 115,87 | -94,03 |
| . Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | | | |
| . Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe | - 1642,43 | - 1698,78 | -1 650,27 |
| . Autres intérêts et charges assimilées | | | |
| Commissions (charges) (note 10) | - 6,98 | - 7,43 | -46,22 |
| Gains sur opérations financières (note 11) | 79,96 | 219,83 | 154,78 |
| . Solde en bénéfice des opérations sur titres de transaction | | | |
| . Solde en bénéfice des opérations sur titres de placement | | | |
| . Solde en bénéfice des opérations de change | 0,01 | 0,00 | 0,42 |
| . Solde en bénéfice des opérations sur instruments financiers | 79,95 | 219,83 | 154,36 |
| Pertes sur opérations financières (note 11) | - 0,00 | - 0,87 | 0,00 |
| . Solde en perte des opérations sur titres de transaction | | | |
| . Solde en perte des opérations sur titres de placement | | | |
| . Solde en perte des opérations de change | -0,00 | -0,87 | 0,00 |
| . Solde en perte des opérations sur instruments financiers | | | |
| Autres produits d'exploitation bancaire: | 0,01 | 0,13 | 0,02 |
| Autres charges d'exploitation bancaire: | -0,03 | -0,02 | -0,05 |
| AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION | 2 728,38 | 2 600,29 | 2 598,89 |
| Charges générales d'exploitation (note 13) | -2,51 | -2,00 | -2,06 |
| . Frais de personnel | -0,55 | -0,58 | -0,54 |
| . Autres frais administratifs | -1,96 | -1,42 | -1,52 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation sur immobilisations incorporelles et corporelles | -0,06 | -0,07 | -0,10 |
| Autres produits d'exploitation: | 4 644,87 | 4 549,89 | 4 632,03 |
| . CRDS (note 12)I | 4 632,72 | 4 534,28 | 4 403,31 |
| . Reprise de provisions sur créances (note 12) | 0,10 | 0,00 | 0,00 |
| . Produits immobiliers (note 13 bis) | 12,05 | 15,61 | 228,72 |
| Autres charges d'exploitation | - 1913,92 | - 1947,53 | - 2 030,99 |
| - Versement à l'Etat (note 14) | - 1852,26 | - 1905,61 | - 1905,61 |
| - Frais sur recettes CRDS (note 14) | -34,15 | -32,81 | -30,34 |
| - Abandon de créance sur CRDS (note 14) | -2,09 | 0,00 | 0,00 |
| -Dotations aux provisions sur créances CRDS (note 12) | -17,85 | -0,02 | -92,79 |
| - Charges immobilières (note 13 bis) | -7,57 | -9,09 | -2,20 |
| - Autres | 0,00 | 0,00 | -0,05 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 1 168,41 | 1 138,65 | 1 074,76 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 1 168,41 | 1 138,65 | 1 074,76 |
| Produits exceptionnels | | | |
| Charges exceptionnelles | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 1 168,41 | 1 138,65 | 1 074,76 |

HORS - BILAN

| | Notes 15 à 17 | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| ENGAGEMENTS DONNES | | | | |
| Engagements de financement . Engagements en faveur d'établissements de crédit . Engagements en faveur de la clientèle . versement annuel à l'Etat (article 4 de l'Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996) (note 17) | | 12 000,00 | 14 818,04 | 17 150,51 |
| Engagements de garantie . Engagements d'ordre d'établissements de crédit . Engagements d'ordre de la clientèle | | | | |
| Engagements sur titres . Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise . Autres engagements donnés | | | | |
| ENGAGEMENTS RECUS | | | | |
| Engagements de financement . Engagements reçus d'établissements de crédit (note 17) | | 533,57 | 533,57 | 686,02 |
| Engagements de garantie . Engagements reçus d'établissements de crédit | | | | |
| Engagements sur titres . Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise . Autres engagements reçus | | | | |

ANNEXE AUX COMPTES 2001 DE LA CADES

D FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

◆ CRDS

Les mesures acceptées par le Conseil constitutionnel concernant la loi de financement 2001 de la Sécurité sociale consistent en l'exonération de la CRDS des retraités et des chômeurs non imposables.

Seule la mesure concernant les chômeurs non imposables est compensée par une diminution de 350 millions de Francs du versement annuel de la CADES à l'Etat, qui est passé de 12,5 Mrds à 12,15 Mrds FRF en 2001.

◆ Versements à l'Etat

Les sept versements annuels de 12,15 Mrds FRF prévus de 2002 à 2008 ont été remplacés par quatre versements annuels de 3 Mrds d'euros de 2002 à 2005 (article 38 de la loi de finance 2002, publiée au journal officiel du 29/12/01).

◆ Opérations financières

Les assimilations sur emprunts CADES se sont poursuivies : 2,18 milliards d'euros sur la souche 2006 et 300 millions d'euros sur la souche 2013.

Au sujet des EMTN, les derniers titres à zéro coupon sont échus, un EMTN à échéance 2006 a été émis pour 100 millions d'USD et la clause de rachat de l'EMTN à échéance 2008 de 10 milliards de yens a été exercée.

L'emprunt obligataire de 2 milliards d'USD émis en 1996 est venu à échéance et a été remboursé en décembre 2001.

Dans le cadre de la gestion de taux à court terme, la CADES a mis en place des swaps de macro couverture taux fixe contre « eonia ». Elle a également poursuivi ses opérations de macro couverture sur l'inflation par l'émission sur le second semestre de deux swaps pour un montant de 100 millions d'euros.

Enfin, la CADES a émis pour la première fois des titres de créance négociable (Euro Commercial paper) en dollar australien.

II) PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les principes comptables adoptés par la CADES répondent à une double logique :

Etant donné l'activité de nature financière de la CADES, les comptes annuels sont établis en conformité avec les dispositions comptables applicables aux établissements de crédit et institutions financières, ainsi qu'avec les principes comptables généralement admis en France ; il est fait notamment application du respect du principe de séparation des exercices et du principe de prudence.

Ils sont conformes au règlement n° 91.01 édicté par le Comité de la Réglementation Bancaire du 16 janvier 1991, relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit, modifié par le règlement 2000.03 du 4 juillet 2000 qui transpose en droit français la directive européenne du 8 décembre 1996 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers.

Ces comptes sont ensuite agrégés pour être conformes au plan comptable des établissements publics à caractère administratif, selon les prescriptions de l'instruction M 9-1, en vue de leur production à la Cour des Comptes.

Par avis n° 99-04, l'assemblée plénière du Conseil National de la Comptabilité, réunie le 18 mars 1999, a approuvé le plan comptable de la CADES.

Il est important de souligner la signification relative du compte de résultat de la CADES, compte tenu des spécificités de sa mission dont l'objet exclusif est d'éteindre une dette sur sa durée de vie.

Parallèlement à l'examen et à l'arrêt des comptes, le conseil d'administration de la CADES s'assure régulièrement que l'équilibre financier de la Caisse sur sa durée de vie est bien assuré par les prévisions actualisées d'encaissement de la CRDS, en fonction de l'évolution de l'échéancier d'amortissement de la dette comptabilisée au passif du bilan et des charges de la dette.

1 - Contribution au remboursement de la dette sociale

Une ressource explicitement affectée à la CADES

La contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) constituée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 a été explicitement créée comme ressource de la CADES : « Le produit des contributions constituées par le chapitre II de la présente ordonnance pour le remboursement de la dette sociale est affecté à la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale » (article 6 de l'ordonnance).

Une ressource à assiette large

Les revenus assujettis à la CRDS sont multiples. On peut distinguer :

- D'une part, les revenus d'activité et de remplacement : revenus salariaux, indemnités de licenciement et de retraites sous certaines conditions, pensions de retraite et d'invalidité, indemnités journalières de maladie ou de maternité, aides personnalisées au logement, allocations familiales, aide à l'emploi pour la garde des jeunes enfants...
- D'autre part, les revenus issus du patrimoine, les revenus des placements, de la vente de métaux précieux et de bijoux, les revenus issus des jeux.

Les contributions assises sur les revenus d'activité et de remplacement sont quotidiennement reversées par l'ACOSS (Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale) à la CADES au fur et à mesure de leur collecte.

Les contributions assises sur les autres revenus sont centralisées par les services financiers de l'Etat (recettes des impôts, trésoreries, recettes des douanes) avant d'être reversées à la CADES.

Des frais de recouvrement à la charge de la CADES

Comme le prévoit l'article 8 de l'ordonnance du 24 janvier 1996, les frais d'assiette et de recouvrement sont à la charge de la CADES. Ils sont définis forfaitairement par arrêté conjoint du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et du Ministre chargé de la Sécurité Sociale.

Le montant des contributions versées par les organismes collecteurs subit un prélèvement égal à 0,5%.

La part de CRDS sur les revenus du patrimoine perçue par voie de rôle par le réseau du Trésor Public est versée à la CADES sur la base des rôles émis et non des recouvrements effectués. En contrepartie, les sommes versées font l'objet d'un prélèvement de 4,1% constitué des frais d'assiette et de recouvrement (0,5%) ainsi que des frais de dégrèvement et de non-valeur prévus à l'article 1641 du Code général des impôts (3,60%).

Les montants effectivement encaissés par la CADES au titre de la CRDS sont retracés en « Autres produits d'exploitation » au compte de résultat.

Les frais d'assiette et de recouvrement sont comptabilisés dans le compte « Autres charges d'exploitation ».

Principe des droits constatés

En conformité avec le plan comptable des établissements de crédit et le décret du 23 mai 1996 modifiant le Code de la sécurité sociale qui fixe le principe de la mise en œuvre des droits constatés pour les organismes du régime général de sécurité sociale, la CADES applique ce mode de comptabilisation.

Sont ainsi rattachés à l'exercice les montants de CRDS encaissés par les organismes collecteurs au titre de cet exercice indépendamment de leur date d'encaissement effectif.

Afin de pouvoir comptabiliser ces produits à recevoir, la CADES reçoit des organismes de recouvrement une notification des montants rattachables à l'exercice et non encore encaissés.

2 - Patrimoine privé à usage locatif

L'ordonnance n° 96-50 du 24/01/96 instituant la CADES lui a affecté, en plus de la CRDS, le produit de « la vente du patrimoine privé à usage locatif des caisses nationales du régime général de la sécurité sociale et de l'ACOSS, à l'exclusion des locaux affectés à un usage administratif ».
« La partie de ce patrimoine qui ne sera pas vendue à la date du 31/12/1999 sera transférée à la CADES ainsi que les droits et obligations qui y sont rattachés... Pour la gestion ou la vente de ce patrimoine, la CADES peut faire appel à tous services ou organismes habilités à cet effet. La cession intégrale de ce patrimoine devra intervenir au plus tard au 31/12/2008 » (article 9).

La première opération de vente d'immeuble est intervenue en 1997 pour un montant net de 14 millions d'euros et a fait l'objet d'une comptabilisation dans les « autres produits d'exploitation non bancaire » au compte de résultat. D'autres ventes sont intervenues en 1999 pour un montant net de 226,5 millions d'euros.

Par arrêté du 27 décembre 1999, la partie non vendue du patrimoine immobilier privé à usage locatif de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés a été transférée à titre gratuit à la CADES au 01/01/2000.

S'agissant de biens destinés à la revente, ceux-ci sont enregistrés au débit d'un compte de stock « immeubles destinés à la revente » par le crédit d'une subdivision du compte de capital dénommée « dotation en immeubles ». Par décision du Conseil d'administration du 13/07/2000, la valorisation du service des domaines a été retenue. Annuellement et ceci à compter de 2001, une évaluation des immeubles inscrits en stock sera effectuée par le service des domaines. Cette évaluation permettra à la CADES, le cas échéant de provisionner dans ses comptes les moins-values latentes constatées.

En outre, dans l'attente de la cession de ces immeubles, une convention de gestion du patrimoine a été signée en décembre 1999 avec la CNAVTS. La CNAVTS effectue tous les actes nécessaires à l'administration des immeubles dans le respect de la politique immobilière définie par la CADES. Elle paie les dépenses, encaisse les loyers et assure le suivi du contentieux. L'agent Comptable de la CADES est chargé de la tenue de la comptabilité des opérations. Les opérations de charges et produits sont enregistrées par la CADES au vu des situations mensuelles de réalisation du budget remises et certifiées par la CNAVTS.

3 - Opérations en devises

Les opérations en devises font l'objet d'une comptabilisation multi-devises et sont traitées conformément aux principes suivants :

- Les opérations affectant les comptes de bilan et de hors-bilan en devises sont réévaluées en euros au cours en vigueur à la date d'arrêté ;
- Les produits et les charges libellés en devises sont convertis en euros au cours en vigueur, lors de leur inscription au compte de résultat ;
- Les pertes et les gains de change latents ou définitifs sont enregistrés au compte de résultat, au sein des charges ou produits d'exploitation bancaire.

4 - Pensions livrées sur titres

Des titres de première catégorie font l'objet de prises en pension dans le cadre du placement de la trésorerie disponible.

Les titres pris en pension sont présentés en créances sur établissements de crédit ou en créances sur la clientèle, en fonction de la nature des contreparties avec lesquelles la CADES conclut les opérations.

5 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont inscrites en comptabilité selon la méthode des coûts historiques. Elles sont amorties sur leur durée d'utilisation économique.

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de matériels de bureau et de matériels informatiques.

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels.

6 - Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires émis par la CADES figurent au passif du bilan pour leur montant nominal, augmenté des dettes rattachées.

Les emprunts obligataires en devises sont convertis en euros au cours comptant en date d'arrêté.

Les emprunts obligataires indexés sur l'inflation (indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble ménages résidant en France métropolitaine) sont réévalués en fonction d'index d'inflation de la date d'arrêté, amenant à la comptabilisation d'une prime de remboursement au passif de la CADES.

Les primes d'émission constituent des charges à répartir, enregistrées comme telles dans les comptes de régularisation, à l'actif du bilan. Elles sont amorties sur la durée des emprunts, par imputation aux comptes de charges d'exploitation bancaire.

Les primes d'émission négatives sont présentées au sein des produits constatés d'avance. Elles sont amorties sur la durée des emprunts, par imputation aux comptes de produits d'exploitation bancaire.

Les frais d'émission des emprunts obligataires sont enregistrés en totalité au compte de résultat dès l'émission de la dette, en "commissions".

7 - Provision pour risques et charges

La CADES ne constate pas de provision pour risques à caractère général. Le cas échéant, elle constate des provisions affectées à des risques déterminés, en conformité avec les principes comptables en vigueur.

8 - Contrats d'échange de taux ou de devises

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

Les contrats d'échange de taux sont conclus en conformité avec la politique de gestion du risque définie par le Conseil d'Administration.

Les contrats d'échange de devises entrent exclusivement dans le cadre de la couverture du risque de change de la CADES.

Ces contrats sont traités comptablement selon les règles et méthodes applicables aux opérations de couverture affectée : la prise en compte des résultats est symétrique à celle de l'élément couvert.

9 - Fiscalité

La CADES n'est assujettie ni aux impôts commerciaux (impôts sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée, taxe professionnelle) ni à la taxe d'apprentissage. Le seul impôt au quel elle est soumise est la taxe sur les salaires. En outre, les cessions des immeubles transmis par les caisses de sécurité sociale ne donneront lieu à aucune plus-value imposable à l'impôt sur les sociétés.

10 - Gestion du risque de contrepartie

La CADES n'est susceptible d'être exposée au risque de contrepartie que sur deux types d'opérations : les opérations de placement et les opérations sur instruments de hors bilan.

Dans les deux cas, elle a signé avec toutes ses contreparties des conventions de marché prévoyant des appels de marge.

La CADES place ses liquidités sous forme de pensions livrées. En échange du prêt consenti à la contrepartie, la CADES reçoit en pleine propriété pour la durée de la pension un titre d'Etat (OAT, BTAN, BTF) ou garanti par l'Etat. Il est à noter que les pensions sont exclusivement négociées avec des SVT, IVT ou des contreparties ayant au minimum une notation AA.

En outre, elle a mis en place des appels de marge quotidiens qui permettent de lui apporter une sécurité supplémentaire en cas de forte variation des cours des titres reçus en garantie.

Afin de gérer son risque de taux et de change, la CADES a négocié un certain nombre d'instruments financiers (achats à terme de devises, swaps de taux, swaps de devises). Aucune conclusion d'opération ne peut avoir lieu tant que la contrepartie n'a pas signé de convention de marché à terme. Chaque convention prévoit des appels de marge hebdomadaires – pour les contreparties les moins bien notées – ou mensuels.

Grâce aux seuils de déclenchement des appels de marge moins élevés pour les contreparties les moins bien notées, la CADES est toujours couverte en cas de défaillance d'une de ses contreparties.

NOTES

LE BILAN

Au 31/12/01, le bilan s'établit à 4,4 milliards d'euros pour un endettement global de 33,6 milliards. La situation nette se situe à - 29,2 milliards d'euros.

L'ACTIF

Note 1 : les opérations de trésorerie et interbancaires

Le total des créances sur les établissements de crédit se décompose en 3,2 M€ de disponibilités sur les comptes ouverts au nom de la CADES et 2 536,7 M€ de titres reçus en pension livrée à terme (dont 6,1 M€ de créances rattachées).

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|---|-------------------------|-------------------------|-----------------------|
| BANQUES CENTRALES, CCP | 3 237 257,31 | 693 457,33 | 406 223,12 |
| Banques centrales | 3 237 257,31 | 693 457,33 | 406 223,12 |
| CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 2 536 682 308,64 | 1 834 064 903,83 | 898 027 515,97 |
| A vue | 57 022,13 | 62 691,72 | 127 422,87 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 57 022,13 | 62 691,72 | 127 422,87 |
| Titres reçus en pension livrée à vue | | | |
| Créances rattachées | | | |
| A terme | 2 536 625 286,51 | 1 834 002 212,11 | 897 900 093,10 |
| Titres reçus en pension livrée à terme (< 3 mois) | | | |
| . dont pensions sur Bons du trésor | 1 204 481 506,63 | 535 138 409,97 | 535 401 683,36 |
| . dont pensions sur obligations | 1 326 012 609,46 | 1 295 188 215,02 | 279 042 698,60 |
| . dont pensions sur titres propres | | | 82 004 079,00 |
| Créances rattachées | 6 131 170,42 | 3 675 587,12 | 1 451 632,14 |
| TOTAL | 2 539 919 565,95 | 1 834 758 361,16 | 898 433 739,09 |

Note 2 : Les immobilisations incorporelles et corporelles

| en euros | Au 31/12/01 | | | | | Au 31/12/00 | Au 31/12/99 | |
|--|-------------------------------------|---------------|----------|-----------------------------|------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| | Valeur brute Début d'exercice | Acquisitions | Cessions | Valeur brute 31/12/01 | Amortissements et Provisions | Valeur nette 31/12/01 | Valeur nette 31/12/00 | Valeur nette 31/12/99 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 145 288 | 44 850 | 0 | 190 138 | 147 919 | 42 219 | 5 166 | 17 765 |
| Logiciels | 145 288 | 44 850 | 0 | 190 138 | 147 919 | 42 219 | 5 166 | 17 765 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 316 783 | 4 079 | 0 | 320 862 | 257 047 | 63 815 | 114 437 | 158 948 |
| Matériels divers | 316 783 | 4 079 | 0 | 320 862 | 257 047 | 63 815 | 114 437 | 158 948 |
| TOTAL | 462 071 | 48 929 | 0 | 511 000 | 404 966 | 106 035 | 119 603 | 176 713 |

Les comptes d'immobilisations incorporelles et corporelles traduisent, après amortissement, la valorisation des logiciels et matériels acquis par la CADES (106 K€).

Note 3: Les autres actifs

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--|----------------------|-----------------------|----------------------|
| INSTRUMENTS CONDITIONNELS ACHETES | | | |
| Instruments de taux d'intérêts | | | |
| Instruments de cours de change | | | |
| Autres instruments conditionnels | | | |
| Provision pour dépréciation des instruments conditionnels achetés | | | |
| Valeur nette des instruments conditionnels achetés | | | |
| DEBITEURS DIVERS | 50 562 451,48 | 159 583 931,53 | 71 268 853,58 |
| Dépôts de garantie versés | 0,00 | 89 242 211,15 | 4 211 374,77 |
| Dépôts de garantie versés | 0,00 | 89 206 146,00 | 4 200 000,00 |
| Créances rattachées | 0,00 | 36 065,15 | 11 374,77 |
| Créances sur cotisations de CRDS non versées à recouvrer par l'ACOSS | 50 501 329,85 | 70 338 625,31 | 67 057 478,81 |
| Créance brute | 161 055 883,97 | 163 147 181,58 | 159 849 546,91 |
| Provisions | (110 554 554,12) | (92 808 556,27) | (92 792 068,10) |
| Autres débiteurs divers sur opérations financières | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres débiteurs divers sur frais de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres débiteurs divers | 1 121,63 | 3 095,07 | 0,00 |
| TOTAL | 50 562 451,48 | 159 583 931,53 | 71 268 853,58 |

Les autres actifs correspondent principalement aux créances sur cotisations de CRDS non versées à recouvrer par l'ACOSS pour 50,5 M€ (la créance brute de 161 M€ étant diminuée d'une provision de 110,5 M€, soit un taux de provisionnement de 68,6%, conformément au niveau des provisions notifié par l'ACOSS).

Note 4: les comptes de régularisation actif

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| PRODUITS A RECEVOIR | 857 422 613,88 | 779 261 983,73 | 818 265 577,18 |
| Sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt | 124 104 352,63 | 88 466 515,96 | 73 186 718,69 |
| Sur opérations à terme de devises | 150 047 387,03 | 157 371 684,41 | 138 606 318,49 |
| Sur recettes CRDS (article 6 Ordonnance n° 96-50) | 583 270 874,22 | 533 423 783,36 | 447 773 113,05 |
| Sur vente d'immeubles (article 9 Ordonnance n° 96-50) | 0,00 | 0,00 | 158 699 426,95 |
| Autres produits à recevoir | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PERTES POTENTIELLES & PERTES A ETALER SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME | 3 962 857,95 | 5 665 521,43 | 8 724 350,40 |
| CHARGES A REPARTIR | 168 592 238,00 | 175 392 798,94 | 159 395 087,65 |
| Primes d'émission des emprunts obligataires et EMTN | 168 592 238,00 | 175 392 798,94 | 159 395 087,65 |
| Autres charges à répartir | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 2 207 619,34 | 49 687 542,47 | 26 977 933,84 |
| Charges constatées d'avance sur frais de fonctionnement | 33 461,69 | 31 880,02 | 31 028,73 |
| Intérêts précomptés sur TCN émis | 2 174 157,65 | 49 655 662,45 | 26 946 905,11 |
| Autres charges constatées d'avance | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| AUTRES COMPTES DE REGULARISATION | 589 208 848,75 | 871 352 390,08 | 1 012 995 018,89 |
| Comptes d'ajustement sur devise | 588 415 616,19 | 870 126 347,17 | 1 005 653 124,57 |
| Compte de régularisation de la gestion locative | 791 052,18 | 1 223 064,25 | 0,00 |
| Divers | 2 180,38 | 2 978,66 | 7 341 894,32 |
| TOTAL | 1 621 394 177,92 | 1 881 360 236,65 | 2 026 357 967,96 |

Les comptes de régularisation actif recensent les opérations influençant le résultat indépendamment de leur dénouement en trésorerie. Il s'agit notamment :

- des produits à recevoir pour 857,4 M€ (dont 583,2 M€ sur la CRDS et 274,2 M€ sur les opérations à terme de taux ou de devises),
- des soultes sur instruments financiers à terme à étaler pour 4 M€,
- des primes d'émission des emprunts obligataires pour 168,6 M€,
- des intérêts précomptés sur titres de créances négociables émis pour 2,2 M€,
- des comptes d'ajustement en devises pour 588 M€ (comptes techniques permettant le passage au résultat de la réévaluation des comptes de hors-bilan).

La diminution des comptes d'ajustement en devises s'explique par l'échéance au mois de décembre de l'emprunt obligataire de 2 milliards de dollars.

LE PASSIF

Le passif distingue la situation nette de la CADES des autres éléments de passif.

La situation nette, composée du report à nouveau, du résultat de l'exercice et de la dotation en immeubles s'élève à -29 224,1 M€. Elle correspond à la dette transférée à la CADES (-34 148,5 M€) diminuée des résultats cumulés de l'établissement (4 743,2 M€ depuis 1996) et de la dotation en immeubles du 01/01/2000 (181,2 M€).

L'endettement, qui s'élève globalement à 33 614,2 M€, est essentiellement composé de dettes envers les établissements de crédit (2 071,1 M€), de dettes représentées par un titre (30 602,2 M€) ainsi que des comptes de régularisation (428,4 M€) et d'autres passifs (512,5 M€).

Note 5 : Les opérations de trésorerie et interbancaires

| en euros | Au 31/12/2001 | | | | Total | Au 31/12/2000 Au 31/12/1999 | |
|---|-----------------------|-------------------|-----------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------------|
| | <= 3 mois | > 3 mois <= 1 an | > 1 an <= 5 ans | > 5 ans | | Total | Total |
| BANQUES CENTRALES | | | | | 0 | 0 | 0 |
| DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 179 167 417,22 | 167 164,04 | | 1 891 779 960,43 | 2 071 114 541,69 | 1 950 942 765,47 | 1 950 860 875,52 |
| A vue | | | | | | | |
| Comptes ordinaires créditeurs | 1,83 | | | | 1,83 | 142,07 | 2,02 |
| A terme | | | | | | | |
| Titres donnés en pension livrée | 99 993 652,00 | | | | 99 993 652,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes et emprunts | | | | 1 891 779 960,43 | 1 891 779 960,43 | 1 891 779 960,43 | 1 891 779 960,43 |
| Dettes rattachées | 79 173 763,39 | 167 164,04 | | | 79 340 927,43 | 59 162 662,97 | 59 080 913,07 |
| TOTAL | 179 167 417,22 | 167 164,04 | | 1 891 779 960,43 | 2 071 114 541,69 | 1 950 942 765,47 | 1 950 860 875,52 |

Les dettes envers les établissements de crédit correspondent principalement à des placements privés d'une valeur de 3,7 milliards de marks allemands. Il s'agit de :

- 1 milliard de marks allemands à taux progressif (4,47 % du 29/12/97 au 29/12/2000 puis 5,885 % jusqu'au 29/12/2008)
- 700 millions de marks allemands à taux progressif (4,18 % du 09/01/98 au 09/01/2001 puis 5,715 % jusqu'au 09/01/2009)
- 500 millions de marks allemands à taux progressif (4,18 % du 07/01/98 au 07/01/2001 puis 5,72% jusqu'au 07/01/2009)
- 1 milliard de marks allemands à taux progressif (4,47 % du 05/01/98 au 05/01/2001 puis 5,885 % jusqu'au 05/01/2009)
- 500 millions de marks allemands à taux progressif (4,47 % du 05/01/98 au 05/01/2001 puis 5,885% jusqu'au 05/01/2009)

Il est à noter que les contreparties n'ont pas exercé les options de rachat prévues au terme des trois années après la souscription de ces placements.

Dans le cadre de ses opérations de trésorerie et de son financement à court terme, la CADES a également mis en pension livrée des titres obligataires à hauteur de 100 M€.

Note 6 : les dettes représentées par un titre

| en milliers d'euros | Au 31/12/01 | | | | Total | Au 31/12/00 Au 31/12/99 | |
|--|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|
| | <= 3 mois | > 3 mois <= 1 an | > 1 an <= 5 ans | > 5 ans | | Total | Total |
| TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES | 170 203 | 44 820 | 0 | 30 367 | 245 390 | 2 053 203 | 2 190 884 |
| Billets de trésorerie émis en euros | 0 | | | | 0 | 155 000 | 1 217 900 |
| BMTN émis en euros | | | | 27 970 | 27 970 | 27 970 | 0 |
| Papiers commerciaux émis en euros | 0 | | | | 0 | 200 000 | 100 000 |
| Papiers commerciaux émis en devises | 170 203 | 44 820 | | | 215 023 | 1 669 484 | 872 984 |
| Autres TCN émis en devises | | | | | | | |
| Dettes rattachées | | | | 2 397 | 2 397 | 749 | 0 |
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES | 1 276 348 | 3 818 315 | 10 796 619 | 14 465 537 | 30 356 819 | 29 123 733 | 28 793 075 |
| Emprunts obligataires émis en euros | | 2 770 765 | 9 217 958 | 13 083 920 | 25 072 643 | 21 563 987 | 22 026 897 |
| Emprunts obligataires émis en devises | 1 134 687 | | 337 177 | 838 127 | 2 309 991 | 4 369 506 | 4 821 144 |
| EMTN émis en euros (*) | | 261 800 | | 426 161 | 687 961 | 889 229 | 396 161 |
| EMTN émis en devises (*) | | 328 677 | 1 241 484 | 117 329 | 1 687 490 | 1 738 124 | 1 021 747 |
| Dettes rattachées | 141 661 | 457 073 | | | 598 734 | 562 887 | 527 126 |
| AUTRES DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE | | | | | | | |
| TOTAL | 1 446 551 | 3 863 135 | 10 796 619 | 14 495 904 | 30 602 209 | 31 176 936 | 30 983 959 |

(*) : les EMTN sont assimilés à des titres obligataires et non plus à des titres de créances négociables

Composition de l'endettement

L'endettement sous forme de titres se décompose de la manière suivante :

- Titres de créances négociables pour 245,4 M€
- Emprunts obligataires et titres assimilés pour 30 356,7 M€ ; l'endettement obligataire est composé de :

1. l'endettement obligataire en devises "in":

- des emprunts émis antérieurement au 01/01/99 et convertis en euros
- une émission 5,5 % à échéance 25 avril 2002 pour un volume de 2 770 764 656 EUR
- une émission 6,25 % à échéance 25 octobre 2007 pour un volume de 2 610 384 484 EUR
- une émission 6 % à échéance 25 juillet 2005 pour un volume de 2 332 317 488 EUR
- une émission à taux progressif (5,18 % du 16/04/1997 au 16/04/2003 puis 7 % jusqu'au 16/04/2008) pour un volume de 99 091 860 EUR ; cette émission comprend une option de remboursement au pair au gré de l'émetteur au terme de la sixième année
- une émission euro-fongible 5,125 % à échéance 25 octobre 2008 pour un volume de 4 044 497 106 EUR
- une émission euro-fongible 5,25 % à échéance 25 octobre 2012 pour un volume de 3 000 000 000 EUR
- une émission 4,71% à échéance 11 mai 2008 pour un volume de 304 900 000 EUR
- une émission 4,6% à échéance 15 juillet 2010 pour un volume de 228 675 000 EUR

- des emprunts émis antérieurement au 01/01/99 non redénominés :

- une émission à taux progressif (4,63 % du 17/12/1997 au 17/12/2001 puis 5,94 % jusqu'au 17/12/2008) pour un volume de 2 635 MF ; cette émission comprenait une option de rachat au pair au gré du porteur au terme de la quatrième année qui n'a pas été exercée à la fin de l'exercice
- une émission en florins néerlandais 6,375 % à échéance 29 juillet 2004 pour un volume de 2 097 135 000 NLG

- des emprunts émis en euros après le 01/01/99 :

- une émission 3,375% à échéance 12 juillet 2004 pour un volume de 3 milliards d'euros
- une émission à échéance 2013 indexée sur l'inflation française hors tabac pour un volume de 2,395 milliards d'euros après assimilations et compte tenu d'une prime de remboursement de 95 M€ revalorisée d'après le dernier index d'inflation connu au 31/12/01. Sur la base des anticipations de marché, la CADES prévoit une prime de remboursement finale de 701,2 M€ à l'échéance de l'emprunt.
- une émission à échéance 2006 indexée sur l'inflation française hors tabac pour un volume de 2,934 milliards d'euros après assimilations et compte tenu d'une prime de remboursement de 104 M€ revalorisée d'après le dernier index d'inflation connu au 31/12/01. Sur la base des anticipations de marché, la CADES prévoit une prime de remboursement finale de 271 M€ à l'échéance de l'emprunt.

2. l'endettement obligataire en devises "out":

- une émission en dollars américains 6,5 % à échéance 11 mars 2002 pour un volume de 1 milliard ;
- une émission en francs suisses 2,5 % à échéance 17 mars 2003 pour un volume de 500 millions ;
- une émission en livres anglaises 6,25 % à échéance 5 mars 2008 pour un volume de 510 millions.

3. l'endettement obligataire assimilé

- Il s'agit des EMTN (Euro Medium Term Notes) émis par la CADES dans le cadre du programme établi en 1998 avec un groupe de banques. Au 31/12/01, on dénombre 12 EMTN non échus, en euro et en devises (GBP, HKD, USD, JPY), pour un montant total de 2,37 milliards d'euros.

L'endettement à moins d'un an ressort à 5 310 M€ et celui à plus de 5 ans à 14 496 M€ contre respectivement 5 071 M€ et 14 319 M€ au 31/12/2000. L'endettement à échéance entre 1 an et 5 ans est passé de 11 786 M€ à 10 797 M€ au cours de l'année 2001.

La structure de la dette de la CADES au 31/12/01 reste stable comparée aux exercices antérieurs :

| Endettement | 31/12/01 | 31/12/00 | 31/12/99 |
|------------------------|----------|----------|----------|
| A court terme (< 1an) | 17,3% | 16,3% | 16,7% |
| A moyen terme | 35,3% | 37,8% | 35,3% |
| A long terme (> 5 ans) | 47,4% | 45,9% | 48,0% |

Suite à l'échéance de l'emprunt obligataire de 2 milliards d'USD et de la réduction de l'endettement en papiers commerciaux en devises, la part de la dette émise en devises diminue fortement au 31/12/01 :

| Endettement | 31/12/01 | 31/12/00 | 31/12/99 |
|-------------|----------|----------|----------|
| En devises | 13,8% | 24,9% | 21,6% |
| En Euro | 86,2% | 75,1% | 78,4% |

Note 6 bis : Opérations en euros et en devises avant et après opérations de couverture

Cette note présente l'incidence des opérations de couverture sur la dette initiale ainsi que la structure des taux avant et après couverture.

| en millions d'euros | Dette initiale | | Opérations de couverture | | Dette finale | |
|---------------------------|----------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------------|---------------|
| | en devises | en euros | en devises | en euros | en devises | en euros |
| Dette en euros | | 27 680 | | 3 727 | | 31 407 |
| Dette en devises | | contrevaieur au 31/12/01 | | contrevaieur au 31/12/01 | | |
| CHF | 500 | 337 | -500 | -337 | 0 | 0 |
| GBP | 710 | 1 167 | -710 | -1 167 | 0 | 0 |
| HKD | 500 | 73 | -500 | -73 | 0 | 0 |
| JPY | 3 000 | 26 | -3 000 | -26 | 0 | 0 |
| USD | 2 300 | 2 610 | -2 300 | -2 610 | 0 | 0 |
| Sous-total devises | | 4 213 | | -4 213 | | 0 |
| Total général | | 31 893 | | -486 | | 31 407 |

Le premier tableau retrace la dette nominale initiale suivant qu'elle ait été émise en euro (devises « in ») ou en devises « out ». Toutes les opérations en devises étant couvertes, la CADES est finalement endettée uniquement en euros. Ces couvertures ont permis de neutraliser l'impact des variations des taux de change sur la dette de la CADES. Cet impact se chiffre à 486 M€ au 31/12/01.

| en millions d'euros | Dette initiale | | | | Incidence des couvertures | | | | Dette finale | | | |
|----------------------------|----------------|---------------|---------------|------------|---------------------------|---------------|------------|---------------|---------------|------------|--|--|
| | en devises | en euros | total | % | en devises | en euros | en devises | en euros | total | % | | |
| Taux fixe | | | | | | | | | | | | |
| TCN | | 28 | 28 | | | -28 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Euro-MTN | 1 688 | 668 | 2 356 | | -1 688 | -668 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Emprunts obligataires | 2 310 | 19 744 | 22 054 | | -2 310 | -1 208 | 0 | 18 536 | 18 536 | | | |
| Placements privés | | 1 892 | 1 892 | | | | 0 | 1 892 | 1 892 | | | |
| Swaps de macro couverture | | | | | | -638 | 0 | -638 | -638 | | | |
| Total taux fixe | 3 998 | 22 332 | 26 330 | 83 | -3 998 | -2 542 | 0 | 19 790 | 19 790 | 63 | | |
| Taux variable | | | | | | | | | | | | |
| TCN | 215 | | 215 | | -215 | 233 | 0 | 233 | 233 | | | |
| Euro-MTN | | 20 | 20 | | | 2 126 | 0 | 2 146 | 2 146 | | | |
| Emprunts obligataires | | | 0 | | 0 | 3 272 | 0 | 3 272 | 3 272 | | | |
| Swaps de macro couverture | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Total taux variable | 215 | 20 | 235 | 0 | -215 | 5 631 | 0 | 5 651 | 5 651 | 18 | | |
| Taux indexé | | | | | | | | | | | | |
| Emprunts obligataires | | 5 328 | 5 328 | | | | | 5 328 | 5 328 | | | |
| Swaps de macro couverture | | | | | | 638 | | 638 | 638 | | | |
| Total taux indexé | 0 | 5 328 | 5 328 | 17 | 0 | 638 | 0 | 5 966 | 5 966 | 19 | | |
| Total général | 4 213 | 27 680 | 31 893 | 100 | | -486 | 0 | 31 407 | 31 407 | 100 | | |

Le deuxième tableau indique la structure des taux de la CADES. Les opérations de couverture modifient cette répartition initiale de sorte qu'au final, la CADES se retrouve endettée en taux fixe à hauteur de 63%, à taux variable à hauteur de 18% et à taux indexé sur l'inflation à hauteur de 19%.

Note 7 : les autres passifs

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|---|-----------------------|-----------------------|-------------------------|
| DEPOTS DE GARANTIE RECUS | 512 295 689,26 | 655 947 288,40 | 575 576 304,49 |
| Dépôts de garantie reçus | 511 263 493,32 | 653 586 629,63 | 574 171 267,71 |
| Dettes rattachées | 1 032 195,94 | 2 360 658,77 | 1 405 036,78 |
| AUTRES CREDITEURS SUR OPERATIONS FINANCIERES | 154 793,42 | 448 812,66 | 657 132,89 |
| AUTRES CREDITEURS SUR OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT | 33 886,29 | 94 994,77 | 762 348 727,75 |
| Versement à l'Etat à effectuer | 0,00 | 0,00 | 762 245 086,19 |
| Dettes fiscales | 4 333,06 | 0,00 | 48 898,94 |
| Dettes sociales | 12 321,84 | 50 108,09 | 45 490,48 |
| Fournisseurs | 16 446,41 | 40 823,05 | 9 192,68 |
| Autres créiteurs divers | 784,98 | 4 063,63 | 59,46 |
| TOTAL | 512 484 368,97 | 656 491 095,83 | 1 338 582 165,13 |

Les autres passifs correspondent :

- aux dépôts de garantie versés dans le cadre des contrats de marché à terme mis en place afin de couvrir le risque de contrepartie (512,3 M€),
- aux commissions dues et aux dettes de fonctionnement (0,2 M€).

Note 8 : les comptes de régularisation passif

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| CHARGES A PAYER | 160 454 466,43 | 142 500 922,20 | 124 462 894,48 |
| Sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts | 91 906 929,37 | 63 676 710,40 | 51 535 635,65 |
| Sur opérations à terme de devises | 64 557 513,64 | 75 183 885,18 | 68 261 351,47 |
| Commissions à payer sur opérations de marché | 167 611,49 | 162 771,83 | 130 883,66 |
| Charges à payer sur frais de fonctionnement | 216 094,48 | 335 162,17 | 386 945,02 |
| Frais à payer sur recettes CRDS | 3 472 317,65 | 3 026 292,43 | 2 638 793,26 |
| Frais à payer sur ventes d'immeubles | 0,00 | 0,00 | 1 398 046,69 |
| Autres charges à payer | 133 999,80 | 116 100,19 | 111 238,73 |
| GAINS POTENTIELS & GAINS A ETALER SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME | 132 700 911,15 | 442 859 192,62 | 207 106 961,47 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 133 252 243,37 | 76 909 021,01 | 99 594 664,14 |
| Primes d'émission des emprunts obligataires | 133 252 243,37 | 76 909 021,01 | 99 594 664,14 |
| Autres produits constatés d'avance | | | |
| AUTRES COMPTES DE REGULARISATION | 1 996 763,32 | 9 950,98 | 4 074 332,97 |
| TOTAL | 428 404 384,27 | 662 279 086,81 | 435 238 853,06 |

S'élevant à 428,4 M€, les comptes de régularisation passif recensent les opérations influençant le résultat indépendamment de leur dénouement en trésorerie. Il s'agit notamment :

- des charges à payer sur swaps de taux (91,9 M€), sur CRDS (3,5 M€), sur la jambe euros des swaps de devises (64,6 M€) et sur divers frais,
- des soultes à étaler sur swaps de devises (132,7 M€),
- des produits constatés d'avance sur les primes d'émission sur emprunts obligataires (133,3 M€)
- d'autres régularisations (2 M€)

LE COMPTE DE RESULTAT

Il distingue le produit net bancaire des autres produits et charges d'exploitation pour faire apparaître le résultat de l'exercice.

| | |
|---|-------------|
| Produit net bancaire | - 1 560 M € |
| Autres produits et charges d'exploitation | +2 728 M € |
| Résultat brut d'exploitation = résultat de l'exercice | 1 168 M € |

La mission de la CADES est d'apurer la dette qui lui a été transférée. Le résultat dégagé ne correspond pas à un excédent de trésorerie. Il signifie que la CADES rembourse ses dettes.

Le produit net bancaire

Il s'agit du résultat de l'exploitation bancaire, qui rapproche le coût de l'endettement, les produits de trésorerie et le solde des opérations financières.

Note 9: les produits de trésorerie

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 129 748 438,81 | 120 639 264,88 | 92 303 305,24 |
| Intérêts sur opérations à vue | | | |
| Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs | 9 794,32 | 945,77 | 22 407,05 |
| Intérêts sur prêts | | | |
| Intérêts sur titres reçus en pension livrée | 58 247,11 | 89 120,98 | 35 743,02 |
| Intérêts sur opérations à terme | | | |
| Intérêts sur prêts en francs | | | |
| Intérêts sur prêts en devises | | | |
| Intérêts sur titres reçus en pension livrée | 116 782 572,52 | 96 557 400,16 | 40 561 665,22 |
| Autres intérêts | 12 897 824,86 | 23 991 797,97 | 51 683 489,95 |
| INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Intérêts sur titres de placement et d'investissement | | | |
| Autres intérêts sur opérations sur titres | | | |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 24 131 914,04 | 20 730 605,35 | 19 339 188,49 |
| TOTAL | 153 880 352,85 | 141 369 870,23 | 111 642 493,73 |

Ces produits correspondent :

- Aux revenus des placements de la trésorerie excédentaire de la CADES sur prises en pension livrée de titres (117 M€),
- A l'amortissement des primes d'émission des emprunts émis (24 M€),
- Au déport sur achats à terme (13 M€).

Note 10: le coût de l'endettement

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 144 378 133,30 | 115 869 151,80 | 94 028 990,20 |
| Intérêts sur dettes à vue | | | |
| Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs | 4,11 | 0,01 | 21 979,99 |
| Intérêts sur emprunts au jour le jour | | | |
| Intérêts sur titres donnés en pension livrée | 22 540,12 | 40 406,00 | 23 989,61 |
| Intérêts sur dettes à terme | | | |
| Intérêts sur emprunt CDC (transfert de dette) | | | |
| Intérêts sur emprunt syndiqué | | | |
| Intérêts sur titres donnés en pension livrée | 186 196,70 | 303 286,64 | 25 044,53 |
| Intérêts sur placements privés | 109 992 716,93 | 82 823 461,39 | 82 783 354,65 |
| Autres intérêts et charges assimilés | 34 176 675,44 | 32 701 997,76 | 11 174 621,42 |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE | 1 642 426 118,34 | 1 698 775 949,83 | 1 650 266 025,38 |
| Charges sur dettes constituées par des titres | | | |
| Intérêts sur titres de créances négociables émis en euros (*) | 8 813 321,39 | 18 118 006,22 | 31 943 382,24 |
| Intérêts sur titres de créances négociables émis en devises (*) | 53 352 273,82 | 64 502 378,62 | 134 220 761,00 |
| Intérêts sur emprunts obligataires et titres assimilés en euros (*) | 1 157 716 805,53 | 1 167 152 678,43 | 1 098 190 938,24 |
| Intérêts sur emprunts obligataires et titres assimilés en devises (*) | 321 324 733,01 | 363 047 788,77 | 342 011 490,16 |
| Autres charges sur dettes constituées par titres | 101 210 142,27 | 85 945 036,08 | 43 750 164,28 |
| Autres intérêts et charges assimilées | 8 842,32 | 10 061,71 | 149 289,46 |
| COMMISSIONS | 6 983 702,85 | 7 427 949,92 | 46 221 955,56 |
| Commissions sur emprunts à terme auprès d'établissements de crédit | 135 772,34 | 139 928,90 | 404 959,13 |
| Commissions sur titres de créances négociables émis (*) | 77 743,69 | 573 844,21 | 605 060,50 |
| Commissions sur emprunts obligataires (*) | 6 547 578,64 | 6 441 025,02 | 45 063 856,40 |
| Autres commissions sur opérations sur titres | 220 383,18 | 270 926,79 | 148 079,53 |
| Autres commissions | 2 225,00 | 2 225,00 | 0,00 |
| TOTAL | 1 793 787 954,49 | 1 822 073 051,55 | 1 790 516 971,14 |

(*) Les charges sur EMTN sont assimilées à des charges sur titres obligataires et non plus à des charges sur titres de créances négociables
Le coût de l'endettement baisse légèrement (-1,6%) et se décompose en :

- 1 642 M€ de charges sur dettes,
- 144 M€ d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (intérêts sur placements privés, titres donnés en pension livrée et appels de marge),
- 7 M€ de commissions.

Note 11 : résultat sur opérations financières

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--|----------------------|-----------------------|-----------------------|
| SOLDE DES OPERATIONS DE CHANGE | 6 728,16 | -866 721,91 | 418 796,81 |
| Autres opérations de change | 6 728,16 | -866 721,91 | 418 796,81 |
| SOLDE DES OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS | 79 948 893,41 | 219 825 866,22 | 154 364 177,67 |
| Intérêts et soultes sur swaps de devises | 92 649 624,26 | 146 626 126,64 | 165 284 995,65 |
| Intérêts sur swaps de taux | -12 673 380,52 | 73 199 739,58 | -10 920 817,98 |
| Micro-couverture | -11 066 316,21 | -17 670 016,10 | -26 094,61 |
| Macro-couverture | -1 607 064,31 | 90 869 755,68 | -10 894 723,37 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des positions isolées | -27 350,33 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | 79 955 621,57 | 218 959 144,31 | 154 782 974,48 |

Les swaps de devises et de taux mis en place ont dégagé un résultat positif de 80 M€. Ce résultat se décompose comme suit :

- +93 M€ pour les intérêts et soultes sur swap de devises,
- -13 M€ pour les intérêts et soultes sur swaps de taux dont :
 - 2 M€ pour les swaps de macro-couverture ;
 - 11 M€ pour les swaps de micro couverture.

Les autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation recensent principalement d'une part, les produits et charges spécifiques institués par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 (CRDS, vente de patrimoine immobilier et versement à l'Etat) et d'autre part, les charges générales d'exploitation et les dotations aux amortissements pour dépréciation des immobilisations.

Note 12 : les recettes nettes affectées à la CADES par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| RECETTES CRDS NETTES (article 6) | 4 598 563 747,43 | 4 498 177 361,50 | 4 213 120 966,57 |
| Recettes CRDS ACOSS (sur traitements et salaires) | 3 995 304 994,18 | 3 919 039 754,24 | 3 697 694 979,02 |
| Recettes CRDS sur patrimoine | 292 707 850,85 | 272 280 766,64 | 241 266 302,95 |
| Recettes CRDS sur produits de placement | 209 791 809,32 | 209 744 551,42 | 192 113 978,35 |
| Recettes CRDS sur ventes de bijoux et métaux précieux | 3 240 049,56 | 3 363 563,74 | 3 295 377,14 |
| Recettes CRDS sur gains aux jeux | 97 519 043,52 | 93 748 725,46 | 78 750 329,11 |
| Variation des créances nettes sur CRDS ACOSS | -19 837 295,46 | 3 281 146,50 | 67 057 478,81 |
| exercice en cours | 0,00 | 3 297 634,67 | 38 064 837,84 |
| exercices précédents | (2 091 297,61) | 0,00 | 121 784 709,07 |
| dotation aux provisions | (17 845 682,76) | (16 488,17) | (92 792 068,10) |
| reprise de dotation | 99 684,91 | 0,00 | 0,00 |
| VENTE DU PATRIMOINE IMMOBILIER AVANT TRANSFERT DE PROPRIETE (article 9) | 0,00 | 0,00 | 226 523 382,83 |
| TOTAL | 4 578 726 451,97 | 4 501 458 508,00 | 4 506 701 828,21 |

Cette note indique les recettes affectées à la CADES par les articles 6 et 9 de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996.

Article 6 :

- Le montant de la CRDS, nette des frais de recouvrement, s'élève à 4 598 M€, en hausse de 2,2% par rapport à l'exercice 2000.
- La CRDS sur les salaires et traitements (circuit de l'ACOSS) représente 86,9 % du montant global. Le reste de la CRDS est recouvré par le réseau du Trésor, prélevé principalement sur le capital (patrimoine et produits de placements) et sur les jeux.
- Les produits à recevoir inscrits au 31/12/01 représentent 12,6% des recettes globales de CRDS en 2001 (11,8% en 2000).
- L'ACOSS fournit des informations permettant à la CADES d'inscrire les créances non encore recouvrées et la provision pour risque de non recouvrement dans ses comptes (la provision étant déterminée en fonction des taux de recouvrement constatés et de l'antériorité de la créance). La créance nette a variée de 19,8 M€ suite à aux abandons de créance (-2,1 M€), aux dotations aux provisions (-17,9 M€) et aux reprises des frais provisionnés sur la créance nette (+0,1 M€) - cf. note 3.
- Les remboursements de créances liquidées antérieurement au 31/12/1999 au titre des Règlements Communautaires de la CEE et des Accords Bilatéraux de Sécurité Sociale reçus des pays étrangers sont reversés à partir du 31/12/1997 par la CNAMTS à la CADES si ce reversement n'aggrave pas ou ne crée par de déficit à la CNAMTS. Compte tenu des déficits de la CNAMTS en 1998, 1999, 2000 et 2001, les 216,13 M€ recouvrés pendant ces exercices ne seront pas reversés à la CADES.

| Ventilation au 31/12/2001 | Brut | Frais | Net |
|---|-------------------------|----------------------|-------------------------|
| Total des recettes au titre de l'article 6 | 4 632 715 314,86 | 34 151 567,43 | 4 598 563 747,43 |
| Recettes CRDS ACOSS (sur traitements et salaires) | 4 015 381 903,85 | 20 076 909,67 | 3 995 304 994,18 |
| Recettes CRDS sur patrimoine | 305 221 950,83 | 12 514 099,98 | 292 707 850,85 |
| Recettes CRDS sur produits de placement | 210 846 039,61 | 1 054 230,29 | 209 791 809,32 |
| Recettes CRDS sur ventes de bijoux et métaux précieux | 3 256 331,42 | 16 281,86 | 3 240 049,56 |
| Recettes CRDS sur gains aux jeux | 98 009 089,15 | 490 045,63 | 97 519 043,52 |

Article 9 :

Suivant l'article 9 de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996,

- Les caisses nationales du régime général et l'ACOSS vendront dans un délai de quatre ans leur patrimoine privé à usage locatif à l'exclusion du patrimoine à usage administratif ;
- Le produit des cessions sera affecté à la CADES ;
- La partie du patrimoine qui ne sera par vendue à la date du 31/12/1999, sera transférée à la CADES ainsi que les droits et obligations qui y sont attachés.

Par arrêté du 27 décembre 1999, les immeubles non vendus ont été transférés à la CADES en date du 01/01/2000. L'intégration dans les comptes de la CADES ainsi que le suivi des opérations de gestion font l'objet d'une note spécifique. (Note 13 bis)

Note 13 : les charges générales d'exploitation

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| FRAIS DE PERSONNEL | 554 271,72 | 576 561,86 | 540 325,97 |
| Salaires et traitements | 422 608,09 | 434 176,36 | 406 809,98 |
| Charges sociales | 131 663,63 | 142 385,50 | 133 515,99 |
| AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS | 1 960 543,35 | 1 422 521,72 | 1 517 475,30 |
| Impôts et taxes | 51 624,12 | 51 015,43 | 49 937,16 |
| Services extérieurs | 1 908 919,23 | 1 371 506,29 | 1 467 538,14 |
| dont rémunération du personnel mis à disposition | 0,00 | 0,00 | 40 361,54 |
| TOTAL | 2 514 815,07 | 1 999 083,58 | 2 057 801,27 |

Les charges générales d'exploitation correspondent à la consommation du budget administratif hors immobilisations et amortissements (cf. note 2). La hausse constatée au 31/12/01 provient principalement de la progression des dépenses liées aux prestations de services extérieurs (+40%).

Note 13Bis : Note relative au patrimoine immobilier et à sa gestion

Cette note spécifique présente d'une part, le patrimoine immobilier inscrit en stock et d'autre part la synthèse des charges et produits liés aux opérations de gestion immobilière (cf. tableaux page suivante).

Au 01/01/2000, par arrêté du 27 décembre 1999, la partie non vendue du patrimoine privé de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés (CNAVTS) a été transférée à titre gratuit à la CADES. Ce patrimoine, initialement composé de 36 immeubles, a été inscrit en compte de stock -immeubles destinés à la revente.

Dans l'attente de la cession totale du stock, une convention de gestion a été signée avec la CNAVTS. La CNAVTS recouvre les loyers et paie les dépenses liées à la gestion immobilière pour le compte de la CADES.

De l'analyse des résultats liés à la gestion immobilière, il ressort un excédent de 4,5 M€, après la prise en compte d'une dotation aux provisions de 188 K€ sur les impayés qui sont ou risquent d'être irrécouvrables.

L'ensemble du patrimoine doit être cédé au cours de l'année 2002. Un premier groupe de 9 immeubles sera vendu à la fin du premier trimestre 2002 pour un montant global de 63,45 M€ (d'après les prix fermes des offres définitives) alors que leur valeur bilantaire au 31/12/01 est de 48,89 M€. Pour ce premier groupe, immeuble par immeuble, aucune dépréciation du stock n'est à constater dans les comptes de la CADES au 31/12/01.

Enfin, par lettre du 9 octobre 2001 au Président de la CNAMTS, la CADES a demandé le reversement de la vente du groupe d'immeuble Paul Cézanne. Le président de la CNAMTS ayant répondu par la négative, la CADES a saisi la Direction des affaires juridique du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sur ce sujet.

en euro

1 - Patrimoine immobilier en stock

| | Stock au 01/01/2000 | Cessions | Stock au 31/12/2001 |
|---------------------------------|------------------------|--------------|------------------------|
| Nombre d'immeubles | 36 | 1 | 35 |
| Valeur nette comptable en euros | 181 225 293,73 | 2 896 531,33 | 178 328 762,40 |

Par décision du Conseil d'Administration de la CADES du 13/07/2000, la valorisation du service des Domaines a été retenue

2 - Autres charges et produits d'exploitation liés aux opérations de cession immobilière en euros

| | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 |
|---------------------|---------------|---------------|
| Produits de cession | 0,00 | 3 277 653,87 |
| Frais de vente | 0,00 | - |
| Variation de stock | 0,00 | 2 896 531,33 |

il n'y a pas eu de vente d'immeuble au cours de l'exercice 2001

3 - Autres charges et produits d'exploitation liés aux opérations de gestion immobilière en euros

| | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 |
|---|---------------|---------------|
| Produits des loyers | 12 055 925,37 | 12 329 483,28 |
| Charges de personnel | 622 804,13 | 640 276,66 |
| Services extérieurs | 5 902 674,39 | 4 334 980,85 |
| Impôts | 835 668,11 | 1 191 523,71 |
| Charges exceptionnelles | 50 860,30 | 0,00 |
| Sous Total : | 7 412 006,93 | 6 166 781,22 |
| Dotation aux provisions pour risques et charges | 188 522,13 | 30 489,80 |
| Reprise de dotation pour risques et charges | 30 489,80 | 0,00 |
| Total : | 7 570 039,26 | 6 197 271,02 |

Note 14 : les autres charges d'exploitation non bancaire

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Versement à l'Etat | 1 852 255 559,44 | 1 905 612 715,46 | 1 905 612 715,47 |
| Frais sur recettes CRDS | 34 151 567,43 | 32 805 901,29 | 30 344 087,94 |
| Abandon de créance CRDS | 2 091 297,61 | 0,00 | 0,00 |
| Dotations aux provisions sur créances CRDS | 17 845 682,76 | 16 488,17 | 92 792 068,10 |
| Frais sur ventes d'immeubles | 0,00 | 0,00 | 2 195 877,73 |
| Autres éléments | 0,00 | 0,00 | 50 283,50 |
| TOTAL | 1 906 344 107,24 | 1 938 435 104,92 | 2 030 995 032,74 |

Le versement annuel à l'Etat prévu par la loi de finance 2001 est de 1 852 M€. Il sera porté à 3 milliards d'euros à partir de l'exercice 2002 (cf. note 17). Les frais sur recettes de CRDS représentent 0,7% des recettes brutes.

Sachant que le taux de provisionnement statistique appliqué par l'ACOSS est proportionnel à l'antériorité de la créance, une dotation de 17,9 M€ a été constatée dans les comptes au 31/12/01.

LE HORS-BILAN

Le hors-bilan publiable présente les engagements selon leur sens « donnés » ou « reçus » (engagements de financement, de garantie, sur titres). Cependant, certains engagements ne sont pas pris en compte. Il en va ainsi des engagements relatifs aux opérations en devises et sur instruments financiers à terme. Ces engagements constituent des informations données dans les notes 15 à 16.

Note 15 : les opérations en devises

| en euros | Au 31/12/2001 | | Au 31/12/2000 | | Au 31/12/1999 | |
|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| | Devises à recevoir | Devises à livrer | Devises à recevoir | Devises à livrer | Devises à recevoir | Devises à livrer |
| OPERATIONS A TERME | 4 538 901 691 | - | 8 108 958 621 | - | 7 767 597 294 | - |
| Opérations de couverture négociées de gré à gré | | | | | | |
| Change à terme contre EUR | 215 023 261 | - | 1 669 483 863 | - | 1 752 960 910 | - |
| < 1 an | 215 023 261 | - | 1 669 483 863 | - | 1 752 960 910 | - |
| de 1 à 5 ans | | | | | | |
| > 5 ans | | | | | | |
| Swaps de devises contre EUR | 4 315 678 430 | - | 6 439 474 758 | - | 5 289 292 916 | - |
| < 1 an | 1 705 164 468 | - | 2 295 727 942 | - | 0 | - |
| de 1 à 5 ans | 1 578 897 038 | - | 3 042 334 126 | - | 4 392 282 942 | - |
| > 5 ans | 1 031 616 924 | - | 1 101 412 690 | - | 897 009 974 | - |
| Opérations devises contre devises | - | - | - | - | 725 343 468 | - |
| < 1 an | - | - | - | - | 725 343 468 | - |
| de 1 à 5 ans | - | - | - | - | - | - |
| > 5 ans | - | - | - | - | - | - |
| Opérations isolées négociées de gré à gré | | | | | | |
| Change à terme | - | - | - | - | - | - |
| Swaps de devises contre EUR | 8 200 000 | - | - | - | - | - |
| < 1 an | 8 200 000 | - | - | - | - | - |
| OPERATIONS AU COMPTANT | | | | | | |
| Opérations négociées de gré à gré | - | - | - | - | - | - |

Le change à terme contre euros correspond aux achats à terme mis en place pour la couverture des papiers commerciaux, en diminution parallèle à la réduction de cette source de financement.

La diminution du niveau des swaps de devises contre euros s'explique par le remboursement de l'emprunt obligataire de 2 milliards de dollars.

Note 16 : les marchés à terme d'instruments financiers

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| INSTRUMENTS DE TAUX D'INTERET | | | |
| Marchés organisés et assimilés | | | |
| Opérations fermes de couverture | | | |
| Autres opérations fermes | | | |
| Opérations conditionnelles de couverture | | | |
| Autres opérations conditionnelles | | | |
| Gré à gré | 5 006 431 924,40 | 5 832 864 449,06 | 7 143 827 690,00 |
| Opérations fermes de couverture | | | |
| . Echanges de taux en euros | 4 669 018 747,52 | 5 504 378 367,13 | 6 832 102 564,00 |
| . Micro-couverture | 3 030 637 253,00 | 4 843 547 855,37 | 4 913 006 388,00 |
| < 1 an | 20 000 000,00 | 1 812 910 602,37 | 647 428 926,00 |
| de 1 à 5 ans | 2 000 000 000,00 | 2 020 000 000,00 | 3 632 910 602,00 |
| > 5 ans | 1 010 637 253,00 | 1 010 637 253,00 | 632 666 860,00 |
| . Macro-couverture | 1 638 381 494,52 | 660 830 511,76 | 1 919 096 176,00 |
| < 1 an | 1 000 000 000,00 | | |
| de 1 à 5 ans | 210 000 000,00 | 210 000 000,00 | 150 000 000,00 |
| > 5 ans | 428 381 494,52 | 450 830 511,76 | 1 769 096 176,00 |
| . Echanges de taux en devises | 337 413 176,88 | 328 486 081,93 | 311 725 126,00 |
| < 1 an | | | |
| de 1 à 5 ans | 337 413 176,88 | 328 486 081,93 | 311 725 126,00 |
| > 5 ans | | | |
| . FRA | | | |
| . Autres | | | |
| Autres opérations fermes | | | |
| Opérations conditionnelles de couverture | | | |
| Autres opérations conditionnelles | | | |
| AUTRES INSTRUMENTS | | | |
| Instruments de cours de change | | | |
| . Marchés organisés et assimilés | | | |
| . Gré à gré | | | |
| Autres instruments | | | |
| . Marchés organisés et assimilés | | | |
| . Gré à gré | | | |

Concernant les swaps de taux mis en place par la CADES :

- les micro-couvertures diminuent parallèlement à l'échéance de l'emprunt obligataire de 2 milliards d'USD, le swap de devise étant également couplé avec un swap de taux en euros.
- L'encours comptabilisé des swaps de macro-couverture augmente du fait de la prise en compte de deux swaps à taux fixe contre EONIA portant sur le même nominal et la même maturité mais de sens opposé.

Note 17 : les autres engagements hors-bilan

| en euros | Au 31/12/2001 | Au 31/12/2000 | Au 31/12/1999 |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | | |
| Engagements reçus | | | |
| D'établissements de crédit : | | | |
| . Emprunt syndiqué multidevises | 533 571 560,33 | 533 571 560,33 | 686 020 577,57 |
| . Emprunt relais | | | |
| . Autres engagements de financement | | | |
| De la clientèle | | | |
| Engagements donnés | | | |
| En faveur d'établissements de crédit | | | |
| En faveur de la clientèle | | | |
| Versement à l'Etat | 12 000 000 000,00 | 14 818 044 475,48 | 17 150 514 439,21 |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE | | | |
| Engagements donnés | | | |
| En faveur d'établissements de crédit | | | |
| En faveur de la clientèle | | | |
| Engagements reçus | | | |
| En faveur d'établissements de crédit | | | |
| En faveur de la clientèle | | | |
| ENGAGEMENTS SUR TITRES | | | |
| Titres à recevoir | | | |
| Titres à livrer | | | |
| AUTRES ENGAGEMENTS | | | |
| Engagements donnés | | | |
| Valeurs affectées en garantie | | | |
| d'opérations sur marchés à terme | | | |
| Engagements de retraite | | | |
| Autres | | | |
| Engagements reçus | | | |
| Valeurs reçues en garantie | | | |
| sur marchés à terme | | | |
| Autres | | | |

Les autres engagements de financement reçus représentent au 31/12/01 le droit de tirage sur le crédit syndiqué multidevises négocié auprès d'un *pool* de banques (533,6 M€) à échéance 14/11/2002 et le cumul des versements annuels de la CADES à l'Etat de 2002 à 2005 (12 000 M€) conformément à la loi de finance 2002.

La justification économique de ce versement est le service d'une ancienne dette de la Sécurité sociale reprise par l'Etat à hauteur de 110 milliards de francs. Sachant que l'article 7 de l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996 prévoit que les ressources de la CADES sont affectées prioritairement au service et à l'amortissement de la dette contractée par la CADES, l'ensemble cumulé des versements a été comptabilisé au hors bilan de la CADES.

L'amortissement de cette dette était effectué selon l'échéancier A (cf. page suivante) (1996-2008) conformément à l'article 4 de l'ordonnance et correspondait à un taux actuariel de 6,10%. Cet échéancier a été respecté jusqu'à la fin de l'année 2000, le capital restant dû fin 2000 étant de 77,3 Mds de francs (11,78 Mds €).

L'ordonnance a été modifiée par la loi de finance 2001 : la CADES verse 1852 M€ par an à l'Etat jusqu'en 2008 au lieu des 1905 M€ prévus initialement pour compenser partiellement la mesure d'exonération de la CRDS pour les chômeurs non imposables. L'engagement a donc été diminué de 427 M€ répercutant la baisse du taux actuariel à 5,39% (cf. échéancier B).

L'échéancier B aura été respecté pendant la seule année 2001, le capital restant dû étant de 69,3 Mds de Francs (soit 10,5 Mds d'euros)

La loi de finances pour 2002 prévoit dans son article 38 de remplacer les 7 versements de 1 852 M€ (soit 12 966 M€) prévus dans l'échéancier B par quatre versements de 3 milliards d'Euros (soit 12 000M€). La répartition entre capital et intérêt (au taux d'intérêt implicite de 5,28%) est donnée dans l'échéancier C (2002-2005). L'engagement hors bilan a été donc abaissé à 12 milliards d'euros au 31/12/01.

Sauf nouvelle modification de l'ordonnance, la dette initiale de 110 Mds de Francs sera totalement remboursée fin 2005. Après cette date, l'ensemble des ressources de la CADES devra être consacré au service et au remboursement de la dette qu'elle a reprise en 1996 et 1998.

PROFILS DE REMBOURSEMENT DES 110 MRDS DE FRF (16,77 Mds d'euros) AVANT ET APRES MESURES

| A): PROFIL INITIAL | | | | | B): APRES MESURES 2001 | | | | | C): APRES MESURES 2002 | | | | |
|--------------------|--------------|--------|--------------|---------|------------------------|--------------|--------|--------------|---------|------------------------|--------------|--------|--------------|---------|
| Taux: 6,102% | | | | | Taux: 5,389% | | | | | Taux: 5,282% | | | | |
| Capital restant | Intérêts | Amort. | Versements | | Capital restant | Intérêts | Amort. | Versements | | Capital restant | Intérêts | Amort. | Versements | |
| 16,769 | 1,02334 | 0,882 | 1,906 | 1996 | 16,769 | 1,023335 | 0,882 | 1,906 | 1996 | 16,769 | 1,02334 | 0,882 | 1,906 | 1996 |
| 15,887 | 0,9695 | 0,936 | 1,906 | 1997 | 15,887 | 0,969495 | 0,936 | 1,906 | 1997 | 15,887 | 0,9695 | 0,936 | 1,906 | 1997 |
| 14,951 | 0,91237 | 0,993 | 1,906 | 1998 | 14,951 | 0,91237 | 0,993 | 1,906 | 1998 | 14,951 | 0,91237 | 0,993 | 1,906 | 1998 |
| 13,958 | 0,85176 | 1,054 | 1,906 | 1999 | 13,958 | 0,851758 | 1,054 | 1,906 | 1999 | 13,958 | 0,85176 | 1,054 | 1,906 | 1999 |
| 12,904 | 0,78745 | 1,118 | 1,906 | 2000 | 12,904 | 0,787448 | 1,118 | 1,906 | 2000 | 12,904 | 0,78745 | 1,118 | 1,906 | 2000 |
| 11,786 | 0,71921 | 1,186 | 1,906 | 2001 | 11,786 | 0,635 | 1,217 | 1,852 | 2001 | 11,786 | 0,635 | 1,217 | 1,852 | 2001 |
| 10,599 | 0,64681 | 1,259 | 1,906 | 2002 | 10,569 | 0,569 | 1,283 | 1,852 | 2002 | 10,569 | 0,558 | 2,442 | 3,000 | 2002 |
| 9,341 | 0,57 | 1,336 | 1,906 | 2003 | 9,286 | 0,500 | 1,352 | 1,852 | 2003 | 8,127 | 0,429 | 2,571 | 3,000 | 2003 |
| 8,005 | 0,48849 | 1,417 | 1,906 | 2004 | 7,934 | 0,428 | 1,425 | 1,852 | 2004 | 5,556 | 0,293 | 2,707 | 3,000 | 2004 |
| 6,588 | 0,40201 | 1,504 | 1,906 | 2005 | 6,509 | 0,351 | 1,502 | 1,852 | 2005 | 2,849 | 0,151 | 2,849 | 3,000 | 2005 |
| 5,084 | 0,31026 | 1,595 | 1,906 | 2006 | 5,008 | 0,270 | 1,582 | 1,852 | 2006 | 0,000 | | | | |
| 3,489 | 0,2129 | 1,693 | 1,906 | 2007 | 3,425 | 0,185 | 1,668 | 1,852 | 2007 | | | | | |
| 1,796 | 0,10961 | 1,796 | 1,906 | 2008 | 1,758 | 0,095 | 1,758 | 1,852 | 2008 | | | | | |
| 0,000 | | | | | 0,000 | | | | | | | | | |
| TOTAL: | 16,77 | | 24,77 | Md.euro | TOTAL: | 16,77 | | 24,35 | Md.euro | TOTAL: | 16,77 | | 23,38 | Md.euro |

SITUATION BILANTIELLE SYNTHETIQUE AU 31/12/01

| | en millions d'euros |
|--|---------------------|
| REPORT A NOUVEAU DEBITEUR au 01/01/01 | - 30 573 |
| EXCEDENT AU 31/12/01 | 1 168 |
| DOTATION EN IMMEUBLES | 181 |
| DETTE RESTANT A REMBOURSER au 31/12/01 | - 29 224 |
| Représentée par : | |
| -des passifs externes contractés : | |
| .dettes financières < 1 an | 5 489 |
| .dettes financières > 1 an | 27 184 |
| .comptes de régularisation passif et divers | 941 |
| - déduction faite des actifs détenus : | |
| .placements financiers auprès des établissements de crédit | 2 540 |
| .comptes de régularisation actif et divers | 1 850 |

COMPTE DE RESULTAT RESUME AU 31/12/01

| | en millions d'euros |
|---------------------------------------|---------------------|
| PRODUIT DE LA CRDS | 4 632,7 |
| REVENU NET DES IMMEUBLES | 4,5 |
| Charges d'intérêts | - 1 786,8 |
| Commissions | - 7,0 |
| Produits d'intérêts | 233,8 |
| RESULTAT FINANCIER | - 1 560,0 |
| Variation des créances nettes de CRDS | - 19,8 |
| Frais de recouvrement de la CRDS | - 34,1 |
| Charges générales | - 2,6 |
| Frais généraux d'exploitation | - 56,5 |
| EXCEDENT D'EXPLOITATION | 3 020,7 |
| Versement à l'Etat | - 1 852,3 |
| EXCEDENT AU 31/12/01 | 1 168,4 |

ENDETTEMENT NET EN VALEUR DE REMBOURSEMENT

| en milliers d'euros | Au 31/12/01 |
|---|-------------------|
| < 1 an | 2 579 218 |
| Titres de créances négociables | 204 999 |
| Emprunts obligataires | 4 296 751 |
| Placements privés | 0 |
| Appels de marge | 511 263 |
| Opérations de trésorerie | - 2 433 795 |
| Dettes envers l'Etat | 0 |
| de 1 à 5 ans | 10 618 577 |
| Titres de créances négociables | 0 |
| Emprunts obligataires | 10 618 577 |
| > 5 ans | 16 286 632 |
| Titres de créances négociables | 27 970 |
| Emprunts obligataires | 14 366 882 |
| Placements privés | 1 891 780 |
| ENDETTEMENT NET EN VALEUR DE REMBOURSEMENT | 29 484 427 |

5.2 ENCOURS DE DETTES OBLIGATAIRES A LA DATE DU 30 AVRIL 2002

L'encours des dettes obligataires de la CADES au 30 avril 2002 s'établissait comme suit, en comparaison avec le 1er février 2001

| | 30/04/2002 | 01/02/2001 |
|---|--------------------|--------------------|
| Placements privés en francs et en devises¹: | 4.392 | 3.220 |
| Total placements privés : | 4.392 MEUR | 3.220 MEUR |
| Émissions obligataires en devises : | | |
| NLG 2004 | 0.952 | 1.023 |
| USD FRN 2001 | | 1.687 |
| USD 2002 | | 0.969 |
| USD 2003 | 0.137 | 0.137 |
| Euro FRF 2008 <i>puttable</i> à 4 ans | 0.402 | 0.402 |
| CHF 2003 | 0.316 | 0.316 |
| GBP 2008 | 0.779 | 0.779 |
| <i>Sous Total :</i> | <i>2.586 MEUR</i> | <i>5.313 MEUR</i> |
| Émissions obligataires en euros : | | |
| Echéance 2002 | | 2.875 |
| Echéance 2004 | 3.000 | 2.500 |
| Echéance 2005 | 2.332 | 2.332 |
| Echéance 2006 <i>inflation</i> | 3.126 | 0.726 |
| Echéance 2007 | 2.610 | 2.610 |
| Echéance 2008 <i>callable</i> à 6 ans | 0.099 | 0.099 |
| Echéance 2008 <i>eurofongible</i> | 4.044 | 4.044 |
| Echéance 2008 <i>OAI</i> | 0.305 | 0.305 |
| Echéance 2010 <i>OAI</i> | 0.229 | 0.229 |
| Echéance 2012 <i>eurofongible</i> | 3.000 | 2.439 |
| Echéance 2013 <i>inflation</i> | 2.967 | 2.625 |
| <i>Sous Total :</i> | <i>21.712 MEUR</i> | <i>20.784 MEUR</i> |
| Total obligataire hors EMTN: | 24.298 MEUR | 26.097 MEUR |

¹ L'encours des placements privés et émissions obligataires en devises est obtenu à une date donnée sur la base du nominal de ces opérations au prix de remboursement et en utilisant le taux de fixage de la Banque de France pour la devise concernée. L'encours des émissions indexées sur l'inflation est exprimé en valeur de remboursement sur la base des conditions de marché à la date d'établissement du tableau.

Au 30 avril 2002 et suite aux décisions du Conseil d'administration du 10 septembre 2001, les encours obligataires et titres assimilés sont les suivants :

Emprunts émis antérieurement au 01/01/99 et convertis en euros :

- une émission 6,25 % à échéance 25 octobre 2007 pour un volume de 2 610 384 484 EUR
- une émission 6 % à échéance 25 juillet 2005 pour un volume de 2 332 317 488 EUR
- une émission à taux progressif (5,18 % du 16/04/1997 au 16/04/2003 puis 7 % jusqu'au 16/04/2008) pour un volume de 99 091 860 EUR ; cette émission comprend une option de remboursement au pair au gré de l'émetteur au terme de la sixième année
- une émission euro-fongible 5,125 % à échéance 25 octobre 2008 pour un volume de 4 044 497 106 EUR
- une émission euro-fongible 5,25 % à échéance 25 octobre 2012 pour un volume de 3 000 000 000 EUR
- une émission à amortissement indexé 4,71% à échéance 11 mai 2008 pour un volume de 304 900 000 EUR
- une émission à amortissement indexé 4,6% à échéance 15 juillet 2010 pour un volume de 228 675 000 EUR

Emprunts émis antérieurement au 01/01/99 non redénominés :

- une émission à taux progressif (4,63 % du 17/12/1997 au 17/12/2001 puis 5,94 % jusqu'au 17/12/2008) pour un volume de 2 635 MrdF ; cette émission comprenait une option de rachat au pair au gré du porteur au terme de la quatrième année qui n'a pas été exercée à la fin de l'exercice.
- une émission en florins néerlandais 6,375 % à échéance 29 juillet 2004 pour un volume de 2 097 135 000 NLG

Emprunts émis en euros après le 01/01/99 :

- une émission 3,375% à échéance 12 juillet 2004 pour un volume de 3 Mrds d'euros
- une émission à échéance 2013 indexée sur l'inflation française hors tabac pour un volume de 2,967 Mrds d'euros après assimilations. Sur la base des anticipations de marché, la CADES prévoit une prime de remboursement finale de 667,5 m€ à l'échéance de l'emprunt.
- une émission à échéance 2006 indexée sur l'inflation française hors tabac pour un volume de 3,126 Mrds d'euros après assimilations. Sur la base des anticipations de marché, la CADES prévoit une prime de remboursement finale de 296,14 m€ à l'échéance de l'emprunt.

Autres emprunts :

- une émission en francs suisses 2,5 % à échéance 17 mars 2003 pour un volume de 500 millions ;
- une émission en livres anglaises 6,25 % à échéance 5 mars 2008 pour un volume de 510 millions.

Endettement obligataire assimilé

Il s'agit des EMTN (Euro Medium Term Notes) émis par la CADES dans le cadre du programme établi en 1998 avec un groupe de banques. Au 30/04/02, on dénombre 13 EMTN non échus, en euro et en devises (GBP, HKD, USD, JPY), pour un montant total de 2,5 Mrds d'euros.

L'endettement à moins d'un an ressort à 2,6 Mrds€ et celui à plus de 5 ans à 16,8 Mrds€ contre respectivement 5 Mrds€ et 16,9 Mrds€ au 31/12/2001. Sur la même période, l'endettement à échéance entre 1 an et 5 ans est resté stable à 10,8 Mrds€.

5.3 PATRIMOINE

La CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE a été instituée sans patrimoine initial. Le patrimoine privé à usage locatif des caisses nationales du régime général de sécurité sociale et de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale a été transféré à la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE, à la date du 31 décembre 1999, pour la part qui n'a pas été vendue à l'initiative de ses propriétaires, dans les conditions suivantes :

- Une partie du patrimoine des caisses nationales du régime général de sécurité sociale, à l'exclusion des locaux affectés à l'usage administratif, a été vendue sur l'initiative de ses propriétaires pour un montant de 226,5 millions d'Euros net de frais, et le produit de la vente a été affecté à la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE.
- La partie du patrimoine qui n'était pas vendue à la date du 31 décembre 1999 a été transférée à la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ainsi que les droits et obligations qui y sont attachés. La dévolution de ce patrimoine à la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE a fait l'objet d'un arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale le 27 décembre 1999 (voir annexe).

Les transferts des biens, droits et obligations des caisses nationales du régime général de sécurité sociale et de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale effectués en application de l'article 9 de l'ordonnance 96-50 du 24 janvier 1996 au profit de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ne donneront lieu à aucune indemnité ou perception d'impôts, droits et taxes.

Pour la gestion ou la vente du patrimoine visé ci-dessus, la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE peut faire appel, dans les conditions fixées par le décret n° 96-353 du 24 avril 1996, à tous services ou organismes habilités à cet effet. La cession intégrale de ce patrimoine devra intervenir au plus tard au 31 décembre 2008.

Par décision du conseil d'administration du 13/07/2000, la valorisation proposée par le service des domaines a été retenue. Annuellement à compter de 2001, une évaluation des immeubles inscrits en stock sera effectuée. L'ensemble du patrimoine devrait être cédé en 2002, pour une évaluation de recettes de 180 mEuros.

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

6.1. CONSEIL D'ADMINISTRATION

La CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE est administrée par un Conseil d'administration composé de six membres nommés par décret pour une durée de trois ans renouvelable, et comprenant :

- une personnalité choisie en raison de sa compétence, président ;
- trois représentants du ministre chargé de l'économie et des finances ;
- deux représentants du ministre chargé de la sécurité sociale.

Les membres du Conseil d'administration ont été nommés par décrets des 6 et 9 septembre 1999, complété par les décrets des 27 juillet, 10 octobre, 14 novembre 2000, 12 mars et 5 décembre 2001.

Président

M. Patrice RACT MADOUX

Membres du Conseil d'administration représentants du ministre chargé de l'économie et des finances :

M. Pierre JOUYET, directeur du Trésor, ou son suppléant M. Thierry FRANCO, sous-directeur des assurances;
M. Jean BASSERES, directeur de la comptabilité publique, ou son suppléant M. Jean Louis ROUQUETTE, sous-directeur à la direction de la comptabilité publique ;
M. Sylvain LEMOINE de FORGE, directeur général de l'Agence France Trésor ou son suppléant M. Pierre MERVIEL directeur général adjoint de l'agence France Trésor.

Membres du Conseil d'administration représentants du ministre chargé de la sécurité sociale :

M. Pierre Louis BRAS, directeur de la sécurité sociale, ou son suppléant M. Jean-François CHADELAT, inspecteur général des affaires sociales ;
M. Dominique LIBAULT, chef de service à la direction de la sécurité sociale, ou son suppléant M. Jean Louis REY , sous directeur à la direction de la sécurité sociale.

6.2. ORGANES DE DIRECTION

Les fonctions de direction de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE sont assurées par le président du conseil d'administration, ordonnateur des dépenses de la caisse en application des dispositions de l'article 5 du décret n° 96-353 du 24 avril 1996.

6.3. ORGANES DE SURVEILLANCE

Le conseil d'administration de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE est assisté par un comité de surveillance, composé de membres du Parlement, des présidents des caisses nationales de sécurité sociale, du secrétaire général permanent de la commission des comptes de la sécurité sociale et de représentants de l'État.

Parus au Journal Officiel du 24 mai 1996, du 19 septembre 1997 et par arrêté du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation en date du 30 mai 1997 publié au Journal Officiel du 1^{er} juin 1997, la liste des membres du comité de surveillance est la suivante :
Président : M. Marc LAFFINEUR, Député du Maine-et-Loire

Le comité est composé de représentants de différentes institutions :

- Membres de l'Assemblée Nationale (J.O. du 05/07/2001) :
 - Mme Muguette Jacquaint
 - M. Marc Laffineur

- Membres du Sénat (J.O. du 05/07/2001) :
 - M. Alain Vasselle
 - M. Alain Joyandet
- Représentants du Ministre chargé de la Sécurité Sociale :
 - M. Pierre Louis Bras
 - M. Philippe Georges
 - M. Jean Picot
- Représentants du Ministre chargé de l'Economie, des Finances et de l'Industrie :
 - Mme Sophie Mahieux
 - M. Jean Bassères
 - M. Jean-Pierre Jouyet
- Représentant du Ministre chargé de l'Agriculture et de la Pêche :
 - M. Christian Dubreuil
- Membre de la Cour des Comptes :
 - M. Patrick Mordacq
- Membres du corps de l'Inspection Générale des Affaires Sociales :
 - M. Michel Laroque
- Membres du corps de l'Inspection Générale des Finances :
 - M. Alain Briffod
- Monsieur le Secrétaire Général de la Commission des Comptes de la Sécurité Sociale :
 - M. François Monier
- Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la CNAMTS :
 - M. Jean-Marie Spaeth
- Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la CNAVTS :
 - Mme Danièle Karniewicz
- Madame la Présidente du Conseil d'Administration de la CNAF :
 - Mme Nicole Prud'Homme
- Monsieur le Président du Conseil d'Administration de l'ACOSS :
 - M. Bernard Caron
- Monsieur le Président de la Commission des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles :
 - M. Jean-Paul Peyrical
- Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et Maternité des Travailleurs non Salariés des Professions Non Agricoles :
 - M. Gérard Quevillon

Le comité de surveillance émet un avis sur le rapport annuel d'activité de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE et peut être consulté sur toute question par le conseil d'administration.

Par ailleurs, le Gouvernement rend compte chaque année au Parlement, dans un rapport particulier, des opérations réalisées par la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE, en application des dispositions de l'article 11 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996. Le dernier rapport se trouve au chapitre IV des annexes au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002.

7.1 EVOLUTIONS RECENTES

La loi de finance pour 2001 modifie l'assiette de prélèvement de la CRDS en exonérant les retraités et les chômeurs non imposables. Ces mesures, dont la mise en place se fera progressivement sur trois ans, se sont traduites par une diminution des ressources de 333 millions d'Euros en 2001, et devraient se traduire par une diminution des recettes de 344 mEuros en 2002 et 353 mEuros en 2003.

En contrepartie, le versement annuel à l'Etat a été réduit de 53,357 mEuros pour être donc ramené à 1,852 Mrds Euros en 2001. Les sept versements annuels de 1,852 Mrds Euros prévus de 2002 à 2008 ont été remplacés par la loi de finance pour 2002 par quatre versements annuels de 3 Milliards d'euros de 2002 à 2005.

Les modifications des missions de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ne se sont accompagnées d'aucun changement de statut. Le taux de prélèvement reste inchangé à 0,5%.

Au 10 mai 2002, la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE dispose des capacités de financement suivantes :

- un crédit bancaire syndiqué multi-devises à échéance novembre 2002, pour un montant maximum de 304.9 millions d'Euros;
- une ligne d'avances à court terme multi-devises non syndiquée à échéance novembre 2002, pour un montant maximum de 228.7 millions d'Euros ;
- un programme d'émissions de billets de trésorerie en francs français pour un volume maximal de 7,6 Mrds Euros, dont l'encours actuel est de 120 millions d'Euros;
- un programme global d'émissions de papier commercial, sur le marché américain libellées en dollars américains, et sur le marché international en multi-devises, swapées en Euros pour un montant maximal de 15 milliards d'Euros, utilisé à hauteur de 1.3 Mrds Euros environ.
- Un programme BMTN pour un montant maximum de 1,52 Mrds Euros utilisé à hauteur de 27,9 millions d'Euros, et un programme EMTN pour un montant maximum de 10 Mrds Euros, utilisé à hauteur de 2.5 Mrds Euros environ.

7.2 PERSPECTIVES

Le conseil d'administration de la CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE s'est réuni le 25 avril 2002. Au cours de cette séance, le conseil a arrêté les comptes pour 2001. Un programme d'emprunt d'environ 4.5 Mrds Euros pour 2002 a été annoncé, qui sera essentiellement constitué par l'augmentation ou la création de nouvelles lignes indexées sur l'inflation française, le maintien de la liquidité des trois emprunts cotés sur MTS France, et des émissions sous le programme EMTN. Le conseil d'administration a pu constater que, sous des hypothèses raisonnables de croissance et de taux d'intérêt, la CADES sera en mesure d'avoir rempli l'ensemble de sa mission au 31 décembre 2014.

EVOLUTION PREVISIONNELLE DE LA TRESORERIE DE LA CADES
sur la base de la courbe des taux au 16 mai 2002
en Mrds Euros

| HYPOTHESES CENTRALES | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| CRDS | 4,063 | 4,213 | 4,498 | 4,599 | 4,600 | 4,8 | 4,9 | 5,1 |
| Taux de croissance de la CRDS | | | | | | 3,5% | 3,5% | 3,5% |
| Versements Etat | 15,169 | 1,143 | 2,668 | 1,852 | 3,000 | 3,000 | 3,000 | 3,000 |
| Revenus CRDS nets | -11,11 | 3,17 | 1,87 | 2,69 | 1,59 | 1,75 | 1,92 | 2,10 |
| Niveau des taxes | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| ENCOURS DE LA DETTE TOTALE | INFLATION | | | | | | | |
| Inflation | | 1,00% | 1,70% | 1,60% | 1,30% | 2,00% | 2,00% | 2,00% |
| EMPRUNTS REALISES | | | | | | | | |
| Encours | 25,815 | 29,296 | 29,740 | 31,003 | 27,107 | 26,083 | 21,704 | 18,993 |
| Intérêts | -0,890 | -1,546 | -1,474 | -1,505 | -1,521 | -1,339 | -1,257 | -1,126 |
| Produits et Remboursements | 9,624 | 3,369 | 0,378 | 1,210 | -3,953 | -0,970 | -4,382 | -2,712 |
| COURT TERME | | | | | | | | |
| Taux CT | 3,40% | 2,97% | 4,64% | 5,06% | 4,32% | 4,99% | 5,46% | 5,64% |
| Encours Papier commercial et BT | 6,89 | 2,14 | 2,13 | 0,0 | 3,1 | 3,8 | 7,7 | 9,8 |
| Intérêts Court terme | -0,37 | -0,13 | -0,10 | -0,05 | -0,07 | -0,17 | -0,31 | -0,49 |
| PRODUITS & REMBOURSEMENTS | 1,8 | -1,4 | 0,5 | -0,9 | -0,8 | -0,4 | -0,5 | -0,6 |
| ENCOURS DE LA DETTE TOTALE | 32,7 | 31,4 | 31,9 | 31,0 | 30,2 | 29,9 | 29,4 | 28,8 |
| ENCOURS EN VALEUR ACTUALISEE | 32,7 | 31,4 | 31,9 | 31,0 | 28,8 | 26,8 | 24,8 | 22,7 |
| TRESORERIE | | | | | | | | |
| Trésorerie en début d'exercice | 10,23 | -0,06 | 0,50 | 1,44 | 1,78 | 0,88 | 0,80 | 0,71 |
| Dépenses (intérêts) | -1,24 | -1,75 | -1,57 | -1,56 | -1,59 | -1,51 | -1,58 | -1,63 |
| Produits et Remboursements | 1,84 | -1,39 | 0,50 | -0,87 | -0,77 | -0,35 | -0,46 | -0,61 |
| Frais de fonctionnement, Commissions et Immobilier | -0,09 | -0,05 | 0,10 | -0,01 | -0,19 | -0,01 | -0,01 | -0,01 |
| Trésorerie brute en fin d'exercice | -0,23 | 0,50 | 1,40 | 1,70 | 0,83 | 0,76 | 0,67 | 0,56 |
| Intérêts sur trésorerie (Taux CT) | 0,17 | 0,01 | 0,04 | 0,08 | 0,06 | 0,04 | 0,04 | 0,04 |
| TRESORERIE EN FIN D'EXERCICE | -0,06 | 0,50 | 1,44 | 1,78 | 0,88 | 0,80 | 0,71 | 0,59 |
| TRESORERIE EN VALEUR ACTUALISEE | -0,06 | 0,50 | 1,44 | 1,78 | 0,84 | 0,72 | 0,60 | 0,47 |
| SENSIBILITE DE LA TRESORERIE ACTUALISEE | | | | | | | | |
| Sensibilité au PIB nominal moyen | | | | | | | | |
| Croissance du RDS = +2,5% | | | | | 0,96 | 0,86 | 0,74 | 0,56 |
| Croissance du RDS = +4,5% | | | | | 0,96 | 0,95 | 0,99 | 1,06 |
| Sensibilité aux variations de taux d'intérêt : | | | | | | | | |
| Courbe - 200 pb | | | | | 1,19 | 1,30 | 1,41 | 1,54 |
| Courbe - 100 pb | | | | | 1,08 | 1,10 | 1,13 | 1,17 |
| Courbe +100 pb | | | | | 0,84 | 0,72 | 0,60 | 0,47 |
| SITUATION NETTE | | | | | | | | |
| (Trésorerie) - (Encours de la dette) en valeur actualisée | -32,8 | -30,9 | -30,4 | -29,2 | -28,0 | -26,1 | -24,2 | -22,2 |

LISTE DES ANNEXES

- **Lettre d'opinion du cabinet Salustro Reydel, relative aux comptes de l'exercice 2001, du 10 avril 2002 ;**
- **Arrêté du 27 décembre 1999 portant dévolution du patrimoine immobilier privé à usage locatif de la C.N.A.V. des travailleurs salariés.**



RSM SALUSTRO REYDEL

**RAPPORT D'AUDIT
SUR LES COMPTES ANNUELS**

CADES

4 bis, boulevard Diderot - 75012 PARIS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

CADES

4 bis, boulevard Diderot

75012 PARIS

RAPPORT D'AUDIT SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

Mesdames,
Mes sieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par lettre en date du 27 août 2001, nous avons procédé à l'audit des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001 de la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit internationales. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que notre audit fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.



A notre avis, les comptes annuels donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'établissement au 31 décembre 2001, ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément au Plan Comptable des Etablissements de Crédit, applicable à la CADES, en vertu de l'avis n°99-04 du CNC.

Fait à Paris, le 10 avril 2002

RSM SALUSTRO REYDEL

J. GOALEC

J.O. Numéro 302 du 30 Décembre 1999 page 19761

Textes généraux

Ministère de l'emploi et de la solidarité

Arrêté du 27 décembre 1999 portant dévolution du patrimoine immobilier privé à usage locatif de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés

NOR : MESS9924015A

La ministre de l'emploi et de la solidarité,

Vu l'article 9 de l'ordonnance no 96-50 du 24 janvier 1996 portant mesures relatives au remboursement de la dette sociale ;

Vu le décret no 96-353 du 24 avril 1996 relatif à la caisse d'amortissement de la dette sociale,

Arrête :

Art. 1er. - La propriété des immeubles privés à usage locatif appartenant à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (siège : 110, avenue de Flandre, 75951 Paris Cedex 19) non vendus au 31 décembre 1999 et dont les références sont indiquées sur l'état annexé au présent arrêté (1) est dévolue de plein droit à la caisse d'amortissement de la dette sociale (siège : 4 bis, boulevard Diderot, 75012 Paris Cedex 12).

Art. 2. - Les biens, droits et obligations de la caisse d'assurance vieillesse des travailleurs salariés afférents aux immeubles indiqués sont pris en charge dans la forme où ils se trouvent par la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Art. 3. - Le présent arrêté constituant un acte public à caractère authentique sera publié par la caisse d'amortissement de la dette sociale bénéficiaire du transfert dans chaque bureau des hypothèques compétents.

Art. 4. - Le directeur de la sécurité sociale au ministère de l'emploi et de la solidarité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 1999.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur de la sécurité sociale,
R. Briet

(1) L'état susvisé peut être consulté au siège de la caisse d'amortissement de la dette sociale.